

land

Kabul – nicht so gefährlich

Die Luxemburger Flüchtlingspraxis sieht großzügig aus. Aber wieso sollten dann Gesuche von Afghan/innen neu bewertet werden?

„Alles läuft nach Plan“

In sechs Monaten fällt der Startschuss für Esch 2022. Alle Beteiligten arbeiten unter hohem Zeitdruck. Die Suche nach privaten Sponsoren gestaltet sich weiter schwierig

Fahren bis zum Magendurchbruch

„Fun um Glacis“ statt Schueberfouer heißt es in diesem Jahr, in dem für die Schausteller alles anders läuft als sonst. Auch schlechter?

La Décision 26

L'amende record prononcée par la CNPD à l'encontre d'Amazon paraît bienvenue alors que le principe du pays d'origine est mis à mal dans la discussion sur la régulation des géants du web

Les derniers paysans de la ville

La capitale compte exactement trois explorations maraîchères. Un portrait croisé à l'époque du dérèglement climatique

Photo : Sven Becker



land

Unabhängige Wochenzeitung
für Politik, Wirtschaft und Kultur

#34

68. Jahrgang
27.08.2021



4,50 €



Les jardins de Terra sur le Eecherfeld



Kirsch père et fils sur leur domaine maraîcher

Les derniers paysans de la Ville

Bernard Thomas

La capitale compte exactement trois exploitations maraîchères. Un portrait croisé à l'époque du dérèglement climatique

Trois petites exploitations : voilà ce qui reste de la ceinture maraîchère qui entourait la Ville de Luxembourg au début du XX^e siècle. À l'époque, une centaine de producteurs de légumes travaillaient dans les vallées et plateaux de la capitale, de la Pétrusse au Eecherfeld, en passant par Clausen et Mühlenbach. Sans oublier le Kirchberg qui, avant l'expropriation de 1961, se présentait comme un immense champ où étaient cultivés des pommes de terre, des salades et des choux (en partie transformés dans la Fabrique de Choucrouste Nickels). Pour la plupart, il s'agissait de petites exploitations d'une cinquantaine d'ares. La Ville allait se muter en centre européen et financier, l'agriculture allait suivre le chemin de la facilité, celui de la spécialisation subventionnée dans les filières bovine et laitière. Une tradition séculaire se perdit, et, avec elle, un savoir-faire, des structures de commercialisation et des réseaux de distribution.

Les trois exploitations maraîchères de la capitale sont situées dans un radius d'un kilomètre : deux sur les hauteurs ensoleillées du Eecherfeld, une en contrebas, sur les rives humides de Beggen. Trônant au-dessus de Mühlenbach et de Dommeldange, le plateau de l'Eecherfeld rappelle le Kirchberg d'antan : des bois parsemés de champs et de jardins, avec quelques rares petites datchas (dont celle, reconstruite en villa de luxe, d'un ancien faucon de la Banque centrale européenne). Bien que le plateau soit classé zone forestière et zone agricole, elle attise les convoitises des spéculateurs : « Ici, dès qu'une petite parcelle est mise en vente, il y a énormément d'investisseurs qui veulent l'acheter, qui veulent spéculer », estime le vieux maraîcher Niki Kirsch. Il est né sur le plateau et y vit encore, dans une maison qu'il partage avec son fils, Claude, qui a repris l'entreprise familiale.

« Je n'ai jamais vu ça. Pourtant, je suis né ici », Niki Kirsch se rappelle la nuit du 14 au 15 juillet. Un quart de ses champs se retrouvaient sous l'eau. Il a fallu attendre sept jours avant que les champs submergés redevenaient accessibles. Les Kirsch ont fini par jeter 400 kilos de pommes de terre, 7 000 salades et 2 000 choux. « Dieu merci qu'il n'y a pas de canalisations ici, ni de voisin qui chauffe au mazout », dit Niki Kirsch.

Comme un long stress test, c'est ainsi que les maraîchers de la capitale ont vécu les quatre derniers étés. À quelques centaines de mètres de l'exploitation Kirsch, les jeunes maraîchers écolos et branchés de Terra ont pris leurs quartiers en 2014. Sans subventions étatiques, ni prêts bancaires, la coopérative a transformé un petit lopin de terre en idylle de la permacul-

Dans les jours et semaines qui ont suivi les inondation, les jardiniers de Colabor craignaient que le site ne soit durablement contaminé de métaux lourds et d'hydrocarbures

ture, avec une quinzaine d'arbres fruitiers, des petits champs, des tunnels chenilles et des serres. D'emblée, les coopérants avaient affiché leur résolution à mettre en œuvre « une agriculture résiliente », notamment face au dérèglement climatique. Trois étés caniculaires et un été diluvien ont mis à l'épreuve ces ambitions. Il y a un mois, la coopérative a ainsi dû se résigner à arracher quelque 2 000 pieds de tomates. Une récolte de quatre tonnes fut anéantie, le *highlight* de la saison annulé. Même sous les serres, l'humidité de l'air fut telle que le mildiou a fini par ronger les plantes. Les maraîchers ont tenté de réagir : Plante par plante, ils ont découpé les parties atteintes, constamment désinfectant les couteaux pour ne pas disséminer la maladie. Au bout de trois semaines de lutte, ils ont capitulé : « C'était comme un feu qui se répand à toute vitesse », témoigne la jardinière Christiane Walerich, une ancienne journaliste du *Woxx* qui a rejoint Terra comme jardinière.

C'est à l'unanimité que les maraîchers de Terra ont rejeté l'option de pulvériser du cuivre sur les tomates afin d'endiguer le fléau. Même si un tel traitement est permis par le cahier des charges de l'agriculture bio, ils estimaient qu'il « aurait tué toute la vie dans le sol ». Sur les sept dernières années, la coopérative avait patiemment composé une collection de 35 variétés de tomates. Or, sans tomates mûres, pas de semences. Tout est à recommencer : « Pour les prochaines variétés, le critère de résistance au mildiou deviendra plus important, promet le chef-jardinier de Terra, Pit Reichert. Peut-être que c'était une erreur de notre part de surtout nous concentrer sur le critère du goût ».

À Beggen, sur les bords de l'Alzette, les deux hectares de terrains maraîchers de Colabor furent totalement submergés, jusqu'à un mètre de hauteur. Par le passé, les eaux des inondations se retiraient au bout d'une heure ; cette fois-ci, elles ont stagné toute une journée. Les tomates ont étouffé, les pommes de terre ont pourri, les fraises et la rhubarbe furent totalement broyées sous l'eau. (Seules les blettes et les topinambours ont survécu.) Des tonnes de fruits et de légumes à jeter. Depuis qu'ils louent ces parcelles à la Ville de Luxembourg, les jardiniers bio de Colabor avaient tout fait pour en vivifier et régénérer les sols. Un travail de 17 ans sapé en une nuit.

Dans les jours et semaines qui ont suivi le déluge, les jardiniers craignaient que le site ne soit durablement contaminé : de métaux lourds, d'hydrocarbures, de souches de *E. coli*... Dans le quartier, des cuves à mazout avaient fuité et les canalisations avaient débordé : « On retrouve encore aujourd'hui des articles d'hygiène sur le terrain », dit Jörg Nussbaum, qui dirige le programme maraîcher de Colabor. Les premiers retours du laboratoire ne seraient « pas préoccupants mais à suivre », dit-il. Les taux en hydrocarbures, en plomb et en zinc resteraient nettement en-dessous des seuils-limites, et aucune trace de salmonelles ou d'*E. Coli* n'aurait été relevée. Par mesure de précaution, Colabor a arraché toutes les plantes qui avaient été en contact direct avec les eaux. L'Administration des services techniques de l'agriculture lui aurait assuré que les plantes qui repousseront pourraient être commercialisées, dit Nussbaum. Il espère pouvoir régénérer la terre, « stimuler les microbes » et ainsi lentement décomposer la contamination.

Les nouveaux maraîchers se recrutent loin du milieu paysan traditionnel. La formation de « technicien-entrepreneur maraîcher » que propose le Lycée technique agricole séduit surtout les idéalistes écolos, les cadres de la place financière en crise de sens et les compagnons d'expats (donc sécurisés financièrement). Les jardiniers de Terra sont, eux, tous des universitaires : deux anthropologues, un designer et une historienne. (À une exception près, aucun ne vient d'une famille paysanne.)

Le Sarrois Jörg Nussbaum a étudié l'agronomie à l'université de Giessen dans les années 1990. Son travail de fin d'études examinait la possibilité de cultiver des pleurotes dans d'anciens bunkers militaires. Or, « par manque de relations », la mise en pratique de ce projet ne fera pas long feu, et Nussbaum entamera « une odyssée professionnelle » : comme batteur dans un groupe de *metal* antifasciste, comme « stage-hand » lors de

concerts, comme couvreur, comme ouvrier dans l'industrie automobile, comme livreur chez un grossiste bio, avant d'atterrir, en 2001, chez Colabor au Luxembourg.

Si le secteur des légumes séduit ainsi les néophytes, c'est qu'il ne faut que très peu de foncier pour s'y lancer. (La coopérative Terra paie le loyer de son terrain en nature : trois paniers par semaine, soit 2 580 euros par an.) Le secteur des légumes reste donc relativement méritocratique : Pas besoin d'hériter d'une ferme ou de marier le fils ou la fille d'un paysan, il suffit d'avoir un penchant pour le marketing et une tendance à l'auto-exploitation. Sur un demi-hectare de terrain, Terra produit 35 tonnes de légumes et de fruits par an. « C'est la preuve que, sur une surface très réduite, on peut produire de manière très intensive et variée. Et ceci sans monoculture, sans tracteurs », dit Christiane Walerich.

Or, ce rendement élevé reste tributaire du facteur travail. Grâce aux abonnements, la coopérative Terra réussit à payer quatre CDI, « légèrement au-dessus du Smic » : entre 2 200 et 2 700 euros nets. « Bon, si tu vas prendre un verre avec des amis qui gagnent 7 000 euros, tu remarques quand même une légère différence... », avoue Pit Reichert. Le projet est « community supported », et dispose donc d'un réservoir de 200 coopérateurs bénévoles prêts à donner un coup de main. Pour une surface huit fois plus grande, leur voisin Claude Kirsch emploie quatre ouvriers qui gagneraient « plus que le Smic », comme l'assure celui-ci, sans vouloir entrer plus dans les détails. (« Pour le moment », les Kirsch ont arrêté de former des apprentis.) Pit Reichert estime que ce serait au fond à l'état de directement embaucher et évaluer ceux qui nourrissent les habitants d'une commune ou d'un pays, « même si cela sent un peu le communisme ».

Kolkhozes Vu les coûts salariaux luxembourgeois, la production maraîchère est en train de devenir l'apanage du « second marché du travail », et de la panoplie d'Asbl subventionnées par l'État pour encadrer la « réinsertion sociale » des demandeurs d'emploi. Comme principaux débouchés professionnels auxquels son diplôme de « technicien-entrepreneur maraîcher » ouvre la voie, le Lycée technique agricole cite ainsi les administrations communales et les « institutions sociales avec un profil jardinier, comme Proactif, Forum pour l'emploi, Colabor ».

Les jardins de l'« entreprise sociale » Colabor sont ainsi cultivés par 38 ouvriers, dont les salaires (sociaux minima) sont



Jörg Nussbaum inspecte les dégâts sur les champs à Beggen



Pit Reichert, chef-jardinier de Terra

intégralement couverts par l'Adem dans le cadre des différentes mesures en faveur de l'emploi. (Les ouvriers sont encadrés par huit chefs d'équipe et assistants sociaux.) Sans ces coûts de main d'œuvre, les prix des légumes peuvent donc être fixés de manière arbitraire. Jörg Nussbaum assure s'orienter par rapport aux grossistes : « On est plutôt au-dessus de leurs prix qu'en-dessous... J'ai absolument horreur du dumping social ! » La question de la concurrence déloyale serait rarement soulevée par les maraîchers indépendants, « parce que la demande est beaucoup plus élevée que ce qu'on est capable de produire au Luxembourg ». (En fruits et légumes, le Grand-Duché n'est auto-suffisant qu'à cinq pour cent.)

Jörg Nussbaum estime que le « taux de placement » des ouvriers serait de « trente à quarante pour cent ». Pourtant, cette part qui réussit à réintégrer le « premier marché du travail » serait en baisse : « L'Adem ne nous envoie plus que des candidats avec zéro qualification ou qui ne parlent ni le français ni le luxembourgeois. Ou alors, il s'agit aussi de personnes qui se remettent d'une maladie psychique. » Il s'agirait dès lors d'aider les demandeurs d'emploi à se familiariser avec les codes du monde du travail, à « retrouver un rythme ».

La courte carrière maraîchère de Tom Jungblut illustre la lente absorption du secteur maraîcher par la nébuleuse de l'économie sociale et solidaire. En 2014, le « Quereinsteiger » (qui sera assermenté en 2019 échevin CSV à Contern) se lance dans la production de radis, d'oignons, de choux, de mâche et de salades, dont il livre la majeure partie au grossiste La Provençale. Son entreprise devient une station obligatoire des tournées du directeur de la Chambre de commerce, lors desquelles le jeune Jungblut est célébré comme « véritable chef d'entreprise », quelqu'un qui « néchangerait sa place contre rien au monde ». Or, en octobre 2020, excédé par la gestion des travailleurs saisonniers, le maraîcher âgé de 29 ans jette discrètement l'éponge. Il se fait embaucher comme salarié par Proactif qui le charge de la supervision de la production maraîchère. Après les travailleurs saisonniers, Tom Jungblut encadre désormais une quarantaine de « bénéficiaires d'une mesure de réemploi », qui cultivent quatorze hectares ; dont des terrains donnés en location par Tom Jungblut à Proactif.

« Une partie de Tetris » ou « un Sudoku à quatre dimensions », c'est ainsi que les maraîchers décrivent la planification des cultures : Il s'agit de déterminer, sur une parcelle, la succession des semences pour l'année à venir. Au bout de trois étés caniculaires, les maraîchers misaient sur des semences résistant à la chaleur. Or, les pluies diluviennes de cet été ont démontré les limites de cette stratégie de l'adaptation. « On ne peut plus planifier. Il y a trop d'insécurité, trop d'incertitudes. Le printemps n'est plus le printemps, l'été n'est plus l'été, l'automne n'est plus l'automne », dit Christiane Walerich.

Colabor a pour la première fois « osé » planter des artichauts et des topinambours, « mais en gros on continue comme toujours, on suit la demande », concède Nussbaum. Terra avait prévu de planter moins de choux et de fenouils, dont la culture avait été frustrante ces dernières années, les plantes s'asséchant sur les champs. La coopérative a également dû revoir ses méthodes de culture : les mâches et les épinards sont désormais cultivés dans des petits pots avant d'être transplantés sur les champs. « Dans le monde maraîcher, c'était une pratique absolument inconnue jusqu'ici. On ne se serait jamais imaginé devoir un jour faire ce travail supplémentaire », dit Marko Anyfandakis, responsable des système d'eau chez Terra.

Pour mitiger les risques, les maraîchers de la capitale optent pour un large éventail de cultures. Sur les huit grandes familles de légumes (légumes fleurs, légumes feuilles, légumes à bulbe, etc.), les Kirsch en produisent six. À l'inverse de Colabor et de Terra, leurs serres sont chauffées : « Il n'y a rien qu'on ne peut pas produire ici, dit Claude Kirsch. Nous pourrions même faire pousser des ananas ! Il faut juste faire l'addition si ça vaut la peine. » Car durant les mois froids, le chauffage des trois serres nécessiterait jusqu'à une cargaison de camion en plaquettes forestières par semaine.

L'idée initiale aurait été d'utiliser les déchets des découpes du Bambesch voisin, mais le ministère de l'Environnement avait refusé l'autorisation de construire un endroit où sécher le bois, se plaint Niki Kirsch. S'il y a une constante dans les témoignages recueillis auprès des maraîchers (qu'ils soient conventionnels ou bios), ce sont les ressentiments contre « den Environnement », décrit comme une administration intraitable et pédante : Obtenir une autorisation pour ériger une serre (qu'elle soit en verre ou en plastique) relèverait ainsi presque du domaine de l'impossible.

Le nerf de la guerre sera cependant l'accès à l'eau. En 2020, Terra a eu besoin de 1,5 million de litres d'eau pour irriguer son demi-hectare de terrain, soit deux fois plus qu'en 2019. Pour la première fois, la coopérative dut compléter ses tuyaux poreux par des gicleurs, le goutte-à-goutte s'avérant insuffisant pour maintenir les plantes en vie. Les canicules de 2018-2019-2020 furent pour Claude Kirsch une période harassante, « um Zännfleisch ». L'été dernier, il n'aurait ainsi pas pu faire ses nuits, et ceci trois semaines d'affilée. Toutes les deux heures, il a dû sortir du lit pour déplacer les machines d'arrosage sur les terres assoiffées. (Kirsch devait attendre le coucher du soleil ; l'eau s'évaporerait instantanément durant la journée.)

Chez Terra, on estime que le coût de l'eau n'était « pas si énorme » pendant les derniers étés, quelque 5 000 euros par an. Mais les Kirsch, eux, ne décolèrent pas. Le prix de l'eau, Niki Kirsch en parle dans toutes ses interventions publiques depuis au moins vingt ans. Lorsqu'en 2006, le père et le fils ont regroupé leur exploitation au Eecherfeld, ils y ont fait construire un bassin de collecte des eaux de pluie. Ce petit étang artificiel mesure vingt mètres sur quarante et a une capacité de trois millions de litres d'eau. (Pour donner un ordre de grandeur : le projet Fage avait tablé sur une consommation annuelle de 900 millions de litres ; Arcelor-Mittal Belval en utilise 385 millions.)

L'été dernier, les Kirsch ont dû remplir le bassin à huit reprises avec de l'eau du robinet provenant de la Ville de Luxembourg. « Si vous avez quinze ares de salades à irriguer, mille litres ça part en une minute », assure Niki Kirsch. Durant la canicule, la facture mensuelle aurait atteint 4 000 euros. Pour mille litres d'eau, les Kirsch paient 1,25 euros, un tarif spécial que la commune réserve aux maraîchers. (Les ménages privés paient, eux, 2,25 euros.) Mais ce prix reste trois à dix fois plus élevé que dans les grandes régions maraîchères d'Europe. Reste la perspective d'une sécheresse si prononcée qu'elle obligerait la commune à couper l'eau aux maraîchers. Un tel scénario de triage ne s'est pas encore produit, du moins pas dans la Ville de Luxembourg.

La coopérative Terra ne dispose pas de la surface nécessaire pour installer un étang artificiel. Les maraîchers tentent donc de capter et de stocker l'eau dans les sols. Or, la terre sur le plateau du Eecherfeld est sableuse : « Elle se laisse bien travailler, mais elle ne retient pas l'eau », estime leur voisin Niki Kirsch. Un mois de forte chaleur et de sécheresse suffit à la transfor-

Les nouveaux maraîchers se recrutent loin du milieu agricole. Pour se lancer, pas besoin d'hériter d'une ferme, ni de marier le fils ou la fille d'un paysan. Il suffit d'avoir un penchant pour le marketing et une tendance à l'auto-exploitation.



Claude Kirsch pose devant son bassin de rétention des eaux de pluie

mer en poussière. Pour que la terre puisse remplir sa fonction d'éponge, Terra s'est converti au « non dig », s'abstenant de la retourner. Or, cette stratégie requiert du compost, beaucoup de compost même, dont la couleur foncée absorbe la chaleur.

Pour mutualiser les risques climatiques, les maraîchers ne peuvent pas trop compter sur les assurances. En théorie, les polices protégeant les paysans contre les tempêtes, pluies et la grêle couvrent également les sécheresses. Les Kirsch ont souscrit à une telle assurance. La prime s'élève « à un peu plus de 10 000 euros », dont l'État luxembourgeois paie 65 pour cent, « ce qui est vraiment chic de leur part », concède Niki Kirsch. Or, l'assurance ne joue que pour les parcelles qui ne peuvent pas être irriguées. « Mais que faire si on atteint les 39 degrés, et ceci plusieurs semaines d'affilée ? C'est ce qu'on a vécu ces dernières années : L'irrigation ne suffisait plus, de nombreuses plantes ont brûlé... Malgré cela, on n'a pas eu droit à des dommages de la part de l'assurance. »

Reste la solidarité des consommateurs. Le début de la pandémie avait soulevé un vent de panique : La sécurité alimentaire allait-elle être garantie ? On se bousculait pour les inscriptions chez Terra et devant le stand des Kirsch sur la Place Guillaume. « Les gens redécouvrent qu'il y a des maraîchers au Luxembourg », se félicitait ainsi en avril dernier Claude Kirsch. Ce boom aura à peine duré six semaines, se désolent-ils aujourd'hui. « Les gens sont vite retournés aux bureaux. Ils n'avaient plus le temps de cuisiner, et leurs belles cuisines design étaient de nouveau vides. » Finalement, 2020 n'aurait « pas été une bonne année », dit-il, « eng schwarz Null ». (Impossible à vérifier : Les comptes annuels des entreprises agricoles ne sont pas déposés au Registre du commerce.)

Les maraîchers de Terra ont réussi à fédérer autour d'eux une communauté. L'abonnement annuel coûte 860 euros. Alors que les récoltes commencent fin avril et se terminent début décembre, un panier hebdomadaire coûte environ 25 euros. « On ne veut pas en faire un produit de luxe », assure Pit Reichert, qui décrit la clientèle comme « plutôt classe moyenne ». La coopérative invite ses 236 abonnés à payer plus, s'ils le veulent et s'ils le peuvent. Après l'année des confinements, elle a décidé de réduire le nombre de paniers d'une trentaine d'unités, pour éviter les « burn-outs ». Car durant tout le printemps 2020, les quatre jardiniers se retrouvaient seuls sur les champs et sous les serres, sans apprentis ni bénévoles. Les responsables de Terra craignaient autant le virus qu'une mise en quarantaine collective. C'est que le grand confinement (16 mars au 15 avril) avait coïncidé avec une période de sécheresse (du 22 mars au

27 avril), et sans maraîchers sur le Eecherfeld, les cultures auraient succombé en peu de temps.

Jörg Nussbaum a également refusé de désertier ses jardins : « Je ne pouvais pas laisser les terrains complètement se dégrader. Il fallait préserver une base pour les prochaines années ». Le modèle de Colabor (650 clients par semaine) est moins puriste que celui de Terra : seulement un tiers des paniers de fruits et de légumes provient de la production in-house, le reste est acheté en surplus, « également des bananes et des mangues », comme le note Nussbaum : « On participe au problème du globalisme, malheureusement. Mais au moins on tente de produire ici ce qu'on peut produire ici. »

Si les Kirsch ont résisté sur plusieurs générations, c'est qu'ils ont trouvé et défendu leur niche. Le père Kirsch a même fait protéger le nom « Lëtzeburger Geméis » comme marque déposée. Tous les mercredis et samedis, le stand de légumes sur le Knuedler servirait environ 550 clients, dont la moitié seraient des habitués et l'autre des « Supermarchés-Clientèle ». L'entreprise refuse de suivre la tendance bio. Sur leurs prospectus, ils s'affichent « integrèrtem Ubau », ce qui ne veut finalement rien dire, sauf la promesse d'« éviter », autant que possible, l'usage de produits chimiques.

Trois ans durant, les Kirsch avaient flirté avec la grande surface, avant de tirer, dépités, un trait sur l'expérience. « Cactus t'appelle à 10h00 pour te commander cinquante kilos de pissenlits que tu es censé livrer une heure plus tard à la Belle Étoile, raconte Kirsch fils. Mais ces pissenlits, ils ne se trouvent pas au frigo, ils sont sur les champs : tu dois donc les couper, les nettoyer, les peser... » Aller « all in », jouer au jeu de la grande distribution et miser sur la monoculture, n'aurait pas été une option. « On l'a vu se répéter tant de fois : Un producteur qui se rend dépendant d'un seul client, a da fiert dee Schlitt mat der... C'est le pire qu'on puisse faire », dit Niki Kirsch. Reste que les Kirsch sont « en relation très étroite » avec La Provençale, le grossiste commercialisant ses herbes aromatiques, qui sont devenues le deuxième pilier de l'entreprise familiale.

Au bout de cinq générations, la lignée maraîchère des Kirsch risque de s'éteindre. Claude Kirsch va avoir cinquante ans, et n'a pas d'enfants. (Reste un neveu qui a la vingtaine et ne s'est pas encore décidé sur son avenir professionnel.) « À moins que quelqu'un tombe du ciel qui serait assez fou pour trimmer soixante à 80 heures par semaine et qui disposerait de millions d'euros pour racheter le tout, l'entreprise va mourir lorsque j'arrêterai. » ●

EDITO

Fosse commune

Pierre Sorlut

« Le déplacement et la réinstallation de réfugiés afghans aux États-Unis et ailleurs est l'une des crises humanitaires les plus graves de notre temps. » Le patron de la plateforme de location immobilière californienne Airbnb dresse l'état des lieux après le retrait américain de l'Afghanistan et la prise de Kaboul par les talibans. Brian Chesky propose sur Twitter de loger « for free », 20 000 Afghans déplacés. Alors c'est formidable. Louons cette initiative Open Homes qui, depuis 2012, offre une solution temporaire aux personnes en détresse. Remercions aussi les propriétaires des appartements qui, le cas échéant, renoncent aux revenus locatifs. Constatons néanmoins que l'entreprise opérant en Europe via l'Irlande et le Luxembourg pose structurellement de graves problèmes de logement, les grandes villes reprochant à la plateforme de favoriser les locations touristiques aux locations de long terme, les premières étant bien plus rémunératrices.

Voici là le symptôme d'une maladie chronique révélé par le drame afghan : la faillite des politiques publiques et la nécessaire substitution des initiatives privées. L'Afghanistan n'est pas seulement le cimetière des empires. Il est aussi celui des démocraties occidentales. Les États-Unis ont certes magistralement merdé (pardon) dans leur ambition de construire une nation afghane (a-t-elle jamais été sincère et réaliste ?) et dans leur sortie du bourbier qu'ils ont largement remué, mais l'Union européenne n'en sort pas davantage grandie. L'accueil et l'exfiltration des réfugiés souffrent d'un manque d'ambition malsain voire de réticences plus ou moins affichées. Le dialogue patine et, ce jeudi, les portes de l'aéroport de Kaboul se ferment, abandonnant le peuple afghan aux affres de l'islamisme radical. La mise sous cloche talibane n'est pas sans rappeler Srebrenica. Immobilisés par un sentiment d'incapacité, on feint de ne pas savoir ce qui va se passer.

Bien sûr le gouvernement luxembourgeois ne se lancera pas dans une intervention militaire où l'armée rouge et les G.I. se sont cassés les dents au cours des quarante dernières années. On aurait néanmoins espéré un élan de solidarité plus ambitieux au pays (AAA) du « merde alors ». Le ministre de la Défense François Bausch (Déi Greng), qui est aussi celui des Transports, assure ne pas avoir fait de comm' avec l'envoi sur site de l'A400M cofinancé par l'État et dont l'utilisation s'est finalement limitée au transport de matériel (un développement lié à la mutualisation des ressources entre plusieurs pays). Mais il aurait aussi pu tenter de mettre Cargolux sur le coup. En coopération avec le HCR ou le CICR, la compagnie de fret principalement capitalisée par l'État pourrait servir à l'établissement d'un pont aérien dans la région pour acheminer vivres et médicaments aux personnes déplacées. Interrogé sur ce point, le cabinet du ministre rétorque qu'il appartient à la société, officiellement privée, d'opérer si elle le souhaite dans le cadre de sa politique Corporate Social Responsibility. En mars 2020, Cargolux avait été réquisitionnée (moyennant rémunération bien sûr) pour subvenir aux besoins nationaux en matériel médical. Les cargos tamponnés du lion rouge avaient été utilisés à des fins de diplomatie sanitaire. Une telle initiative pour sauver des gens qui ne sont pas des électeurs aurait de la gueule. Elle arracherait en outre notre conscience de cette fatalité de l'impuissance et, peut-être, initierait une dynamique vertueuse pour sauver un peuple en danger.

U M W E L T

Nach der Katastrophe

Premier Xavier Bettel (DP) erklärte am Mittwoch nach dem Regierungsrat, er habe mehreren staatlichen Verwaltungen „Hausaufgaben“ auferlegt, um die Krisenverwaltung während der Hochwasserkatastrophe Mitte Juli aufzuarbeiten. Wie *Radio 100,7* zuvor berichtet hatte, habe der Hochkommissar für Nationale Sicherheit, Luc Feller, nach Gesprächen mit mehreren Ministerien eine entsprechende Note an den Regierungsrat gerichtet. Die Verwaltungen sollten unter Fellers Leitung eine Untersuchung durchführen und Vorschläge machen, wie man in künftigen Katastrophensituationen besser reagieren könne, sagte Bettel, der aber schon am Mittwoch wusste, dass „keine großen Fehler passiert sind“, wie er auf Nachfrage eines Journalisten erklärte. Dass ausgerechnet der Hochkommissar die Untersuchung leiten soll, mutet etwas befremdlich an, war er doch maßgeblich an der Krisenverwaltung beteiligt. Die Ergebnisse will der Premier spätestens in zwei Wochen der Öffentlichkeit und der Kammer vorstellen. Mit diesem Vorstoß nimmt die Regierung einer gemeinsamen Initiative der Opposition den Wind aus den Segeln. CSV, ADR, déi Lénk und Piraten hatten zwei Wochen nach der Katastrophe in einem Brief an Kammerpräsident Fernand Etgen (DP) eine externe, unabhängige Untersuchung der Krisenverwaltung gefordert. Eine Antwort von Etgen haben sie noch nicht bekommen, an ihrer Forderung halten sie aber weiter fest, bestätigte CSV-Fraktionpräsidentin Martine Hansen dem *Land*. Das Vorgehen der Mehrheitsparteien erinnert an die Taktik nach der öffentlichen Kritik an den Covid-Sterbefällen in den Altenheimen. Auch damals hatte die Opposition geschlossen eine externe und unabhängige Untersuchung gefordert, doch DP, LSAP und Grüne einigten sich darauf, den „Sonderberichterstatte“ Jeannot Waringo mit der Analyse zu beauftragen und ihm neben unabhängigen Experten einen Mitarbeiter der staatlichen Gesundheitsbehörde zur Seite zu stellen.

Eine am Montag veröffentlichte wissenschaftliche Studie der World Weather Attribution kommt zu dem Schluss, dass die Hochwasserkatastrophe vom 14. und 15. Juli mit hoher Wahrscheinlichkeit eine Folge des menschengemachten Klimawandels sei. Die Finanzinspektion schätzt die durch die Überschwemmungen in Luxemburg entstandenen Kosten für die Allgemeinheit in einer vorläufigen Zwischenbilanz auf 49 Millionen Euro, wie Bettel ebenfalls verkündete. Finanzminister Pierre Gramegna (DP) habe zugestimmt, die anfangs versprochene staatliche Soforthilfe von 50 Millionen auf nunmehr 100 Millionen Euro zu erhöhen. 143 Entschädigungsanfragen von Privathaushalten aus 30 Gemeinden seien bislang beim Staat eingegangen. Von den 33 Betrieben, die Anträge gestellt haben, seien 16 bereits entschädigt worden. 153 Landwirte hätten Schäden in Höhe von insgesamt 1,65 Millionen Euro gemeldet. ll



P E R S O N A L I E N



Tom Barrett,

Bürgermeister von Milwaukee, wurde von US-Präsident Joe Biden als neuer Botschafter in Luxemburg nominiert. Sofern der US-Senat dies bestätigt, übernehme ein gestandener Politiker den Posten auf dem Limpertsberg: Barrett, Jurist und Mitglied der Demokratischen Partei, ist seit 2004 Bürgermeister der größten Stadt im Staat Wisconsin, saß im Senat des Staates sowie in fünf Amtsperioden im US-Repräsentantenhaus. Er kandidierte drei Mal für das Amt des Gouverneurs von Wisconsin. Zu seiner Botschafternominierung sagte er am Mittwoch der *Minneapolis Star Tribune*, er bringe „the values of our community to this new posting, values we share such as hard work, honesty and caring for others“. Wisconsin hat einen besonders großen Bevölkerungsanteil mit luxemburgischen Wurzeln. Seit 2009 besteht ein Luxemburgisch-Amerikanisches Kulturzentrum in der Kleinstadt Belgium nahe Milwaukee (Foto: Wikimedia). pf

Roberto Traversini,

im Sommer 2019 über die Gaardenhaischen-Affäre gestolperter Grünen-Politiker, wird seit rund zehn Monaten indirekt von seiner Partei beschäftigt. Nach seinem Rücktritt als Differdinger Bürgermeister und als Abgeordneter im Herbst 2019 machte der 58-Jährige sich im September 2020 als *Personal Trainer* selbstständig. Schon kurze Zeit später buchten die Grünen ihn, um „den Zusammenhalt innerhalb der Partei zu stärken“, wie Ko-Präsident Meris Sehovic dem *Land*

bestätigte. Die Grünen hätten den früheren Jugendfußballtrainer als unabhängigen Dienstleister mit der Ausarbeitung und Durchführung von Freizeitaktivitäten beauftragt, damit die Parteimitglieder auch außerhalb politischer Gremien und klassischer Versammlungen Zeit miteinander verbringen könnten. Unter dem Motto „Bewege dich am Gréngen!“ sollen sie sich bei Spaziergängen und Fahrradausflügen mit anschließendem Besuch in Museen oder im Biodiversum besser kennenlernen. Bezahlt werde Traversini nach Stundentarif, laut seiner Webseite 95 Euro. Wann der Prozess gegen ihn beginnen wird, steht indes noch nicht fest. Zwei Jahre nach Bekanntwerden der Gaardenhaischen-Affäre dauern die Ermittlungen der Staatsanwaltschaft noch an. „Do gëtt et den Ament keen neie Moment fir matzedeele“, sagte eine Justizsprecherin dem *Land*. ll

Xavier Bettel,

Premierminister (DP), konnte sich beim Pressebriefing nach dem Regierungsrat am Mittwoch nicht erinnern, ob bei seinem Treffen mit dem britischen Ex-Premier Tony Blair vor zwei Wochen auch Afghanistan Thema war. „Wir waren ein bis zwei Stunden zusammen. Kabul war da noch nicht gefallen!“, betonte er. Tatsächlich fiel Kabul am 15. August. Bettel hatte am 13. August getwittert, „some quality time with these most inspiring friends“ verbracht zu haben, darunter Blair, seinerzeit wichtigster europäischer Erfolgsmann von US-Präsident George W. Bush im „war on terror“ nach 9/11. Es habe sich um „keine politische Begegnung, sondern eine private“ gehandelt, so Bettel. Dass er als Premier nach dem Fall von Kabul keine Erklärung abgab, begründete er damit, in der DP-LSAP-Grüne-Regierung sei es „Tradition“, dass Erklärungen abgebe, „wer die Arbeit macht“. Der Außenminister, der Verteidigungsminister und der Entwicklungshilfeminister hätten ihre Arbeit gemacht und sich auch öffentlich geäußert. pf

P O L I T I K

„In Modi was machen“

Die von LSAP-Vizepremier Dan Kersch vertretene Coronasteuer stehe „nicht zur Diskussion“, wiederholte am Mittwoch Premier Xavier Bettel die Position der DP. Weniger absolut, aber dennoch reserviert, nannte Grünen-Vizepremier François Bausch sie am Montag im *Radio 100,7* „eine Einzelforderung, die nur zerredet und nicht dazu führen würde, dass wir zu einer Gesamt-Diskussion kommen“. Die könne durchaus noch in den nächsten zwei Jahren stattfinden. So tastet die Koalition sich an die Frage heran, was aus dem wichtigsten Versprechen im Regierungsprogramm, der Steuerreform, werden soll, die schwer an Covid-19 erkrankt ist. „Wir werden in den nächsten Monaten schauen, ob man in verschiedenen Modi [des Steuersystems] etwas machen kann“, sagte Xavier Bettel am Mittwoch nach dem Regierungsrat, erläuterte das aber nicht weiter. Er fügte an, mit LSAP-Innenministerin Taina Bofferding werde über eine nationale Spekulationssteuer auf Immobilien diskutiert. Wann sie spruchreif sein soll, sagte er nicht. pf

P A N D E M I E

In die vierte Welle

Nachdem die Corona-Inzidenz sechs Wochen lang rückläufig war, stieg sie vergangene Woche mit 440 Neuinfektionen leicht über den Stand der ersten Augustwoche (404). Was vielleicht erste Anzeichen jener „vierten Welle“ sind, die Gesundheitsamtsdirektor Jean-Claude Schmit am Montag auf *RTL* für unvermeidlich hielt: wegen Delta, Reiserückkehrern, der *Schoulentrée* und später dem kälteren Wetter. Im Unterschied zu 2020 aber verfüge man jetzt über Impfstoffe. Am Mittwoch dieser Woche waren 387 266 Personen komplett geimpft, darunter 80 Prozent der über

40-Jährigen. Kommende Woche wird LSAP-Gesundheitsministerin Paulette Lenert den nächsten Covid-Gesetzentwurf vorstellen. Das aktuell geltende Gesetz läuft am 15. September aus. Premier Xavier Bettel kündigte nach dem Regierungsrat am Mittwoch an, „es ist jetzt weder der Punkt, alles lockerer zu machen, noch alles strenger“. Er rief dringend dazu auf, sich impfen zu lassen. Die zurzeit fünf Patient/innen auf Intensivstationen seien „alle nicht geimpft“. pf

G E S U N D H E I T

Safer Sex ist komplex

Die im Koalitionsprogramm versprochene hundertprozentige Kostenübernahme ärztlich verschriebener Verhütungsmittel habe wegen Corona Verspätung, antwortete LSAP-Sozialminister Romain Schneider auf eine parlamentarische Anfrage aus der LSAP-Fraktion. Zwar habe die CNS im Januar 2020 einen Entwurf für eine Konvention mit den Ärzt/innen vorgelegt und darüber werde verhandelt. „Komplex“ sei aber die Festlegung der den Verschreibungen zuzuordnenden „Koeffizienten“. Weil das nur ein anderes Wort für „Tarif“ ist, dreht die Diskussion sich demnach vor allem darum, wie den Ärzt/innen die Verschreibung von Pillen, Kondomen oder Diaphragmen vergütet wird. Der Minister hofft auf eine Einigung im Herbst. pf

Nachtrag

Anders als auf S. 6 in der Ausgabe vom 20.08.2021 dargestellt, war der heutige Kabinettschef von Minister Claude Meisch, Lex Folscheid, vor seinem Wechsel ins Bildungsministerium nicht parlamentarischer Sekretär, sondern „nur“ parlamentarischer Attaché der DP-Fraktion. Demnach ist Premier Xavier Bettels neuer Kabinettschef Jeff Feller nicht der vierte, sondern der dritte DP-Fraktionssekretär, der Erster Regierungsrat in einem DP-geführten Ministerium wird.

Blog

Kabul – nicht so gefährlich

Peter Feist

Die Luxemburger Flüchtlingspraxis sieht großzügig aus. Aber wieso sollen dann Gesuche von Afghan/innen neu bewertet werden?



Sven Becker

Jean Asselborn auf dem Weg zur Pressekonferenz über Afghanistan

Als LSAP-Außenminister Jean Asselborn am Mittwochmittag vor die Presse trat, um sich mit Verteidigungsminister François Bausch (Grüne) zur Lage in Afghanistan zu äußern, war nicht zu übersehen, wie stark die ihn bewegt. Er philosophierte lange über „den Kontext“ seit 9/11 und über westliche Werte. Er hob die Stimme, als er sagte, vor 20 Jahren „die Finger von Afghanistan“ zu lassen, wäre „erzfalsch“ gewesen.

Jean Asselborn ist auch Immigrationsminister. In dieser Rolle beklagte er nach dem Ratstreffen der EU-Ressortkolleg/innen am Dienstag vergangener Woche, dass „nicht die Spur einer Chance“ auf eine Einigung auf eine gemeinsame EU-Flüchtlingspolitik und Quoten pro Mitgliedstaat zur Aufnahme von Asylsuchenden bestehe. Und schon vor der kompletten Einnahme Afghanistans durch die Taliban kritisierte er im Berliner Tagesspiegel Deutschland, Österreich, die Niederlande, Dänemark, Belgien und Griechenland, weil sie in einem gemeinsamen Brief an die EU darauf gedrängt hatten, an Abschiebungen afghanischer Asylsuchender mit abgelehntem Antrag trotz der sich zuspitzenden Kämpfe festzuhalten. „Da kann ich nur den Kopf schütteln“, zitierte die Zeitung ihn. Es gebe „keine Garantie dafür, dass die Betroffenen nicht in die Hände der Taliban fallen“.

Mit solchen Worten ist der dienstälteste Außenminister natürlich auch Botschafter eines Finanzparadieses, das sich verantwortungsvoll, liberal und human geben möchte. Dass er darauf verweisen kann, dass seit 2015 „kein Afghane“ aus Luxemburg abgeschoben wurde, scheint dem recht zu geben. Auch wenn es genau genommen eine – isolierte – Abschiebung wegen öffentlich nicht weiter erklärter „Sicherheitsbedenken“ gab.

Doch ganz so human und großzügig, wie Jean Asselborn und die Regierung die Luxemburger Asylpolitik im Ausland aufgefasst haben wollen, ist sie nicht. Natürlich: Welten trennen sie von der Position der ADR, die am Dienstag in einer Presseerklärung kundtat, sie sei „der Meinung, dass Leit, déi elo an Afghanistan a Gefor sinn, sollen an den Nopeschlänner vun deem Land, respektiv prioritär an aneren islamesche Länner, opgehol ginn, fir do Schutz ze fannen“, und „datt massiv Fluchtbewegungen a Richtung Europa net néideg sinn an och net kënnen zougeloooss ginn“.

Doch die Luxemburger Anwaltskammer hielt es wegen der Lage in Afghanistan für nötig, eine spezielle Kommission einzurichten. Zunächst soll sie Anwälte/innen zuarbeiten, die Asylbewerber/innen vertreten. Später könnte sie auch politische Forderungen stellen. Das wirft die Frage auf, wie in der Luxemburger Praxis ein Schutzstatut gemäß der Genfer Flüchtlingskonvention vergeben wird, Regeln der EU und das nationale Asylrecht ausgewandt werden. Dass am Montag zehn Organisationen, von der Asti bis Amnesty International Luxembourg eine gemeinsame Erklärung an die EU, aber auch an die Luxemburger Regierung

Keine drei Wochen vor Einmarsch der Taliban schätzten Verwaltungsrichter die Lage in Kabul wie 2019 ein

richteten und von Letzterer verlangte, abgelehnte Asylanträge neu zu bewerten, scheint in dieselbe Richtung zu zielen.

Als „Flüchtling“ anerkannt wird, wer im Herkunftsland aus politischen, religiösen, rassischen oder sexuellen Gründen verfolgt wurde. Weil das ein strenges Kriterium ist, kann die zuständige Verwaltung im Immigrationsministerium ein „subsidiäres“ Statut erteilen, falls nach einer Abschiebung „ein reales Risiko“ bestünde, „schweren Gefährdungen“ ausgesetzt zu sein.

„Wenn afghanische Antragsteller in Luxemburg ein Statut erhalten, dann meist das subsidiäre“, sagt die Anwältin und Vorsitzende der Hilfsorganisation Passerell, Catherine Warin. Wer keines erhält, muss innerhalb von 30 Tagen das Land verlassen. Doch die meisten Entscheidungen werden vor Gericht angefochten, bis in die letzte Instanz. Wird dort die Ablehnung nicht aufgehoben, dürfen Afghan/innen seit 2015 dennoch „bleiben“, wie Jean Asselborn immer wieder bekräftigt. Sie könnten dann „ihr Leben machen, eine Arbeit finden. Ich weiß natürlich, dass das nicht leicht ist“, sagte er am Mittwoch wieder. Warin stimmt dem voll zu: „In einer solchen Situation einen Arbeitgeber zu finden, ist extrem schwer.“ Viele der in Luxemburg Ankommenden seien derart beeinträchtigt und traumatisiert, dass es ihnen nicht einmal gelingt, Gelegenheitsarbeiten zu finden.

Dass die beim Barreau eingesetzte Kommission ebenso wie die Hilfsorganisationen auf eine Neubewertung der Gesuche von Afghan/innen drängt, kann man nicht mit Gutmenschentum verwechseln. Ein Blick in jüngste Urteile von Verwaltungsgericht und Verwaltungsgerichtshof (der zweiten Instanz) deutet darauf hin, dass dort eine ähnliche Willkür waltete wie in den von Jean Asselborn vergangene Woche so kritisierten Entscheidungen von sechs EU-Ländern, Abschiebungen nach Afghanistan fortzusetzen, weil das Land nicht überall gleich unsicher sei.

Denn am 4. Januar 2018 hatte der Verwaltungsgerichtshof in einer Urteilsbegründung festgehalten, Afghanistan sei „en proie d’un conflit armé interne“ im Sinne jenes Gesetzesartikels, der bei „violence aveugle“ die Zuerkennung des subsidiären Statuts rechtfertigt. Während das Immigrationsministerium sich diesem Urteil zunächst beugte, gehe es seit ungefähr zwei Jahren wieder „restriktiver“ vor, stellt der Anwalt Frank Wies fest.

Landen die abgelehnten Asylgesuche vor Gericht, kann das zu widersprüchlichen Entscheidungen führen, wenn die Gefahrenlage je nach Region eingeschätzt wird und dazu etwa Berichte der EU-Asylagentur Easo als Referenz dienen.

Urteilen der letzten zwei Monate lässt sich das entnehmen: Am 17. Juni kippte der Verwaltungsgerichtshof die Ablehnung des Asylantrags eines Afghanen, weil dieser aus der Provinz Ghazni stammt. Denn dort herrsche, so die Richter/innen, laut einem Easo-Bericht vom Dezember 2020 „un climat de violence aveugle“. Dagegen hielt der Verwaltungsgerichtshof fünf Tage später eine Asyl-Ablehnung unter anderem deshalb aufrecht, weil der Antragsteller aus einer (im Urteil geschwärzten) Gegend stammt, wo die Sicherheitslage laut Easo besser sei. Desgleichen verwarf die zweite Kammer des Verwaltungsgerichts in erster Instanz am 28. Juli den Antrag eines aus Kabul nach Luxemburg Geflohenen und zitierte gleich mehrere Berichte von Easo und einer Uno-Agentur: In Kabul herrsche nicht so viel Gewalt. 2019 sei die Hälfte aller Menschenopfer unter afghanischen Beamten und Polizisten, Uno-Mitarbeitern, Menschenrechtsaktivisten und Journalisten zu beklagen gewesen. Zu diesen Gruppen zähle der Antragsteller aber nicht.

Dass Kabul keine drei Wochen nach diesem Urteil fallen und das hektische Ausfliegen von Nato-Personal und Ausländer/innen beginnen würde, konnten die drei Verwaltungsrichter/innen natürlich nicht ahnen. Über den schnellen Vormarsch der Taliban in ganz Afghanistan hatten freilich auch Luxemburger Medien berichtet. Und 2019 war Ende Juli 2021 lange passé.

„Geben Sie mir ein wenig Zeit“, bat der Immigrationsminister am Mittwoch auf die Frage, was mit den abgelehnten Gesuchen von Afghan/innen geschehe. Auch dafür, zu überlegen, wie mit Anträgen auf Familienzusammenführung zu verfahren sei: Eigentlich können nur „Kernfamilien“ zusammengeführt werden. Wollen erwachsene Flüchtlinge ihre Eltern nachholen, weil die nicht sicher seien, wird das schwierig. Was Jean Asselborn einräumt. Von den Prinzipien abweichen aber werde man nicht.

Anwält/innen stellen noch etwas anderes fest: „Luxemburg ist sehr streng, wenn es um die Anwendung der Dublin-Verordnung der EU geht“, so Catherine Warin. Die besagt, dass der Asylantrag im ersten EU-Staat gestellt werden muss, den ein Asylsuchender betreten hat. In einen anderen Staat weiterzureisen, ist nicht erlaubt. „Doch da gibt es Spielraum“, sagt die Anwältin. „Die zuständige Verwaltung könnte sagen, der Fluchtweg sei nicht klar und Luxemburg der erste Staat.“ Oft geschehe das aber nicht. Was die Statistik vielleicht bestätigt: Auf bis Ende Juli 878 Asylanträge (aus allen möglichen Ländern) kamen 84 Dublin-Abschiebungen. ●

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Schneider ohne Rolls

Endlich: *Paperjam* verschickte seine neuste Nummer mit Wirtschaftsminister Franz Fayot als Coverboy. Dessen Vorgänger Etienne Schneider war von 2012 bis 2015 siebenmal auf der Titelseite. Mit schwärmerischen Schlagzeilen wie „Ministre en herbe“, „L’homme de la situation?“ und „Mister Business“.

Für das Wirtschaftsmagazin posierte Franz Fayot auf der Skater-Piste im Petrustal, modisch salopp in weißen Turnschuhen und ohne Krawatte. Trotzdem zögerte es anderthalb Jahre, um für den Wirtschaftsminister zu werben.

Vielleicht waren die besitzenden Klassen besorgt: Bei seiner Wahl zum Parteivorsitzenden hatte Franz Fayot sich 2019 „gegen den Kapitalismus als Gesellschaftssystem, aber für Marktwirtschaft“ ausgesprochen. Würde sich der LSAP-Minister mit dem OGBL verbünden, um eine andere Industriepolitik durchzusetzen? Die im globalen Wettbewerb nicht bloß die Dankbarkeit der Arbeiter für ihren Arbeitsplatz verlangt?

Ein solches Ansinnen lag Franz Fayot fern. Das Positionspapier „Krise und Aufbruch der LSAP“ der Fondation Robert Krieps von 2014 zählt das Wirtschaftsministerium nicht zu den „ausgeprägten Gestaltungsministerien“. Fayot ist einer der vier Zentrumsnotabeln, die das Papier verfasst haben.

Es sind nicht mehr die Gewerkschaften, die die Industriepolitik beeinflussen. Fage, Knauf und Google zeigen, dass dies inzwischen Bürgerinitiativen und Umweltschutzvereine tun. Die sind nicht mit Delokalisierung erpressbar. Ihre Mitglieder arbeiten woanders. Ratlos stehen Minister und Gewerkschaften in Dödelingen vor Liberty Steel.

Trotz Marktwirtschaft gibt es Minister für den Mittelstand, für die Landwirtschaft und für die Banken. Der Wirtschaftsminister ist für Industrie zuständig. Für eine Partei mit dem „Arbeiter“ im Namen wäre das eine reizvolle Beschäftigung. Franz Fayot beschränkt sich darauf, ökologischer und digitaler zu sein. Wie Etienne Schneider gibt er den linksliberalen Modernisierer. Aber ohne Rifkin Brothers and Barnum & Bailey. Er bleibt mit zwei Füßen auf dem Boden. Er greift nicht nach den Sternen und fährt nicht Rolls Royce. Der Verzicht auf den Rolls ist das Zugeständnis an Partei und Gewerkschaften.

Die LSAP will stets beweisen, wie gut sie verwalten kann. Pflichtbewusst gab der Minister beim Amtsantritt seine linken Sprüche an der Garderobe ab. Er redet stattdessen von Kits, Tools, Roadmaps und einer „plateforme d’échange de données très novatrice, afin de collecter des données“ (*Paperjam*, August 2021, S. 34).

Vielleicht befürchteten manche, dass der als links geltende Minister sich mit den Gewerkschaften verbündete, um eine andere Industriepolitik durchzusetzen

Der Nachfolger Etienne Schneiders war überlegt gewählt: Als Geschäftsanwalt aus dem Stall Elvinger, Hoss und Prussen soll er Unternehmerfreundlichkeit wie unter Schneider gewährleisten. Als Nachwuchsreformer aus dem Parteielad soll er das Misstrauen der Parteibasis zerstreuen. Die murmelt immer gleich: „Genosse der Bosse“.

Während seines kurzen Auftritts als Parteivorsitzender blieb der bald 50-Jährige der schüchterne junge Mann aus der „Stadt“. Dafür kann die Industrie sich mit seinem linken Weltbild anfreunden: Als Zentrumspolitiker interessiert er sich für Immobilienvermögen. Als Geschäftsanwalt will er sie besteuern. Die alte Geschichte vom schaffenden und raffenden Kapital mit einem Schuss Piketty. Wie sich das schaffende Kapital vermehrt, geht niemand was an.

2013 erbt Franz Fayot den Parlamentssitz seines Vaters. 2018 unterzeichnete er einen offenen Brief und forderte die Parteiveteranen auf, ihren Platz für die Vierzigjährigen zu räumen. Zwei Jahre später fand er Gehör. Er wurde im Februar 2020 Minister. Gleichzeitig wurden die ersten Corona-Viren gemeldet. Das wurde der Stresstest für den in Verwaltungsdingen unerfahrenen Politiker. Seither durfte er Geld über die Unternehmen regnen lassen. Scheinbar verlangte das keinen politischen Standpunkt. So landete er auf der Titelseite von *Paperjam*. ● Romain Hilgert



Sven Becker

Franz Fayot beschränkt sich darauf, ökologischer

und digitaler zu sein als Etienne Schneider



I am esch twenty too will „unabhängig“ bleiben

„Alles läuft nach Plan“

Luc Laboulle

In sechs Monaten fällt der Startschuss für die Europäische Kulturhauptstadt Esch 2022. Alle Beteiligten arbeiten unter hohem Zeitdruck. Die Suche nach privaten Sponsoren gestaltet sich weiter schwierig

Under Pressure Serge Ecker steht unter Druck. Bei der Europäischen Kulturhauptstadt Esch 2022 ist der 39-jährige Künstler einer der Hauptprotagonist/innen. An gleich vier Projekten ist er beteiligt. In Düdelingen arbeitet er als Mitglied des D-Kollektivs an der Renovierung der Industriegebäude *Bâtiment Vestiaire* und *Hall Wagonnage* mit. Unter der „Schirmherrschaft“ der Gemeindeverwaltung und der Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte entsteht auf der Brache an der Grenze zu Frankreich die erste permanente Besiedelung des zukünftigen Stadtviertels Nei Schmelz. Bürger/innen, Studierende und Vereine beteiligen sich aktiv und ehrenamtlich an dem auf Nachhaltigkeit ausgerichteten Projekt. In Beles, in der Gemeinde Sanem, soll Ecker mit anderen Mitgliedern des D-Kollektivs einen Eisenerzbrecher nachbauen. Ein Vertrag wurde dafür noch nicht unterzeichnet. Sein Herzensprojekt wird der gebürtige Kayler in seiner Heimatgemeinde umsetzen. Am Computer ausgearbeitete und von der Fonderie Massard gegossene 3-D-Modelle, die die kahlen Ta-

gebaugebiete abbilden, bevor die Natur sie zurückerobert hat, wird er entlang des Radweges von Kayl über Tetingen nach Rümelingen aufstellen. Nicht zuletzt plant Ecker mit dem litauischen Bildhauer Algimantas Šlapikas am *Flying Cepelinai*. Cepelinai ist ein mit Fleisch gefüllter Kartoffelkloß. Von der Form her erinnert das litauische Nationalgericht an einen Zepelin, dem es auch seinen Namen verdankt. Als solcher soll ein Cepelinai am 1. Juli 2022 über der anderen Kulturhauptstadt Kaunas in den Himmel aufsteigen. Bis dahin steht Serge Ecker noch eine Menge Arbeit bevor. „Wir sind alle mindestens ein Jahr in Verzug“, sagt der Bildhauer und Installationskünstler.

Der Zeitdruck ist eines der größten Probleme der Europäischen Kulturhauptstadt Esch 2022. Die Verspätung war entstanden, kurz nachdem die EU-Kommission im Herbst 2017 Esch/Alzette und der Südregion den Titel verliehen hatte. Nach dem politischen Wechsel in der Minettmetropole hatte die neue Koalition aus CSV, DP und Grünen die beiden noch

von der LSAP ernannten Koordinator/innen als nicht geeignet empfunden und abgesetzt. Es dauerte Monate, bis eine neue Leitung gefunden wurde. Diese verwarf die Projekte im Bewerbungsbuch und startete im Februar einen neuen Aufruf. Sie beschloss, dass Projekte nur noch maximal zur Hälfte von Esch 2022 finanziert werden. Im Gegenzug brauchten zehn der elf Südgemeinden sich nicht mehr an der Gesamtfinanzierung zu beteiligen, sondern nur noch an den auf ihrem Gebiet geplanten Projekten. Die Jury ließ sich Zeit bei der Auswahl, erst vor einem Jahr wurden von 600 eingereichten Dossiers 132 zurückbehalten. Viele Projektträger/innen hatten sich schon vor der Entscheidung der Jury zurückgezogen, weil die Zeit ihnen zu knapp wurde. Ende Februar dieses Jahres hatte *Radio 100,7* berichtet, dass es Probleme mit den Verträgen gebe. Erst 20 der 132 Konventionen zwischen Projektträgern und Esch 2022 waren zu dem Zeitpunkt unterzeichnet. In dieser Hinsicht habe sich in den vergangenen Monaten etwas getan, lässt die Verwaltung der Kulturhauptstadt mitteilen, doch wie viele Konventionen inzwischen tatsächlich abgeschlossen wurden, will sie auf *Land*-Nachfrage nicht verraten. Ein künstlerisches Programm wurde bislang nicht vorgestellt, das soll anlässlich eines internationalen Pressetages am 28. Oktober nachgeholt werden. Bereits Ende September beginnt das Remix-Festival mit Rundtischgesprächen, Workshops und ersten Aufführungen, ein Vorlauf für die offizielle Eröffnung Ende Februar 2022.

Weiterer Zeitdruck entsteht durch Genehmigungen, die insbesondere Künstler/innen sich besorgen müssen, die Projekte auf mit Schwermetallen oder anderen Substanzen belasteten Brachen oder in Industriegebäuden umsetzen. Für die Umweltverwaltung und andere Behörden sei die Kulturhauptstadt kein Grund, die Prozeduren zu beschleunigen, heißt es aus Künstler/innen-Kreisen. Nicht zuletzt war wegen des Baustopps im Lockdown die Frage aufgekommen, ob die Renovierung der als Hauptattraktion geltenden Möllerei in Belval rechtzeitig fertig werden wird. „Ja, alles läuft nach Plan“, bestätigt ein Sprecher von Esch 2022 dem *Land* und es klingt wie eine Paraphrase des Satzes „Alles leeff normal“, mit dem der linke Escher Künstler Théid Johanns seit einiger Zeit lakonisch und nicht ganz unionisch Medienberichte über Esch 2022 auf Facebook kommentiert.

Pas évident Im Espace Lavandier am Escher Boulevard Prince Henri wird noch fleißig gewerkelt. Eine Baufirma muss die Treppenstufen streichen, während die andere sie benutzen muss, um in den ersten Stock zu gelangen. Es gibt kurz Streit. „C'est pas évident“, sagt der Sicherheitsagent am Eingang. Auch hier drängt die Zeit. Am 2. Oktober soll die Kongschthal offiziell eröffnen. Die „immersiven Räume ohne Ausgang“ des deutschen Künstlers Gregor Schneider befinden sich bereits im Aufbau. Im Untergeschoss sollen vor dem rezenten Hochwasser gerettete Skulpturen von Martine Feipel, Jean Béchameil und Su-Mei Tse gezeigt werden, zusammen mit Büchern des internationalen Kunstverlags Sternberg Press, der seit kurzem in der Kongschthal ein Lager hat und von dort aus nach ganz Europa versendet. Die Stadt Esch hatte das frühere Möbelhaus vergangenes Jahr für 11,6 Millionen Euro gekauft, weitere zwei Millionen fließen in Umbau und Verwaltung. Ab Januar sollen 70 Prozent der 2 400 Quadratmeter Gesamtfläche genutzt werden können. Im Juni 2022 sollen die Arbeiten abgeschlossen sein, erzählt ein gestresster Christian Mosar. Der ehemalige künstlerische Leiter von Esch 2022 ist heute Kurator der Kongschthal (und des Briderhaus) im Auftrag der Fresh asbl. Die Stadt Esch hatte diese Vereinigung vor über zwei Jahren gegründet, um 2022 ein eigenes Programm anbieten zu können, das sich offiziell als komplementär zu den Veranstaltungen der Europäischen Kulturhauptstadt versteht. Neben Kongschthal und Briderhaus verwaltet Fresh auch das improvisierte Bâtiment 4 am Eingang der Industriebrache Esch-Schiffingen. Esch 2022 selbst organisiert nur wenige Projekte im Escher Stadtzentrum. Viele wurden abgelehnt, lediglich die öffentlichen Einrichtungen Stadttheater und Kulturfabrik, die mehrere Einreichungen bei Esch 2022 aus Zeitgründen wieder zurückgezogen hat, beteiligen sich noch. Die meisten ihrer Veranstaltungen haben aber nur indirekt Bezug zur Kulturhauptstadt.

2021 investiert die Stadt Esch fast 20 Millionen Euro in die Kultur. 2022 dürfte der Betrag nicht geringer ausfallen. Am Budget der Europäischen Kulturhauptstadt beteiligt Esch/Alzette sich mit 10,1 Millionen Euro. Die Hauptlast trägt mit 40 Millionen Euro der Staat, der weitere 35 Millionen Euro für den Umbau der Möllerei zur Verfügung stellt. Die restlichen drei Millionen (vor Corona waren es noch fünf Millionen) sollten eigentlich von privaten Sponsoren kommen, doch die Suche nach Partner/innen gestaltet sich trotz „verlockender“ Angebote (vgl. *d'Land* vom 09.04.2021) schwierig. Den *Main Sponsor*, falls es ihn schon gibt, will Esch 2022 erst Ende Oktober bekannt geben, neue *Supporting Partner* (außer den fünf, die bereits vor Monaten vorgestellt wurden) konnte man bislang nicht aufreiben. Für eine Medienpartnerschaft sei man noch in Gesprächen „mit verschiedenen Verlagsgruppen in Luxemburg und Frankreich“, heißt es auf Nachfrage. Am 25. Oktober findet in Brüssel das letzte von drei Monitoring-Treffen mit der EU-Kommission statt, wo darüber entschieden wird, ob Esch 2022 den mit 1,5 Millionen Euro dotierten Melina-Mercouri-Preis erhält, der in der Haushaltsvorlage bereits fest eingeplant ist. Sollte es den Verantwortlichen der Kulturhauptstadt nicht gelingen, die drei Millionen Euro an privaten Sponsorengeldern aufzutreiben, müssten im Gesamtbudget „verschiedene Posten im Bereich Kommunikation und Medien“ reduziert und angepasst werden; Kunstprojekte würden aber nicht gestrichen, betont ein Sprecher gegenüber dem *Land*. Dass Esch 2022 in den vergangenen Monaten eigenen Angaben zufolge 450 ehrenamtliche „Unterstützer“ rekrutiert hat, kann da nicht schaden.

Lediglich zum *Business for Culture Club*, der kleine und mittelständische Unternehmen aus der Region versammelt, die keinen finanziellen Beitrag leisten müssen, liefert Esch 2022 konkrete Zahlen. 54 Firmen aus der Großregion hätten sich

Insbesondere in größeren Kulturhauptstädten ist es nicht unüblich, dass sich gegenkulturelle Initiativen bilden, die einen antikapitalistischen Alternativentwurf zu der kommerziellen Großveranstaltung zeichnen wollen. In der einst stark subkulturell geprägten Minett-Region hat sich mit Ausnahme von I am esch twenty too bislang keine solche Aktionsgruppe manifestiert

inzwischen eingeschrieben, Werbespots mit Geschäftsleuten kursieren bereits in den sozialen Netzwerken, wo Esch 2022 bislang weniger mit Kunst als mit Kommerz wirbt. Unter Kommerz fällt auch die am Donnerstag vorgestellte Tourismus-Strategie, die die grenzüberschreitende und postindustrielle Minett-Region als Eldorado für Kultur-Reisende aus aller Welt anpreist. Dass manche der seit 2020 als Unesco-Biosphärenreservat ausgewiesenen Gebiete nichts weiter als mit giftigen Substanzen belastete Müll- und Schlackenhalde sind, auf denen sich in den vergangenen 40 Jahren ein paar Bäume und Sträucher ausgebreitet haben, wird nicht erwähnt.

Ausverkauf *I am esch twenty too* heißt eine gemeinnützige Vereinigung, die Ende 2020 von dem Jura-Studenten Alpha Muzizere und dem Besitzer des Escher Plattenladens Vinyl Harvest, Claudio Caruso, mit gegründet wurde. Sie verzichtet auf öffentliche Unterstützung, um „unabhängig“ zu bleiben. Die Anspielung auf Esch 2022 ist zwar bewusst gewählt, doch *I am esch twenty too* sieht sich weniger als offensive Protestaktion, denn als alternatives und komplementäres Projekt zur Kulturhauptstadt. Man erkenne in Esch 2022 eine Chance für die Region und wolle den internationalen Fokus nutzen, ohne aber in eine Konsumlogik zu verfallen, erklärt Muzizere. Ziel von *I am esch twenty too* ist es, noch weitgehend unbekannte Künstler/innen zu fördern und ihnen zu mehr Sichtbarkeit zu verhelfen. Ob sie aus Luxemburg oder einem anderen Land stammen, ist dabei zweitrangig. Die Asbl. bietet Musiker/innen, Bildhauer/innen, Maler/innen oder Konzeptkünstler/innen die Möglichkeit, ihre *Performances* im Rahmen von *Recording-Sessions* aufzunehmen. Der Plattenladen kann außerhalb der Öffnungszeiten zu einem (Ton-)Studio umfunktioniert werden, neben einer analogen Bandmaschine und einem professionellen Mischpult steht eine Kamera für visuelle Aufnahmen zur Verfügung. Publikum ist generell erlaubt, doch es herrscht keine Konzertatmosphäre. Auf einer Online-Plattform können die Bands oder Künstler/innen anschließend Ausschnitte ihrer Auftritte veröffentlichen und mit einem Aufruf zum *Crowdfunding* versehen. Damit es zu einer Veröffentlichung kommt, müssen genügend Fans das Projekt unterstützen. Auf diese Weise will *I am esch twenty too* das Publikum mit in die Verantwortung nehmen und einen liberalen Gegenentwurf zur öffentlich subventionierten Konsumkultur schaffen. Der Konsumwert solle durch das Engagement für eine gemeinsame Sache gesenkt werden, erläutert Caruso. Mit *Jambal ft. Culture the Kid*, dem *Daniel Migliosi Quintett* und *The Mocks* haben bereits drei Bands im Vinyl Harvest aufgenommen. Ob das Konzept funktioniert und die Aufnahmen veröffentlicht werden, wird sich in den kommenden Monaten zeigen.

Insbesondere in größeren Kulturhauptstädten ist es nicht unüblich, dass sich gegenkulturelle Initiativen bilden, die einen antikapitalistischen Alternativentwurf zu der kommerziellen Großveranstaltung zeichnen wollen. In der einst stark subkulturell geprägten Minett-Region hat sich mit Ausnahme von *I am esch twenty too* bislang keine solche Aktionsgruppe manifestiert. Sogar das ansonsten so kulturkritische Kollektiv Richtung 22 tritt als Projektträger/in von Esch 2022 auf. Dass die Europäische Kulturhauptstadt trotz ihrer geradezu gigantischen kommerziellen Dimension so viele (zumindest halbwegs) etablierte, doch bevorzugt sozialkritisch auftretende Künstler/innen aus Luxemburg und dem Ausland anzieht, liegt wohl einerseits an der großzügigen finanziellen Unterstützung durch Staat und Gemeinden, andererseits an der Plattform, die Esch 2022 ihnen bietet, um sich und ihre Werke einem noch breiteren und internationaleren Publikum zugänglich zu machen. Serge Ecker, der durchaus als engagierter Künstler gilt, erkennt darin keinen Widerspruch. Mit seiner Kunst will er gesellschaftliche Fragen und Ideen aufwerfen, ohne „moralisch zu predigen“. Er begrüßt es, dass durch Esch 2022 nun endlich die lange Zeit vernachlässigte Industriekultur wertgeschätzt und die Geschichte der Eisenerz-Verarbeitung gefördert werden. Es sei gut, dass die Minett-Region als interessante Gegend dargestellt werde. Serge Ecker weiß aber auch, dass der inzwischen auf Logos und T-Shirts prangende *Minneur* – einst Stolz der Luxemburger Arbeiterklasse und (männliches) Sinnbild des Sozialkampfes – durch diese Entwicklung immer weiter zu einer folkloristischen Werbefigur degradiert wird. ●



Bildhauer Serge Ecker (M.) ist zurzeit gefragt



Dieses Jahr ist wieder viel Trubel auf dem Glacisfeld. Eine richtige Schobermesse aber ist es nicht

Fahren bis zum Magendurchbruch

Franziska Jäger

„Fun um Glacis“ statt Schueberfouer, heißt es in diesem Jahr, in dem für die Schausteller alles anders läuft als sonst. Auch schlechter?

„So Leute, könnt ihr noch? Na komm, einer geht noch, einer dreht noch.“ Mit gemütlichem Tempo 85 Meter in die Höhe und dann rasant im freien Fall dem Boden entgegen. So sieht eine Fahrt auf dem Hangover aus. Der Turm hat eine rotierende Gondel, die mit 100 Kilometern pro Stunde rast. Zuerst fahren die Besucher bis auf etwa die Hälfte des Turmes hoch, also etwa 40 Meter, und nochmals runter. Ganz oben angekommen, ist der Ausblick auf Luxemburg, im wahrsten Sinne des Wortes, atemberaubend. Einmal eine 360 Grad-Runde drehen und Achtung: Es klickt, das Herz rutscht den Mitfahrern in die Hose, was man vermuten muss, als diese sich die Seele aus dem Leib schreien, während die Bahn in die Tiefe stürzt. „Wir fahren so lange, bis ihr mir zeigt, was ihr gegessen habt“, kündigt der Moderator gutgelaunt durchs Mikrofon an. Besucher, die bei ihrem Spaziergang über das Glacisfeld beim Hangover stehen bleiben und sich für Boden statt Luft entscheiden, haben den Kopf in den Nacken gelegt und harren aus, minutenlang, die Hände vor das Gesicht haltend und mit hoher Wahrscheinlichkeit froh darüber, nicht da oben mit den Füßen im Himmel zu zappeln und die Ansagen aus der Sprecherkabine ertragen zu müssen: „Haltet schon mal euren Organspendenausweis bereit.“ Oder: „Hoffen wir mal, dass dieses Mal die Schrauben robuster sind als die von letzter Woche.“ Oder: „Ich hab einen Tag bei Schlecker gearbeitet, dann ging der Betrieb Pleite, mal sehen, wie lange ich hier arbeite.“ Oder: „Leute, wenn was schiefgeht, bin ich der erste, der hier weg ist, nur, dass ihr Bescheid wisst.“ Countdown. Fünf, vier, drei, zwei, eins, aus den Lautsprechern wummst es, vom Turm fliegen Haare in die Tiefe. „Ich hab nen Hangover, ohoho“, singt der Moderator, schönen Abend noch, tschüss, bis zum nächsten Mal. Patrick Prantl ist 19 Jahre und Rekommandeur. Er, der schlanke, fast zierlich wirkende Junge, sitzt hinten auf der Hebebühne hinter einer Glasscheibe, den Blick auf den Turm gerichtet. Er steuert die Fahrten, er belustigt die Leute, er redet mit ihnen, das war schon immer sein Kindheitstraum. An so einen großen Maschine sitzen und die Leute bespaßen. Wer rekommandiert, drückt nicht einfach nur Knöpfchen und klopft ein paar Sprüche. Für Prantl ist es wie eine Droge, sagt er im fränkischem Akzent. Mit 16 fing er in seiner Heimatstadt Nürnberg das Sprechen an. Eigentlich wollte er Bürokaufmann werden, nach seinem qualifizierten Hauptschulabschluss die Realschule nachholen. Aber dann kam das Angebot vom Hangover, nun ist er festangestellt und das erste Mal in Luxemburg. „Ich sehe nach der Fahrt, wie die Leute lachend rauskommen, ich sie für fünf Minuten mal aus ihrem Alltag herausgeholt habe, das macht mich mega happy.“ Im Coronajahr hat ihm all das gefehlt. Jetzt ist er froh, wieder draußen zu sein. Zwei mal am Tag fährt er selber den Turm hoch, obwohl er Höhenangst hat. Mit der Zeit, glaubt er, vergeht die.

Nach einem Jahr Coronapause gibt es wieder Spaß auf dem Glacis, „Fun um Glacis“ heißt die Kirmes, die seit Samstag das Viertel mit Leben füllt – auch wenn es keine richtige Schueberfouer ist. Das Glacisfeld ist in zwei getrennte Bereiche unterteilt: In Zone A herrscht volle Fahrt auf den Spielen, in Zone B stehen die Essensbuden. In Zone A herrscht Maskenpflicht, in Zone B gilt das Covidcheck-Prinzip. Die Zahl der Fahrgeschäfte und Stände wurde auf 41 reduziert. So soll das Gedränge reduziert und die Ausbreitung des Coronavirus erschwert werden. Wer den Eingang „ohne Zertifikat“ nehmen muss, findet sich unter einem weißen „Covidzelt“ wieder.

Bis zu 48 Leute sitzen hier auf Holzbänken wie unter einem Bierzelt nebeneinander, nur, dass sie sich keine Gläser zuprosten, sondern Schnelltests posten. Einige Menschen mussten das Gelände nach 15 Minuten wieder verlassen, weil ihr Coronatest positiv ausgefallen ist. Das Gesundheitsamt weiß das nach wenigen Sekunden, weil sich die Kranken mit ihrem Handy über einen QR-Code registrieren müssen, der auf den Tischen klebt.

Trotz der verschärften Hygieneregeln kommen die Menschen. Spaß und Unbeschwertheit liefen monatelang auf Sparflamme, nun stehen die ersten Kunden bei Vincent Holzeimer am Stand, ein Mittwochmorgen um 11 Uhr. Seit 60 Jahren ist die „Maison Stany“ mit Nugat, Schokolade und Nüssen auf der Schueberfouer. Das letzte Jahr lief, wen wundert’s, „sehr schlecht“ für den Belgier. Seit Weihnachten 2019 habe er auf keiner Kirmes mehr gestanden, die staatlichen Hilfen haben nur die Kosten für die Versicherungen decken können, seine beiden Wohnwagen musste er verkaufen, um irgendwie über die Runden zu kommen. In den Geschäften rund um Arlon hat er seine Säckchen mit gebrannten Mandeln und Schokoladen-Marshmallows anzubieten versucht, „aber das lief nicht, die Leute kaufen diese Sachen traditionell nur auf der Kirmes, nicht im Alltag“, erklärt er. Teurer sei auch alles geworden. Seine Mandeln bezieht er aus Spanien, 13,50 Euro das Kilo. In diesem Jahr liege der Preis bei 20 Euro. Holzeimer könnte auf Nüsse aus Amerika ausweichen, die sind billiger, „aber qualitativ schlechter. Ich will meine Luxemburger Kunden nicht vergraulen.“ Seine Preise hat er auch deshalb nicht angehoben, 150 Gramm kosten bei ihm sechs Euro. Vincent Holzeimer ist sichtlich froh, dass jetzt alles wieder losgeht und auch gar nicht traurig darüber, dass um 23 Uhr Schluss ist. Weniger Besoffene.

Ute Bruch hat Tränen in den Augen, als sie von den vergangenen Monaten erzählt. Mit ihrem Mann Harry betreibt sie die Schwarzwald-Mühle. Die Düsseldorferin verwöhnt ihre Gäste mit Schwarzwälder Schinkenbrot, Spießbraten, Holzfallersteak, Backfisch, Reibekuchen und Würstchen vom Holzkohlegrill. Schwarzwälder Bergteufel zur Verdauung. Bis auf ein paar Pop-Up-Events in Deutschland begann das zweite Coronajahr nur schleppend. „Wir mussten unsere gesamten Reserven aufbrauchen, die wir uns für das Alter zurückgelegt hatten“, sagt Bruch und fährt sich mit dem Finger unter das Augenlid. „Das geht mir jetzt noch nahe.“ Ute Bruch hat wenig Zeit, eilig läuft sie zwischen Ausschank und privater Sitzcke hin und her, immer wieder

„Wir mussten unsere gesamten Reserven aufbrauchen, die wir uns für das Alter zurückgelegt hatten“, sagt Ute Bruch und fährt sich mit dem Finger unter das Augenlid

klingselt das Telefon. „Unterhalten Sie sich ruhig mit dem Herrn, der hat auch viel zu erzählen“, sagt Ute Bruch und zeigt auf den Mann, der mit einer Tasse Kaffee in der Hand das geschäftige Treiben der Schwarzwald-Mädchen verfolgt. Roger Pelzer war 35 Jahre Vorsitzender der Vereinigung der Schausteller der Schobermesse, das Wohl seiner ehemaligen Schaustellerkollegen liegt ihm immer noch am Herzen. „Hoffentlich ist der Zirkus bald vorbei“, sagt der Wahlluxemburger, der als junger Mann aus Aachen ins Großherzogtum kam. Die 10000 Euro, die er 2020 vom luxemburgischen Staat bekommen habe, hätten „soviel Papierkram“ erfordert, dass er es für 2021 ganz sein gelassen habe. „Nicht mal Urlaub oder Geschenke für die Enkelkinder waren drin“, sagt er. Pelzer wird nicht müde, seinen Ärger kundzutun. Im letzten Jahr habe er seinen gesamten Glühwein wegschütten müssen, als die Absage für den Weihnachtsmarkt kam. Mehrere Zehntausend Euro, wie er sagt. „Selbstgemachter Glühwein ist nur wenige Monate haltbar und die leeren Einwegkanister musste ich auch noch entsorgen.“ Pelzer selbst hat kein Karussell mehr, sein letztes hat er im Jahr 2010 an seine Tochter Cheryl weitergegeben. Die steht in Zone A mit ihrem „Panamericana“. „Das einzig logische, was sie machen kann“, sagt Pelzer, der von der Initiative „Kiermes am Duerf“ nicht so viel halten will. Sein Fahrgeschäft habe ihn damals eine halbe Million Euro gekostet, „die Hilfen reichen nicht, um das Geld wieder rein zu kriegen“, findet er.

Luxemburgische Schausteller können seit Mitte Juli und noch bis zum 12. September ihre Imbissstände

und Karussells im Zentrum und anderen Stadtvierteln aufstellen. Das Karussellfahren ist gratis, dafür bekommen die Schausteller eine Entschädigung von der Gemeinde Luxemburg für diese acht Wochen: 5 000 Euro für Jahrmarktspiele wie Entenangeln, 20 000 Euro für kleine und 40 000 Euro für große Karusselle. Beim Entenangeln werden zusätzlich aber Tickets verkauft. Neu in diesem Jahr ist, dass auch Essensbuden eine Entschädigung bekommen, die je nach Standort zwischen 5000 und 10 000 Euro liegen kann. Insgesamt gibt die Gemeinde Luxemburg den Sommer über etwa drei Millionen Euro aus. Seit der Coronakrise haben sich die rund 45 Schaustellerfamilien aus Luxemburg um staatliche Hilfen beworben. Auf Anfrage heißt es aus dem Wirtschaftsministerium, dass im Zusammenhang mit den Covid-19-Beihilfen zwischen vergangenen und aktuellen Hilfen unterschieden werden müsse. Ab März 2020 habe es zunächst zwei Soforthilfen in Höhe von jeweils 5000 Euro (respektive 12 500 Euro bei der zweiten Hilfe) gegeben. 44 Schausteller hatten sich beworben, 38 sind ausbezahlt worden. Die aktuellen Hilfen sind unterteilt in Coûts non couverts und Aide de relance – sie müssen jeden Monat neu beantragt werden: Von November 2020 bis zum heutigen Tag (Donnerstag, 26. August) wurden laut Ministerium insgesamt 315 Anträge von 43 verschiedenen Schaustellern beantragt. 240 Anträge sind bisher ausbezahlt worden. Abgelehnt werden Bewerbungen, wenn die Schausteller keinen Verlust von mehr als 40 Prozent zum Vorjahr aufweisen konnten. Die Höhe der Hilfe wird durch die Anzahl der Mitarbeiter sowie den erwirtschafteten Jahresumsatz von 2019 ermittelt. Es könne nur ein Antrag für eine der beiden Hilfen gestellt werden: Für Schausteller, die in großen wirtschaftlichen Schwierigkeiten stecken, sei der Antrag auf die kostendeckenden Hilfen interessant. Wer lediglich eine Art Starthilfe benötigt, könne auf die aide de relance zurückgreifen. Einige Anträge sind noch in Bearbeitung oder wurden zur Korrektur an die Schausteller zurückgesandt, heißt es aus dem Wirtschaftsministerium. Die gute Nachricht: Unlängst wurde entschieden, diese Hilfen bis Oktober zu verlängern.

Für Charles Hary, dem aktuellen Vertreter der Schausteller-Vereinigung „Fédération nationale des commerçants forains“ (FNCF), kommen die Hilfen genau richtig. „Keine Schaustellerfamilie ist wie die andere, deshalb muss die finanzielle Unterstützung angepasst werden“, sagt er. Er zeigt sich froh darüber, dass das Leben langsam wieder Fahrt aufnimmt und die Volksfeste wieder öffnen. Das sei ohne die Hilfen schwer bis gar nicht möglich gewesen. Insgesamt

sieht Hary die Schausteller auf einem guten Weg. Und trotzdem: „Nichts ersetzt die Schobermesse“, sagt er. In dieser Zeit machen die Schausteller den größten Umsatz.

Cheryl Kalk-Pelzer, die Tochter von Roger, ist einfach nur froh, endlich wieder draußen zu sein und glückliche Kinder in ihrer „Panamericana“ zu sehen. Die längste Straße der Welt führt auf dem Glacis über zwei Etagen, ein Sechsjähriger jubelt, als er den Petzie in der Luft greift – für ihn gibt es eine Freifahrt. Die 33-Jährige Karussellbesitzerin hat zwar Marketing studiert, aber nie in dem Beruf gearbeitet. „Ich will auf der Kiermes bleiben, das ist mein Leben“, sagt die Tochter einer luxemburgischen Schaustellerin, die damals nach der Geburt in einem Wohnwagen aufwachte und jetzt mit ihrem Ehemann die Familientradition weiterführt. Für sie ging es in diesem Jahr zum ersten Mal an Pfingsten in Esch raus, „gut lief es“, sagt sie. „Sehr gut sogar, die Leute waren auf Entzug.“ Wie alle anderen Schausteller auf dem Glacisfeld bekommt auch sie einen Zuschuss von der Stadt; dafür, dass sie hier steht. 1 500 Euro für kleine Karussells wie das ihre, die großen Spiele bekommen 25 000 Euro. Die Unkosten fallen in diesem Jahr auch weg. Strom-, Stand- und Wassergebühren übernehmen die Stadt Luxemburg. Zusätzlich kann Kalk-Pelzer auf die aktuelle staatliche Hilfe zurückgreifen, die sie jeden Monat beantragt. „Das ist zwar viel Papierkram, aber dafür habe ich gerade 1 250 Euro für mich und 250 Euro für meinen Mitarbeiter, der in Kurzarbeit ist.“ Durch das Hygienekonzept der Stadt hat sie jetzt einen Kescher, mit dem sie die Eintrittschips einsammelt und die dann ein Desinfizierungsbad in einem Eimer nehmen, bevor sie wieder ausgeteilt werden. Die Kinder müssen vor Fahrtantritt die Hände desinfizieren und einen separaten Ein- und Ausgang gibt es jetzt auch. „Die können hier nicht mehr alle auf das Karussell stürmen wie früher“, sagt Kalk-Pelzer.

Das fällt auch in Bonnevoie auf. Beim Autoscooter auf der Place Jeanne d’Arc ist reger Betrieb. Ein Dutzend Heranwachsender steht in der Schlange und wartet auf Einlass. Die junge Französin hakht die Kette aus, einer nach dem anderen darf auf die Bahn. Ein paar Minuten später ist der Spaß vorbei und ausnahmslos jeder stellt sich wieder in die Reihe. Der Alltag der Karussellbetreiberin ist in diesen Tagen der „Kiermes am Duerf“ von Monotonie bestimmt. Desinfektionsflasche in die eine, Lappen in die andere Hand, den Autoscooter abwischen. Jeden einzelnen. Nach jeder Fahrt. Von 11 Uhr bis 20 Uhr. Mit ernster Miene tut sie, was zu tun ist. Manchmal sagt sie „Zieh deine Maske auf“, „bleib sitzen“ oder „es ist verboten, rückwärts zu fahren“ ins Mikrofon. Auf dem Platz stehen noch zwei Imbissbuden und zwei kleine Kinderkarusselle. Vor dem einen steht ein Mitteldreißiger, Piercing in der rechten Augenbraue, rotunterlaufene Augen, Zigarette im Mund. Er hilft hier nur aus, sagt er. Das Spiel gehöre einem Kumpel. Eigentlich ist er Strumpfverkäufer auf dem Monatsmarkt im Norden, aber eine Hand wäscht eben die andere. Auf der Schueber sei natürlich mehr los als hier, wo die Kinder nicht mal mehr grüßen, weil alles kostenlos ist, „aber man kriegt nicht alles, was man sich wünscht“. Ganze Nachmittage verbringen die immergleichen Kinder hier. „Ich habe noch niemals deren Eltern gesehen.“ Die, die manchmal doch kommen, sitzen hinter der Bude und trinken ein Bier. Nächste Runde. „Attention au départ!“ ●

ÖSTERREICH

Jenseits von Ibiza

Irmgard Rieger, Graz



Heinz-Christian Strache

2,7 Millionen Aktenseiten. 56 Sitzungen. 116 Befragungen. 105 Auskunftspersonen, davon 23 aus der aktiven Politik, dazu Beamte, zwei Angehörige der Staatsanwaltschaft sowie Polizisten. Der Untersuchungsausschuss betreffend mutmaßliche Käuf-

lichkeit der türkis-blauen Bundesregierung im österreichischen Parlament, kurz: Ibiza-Untersuchungsausschuss ist nach 13 Monaten zu Ende gegangen. Es war einer der am meisten beachteten Aufklärungsprozesse in der Geschichte des öster-

reichischen Parlamentarismus und einer der folgenreichsten. In seinem Verlauf wurden Hintergründe der österreichischen Innenpolitik deutlich, die teilweise noch in juristischen Verfahren näher aufgeklärt werden müssen.

Der (vorläufige) Bericht des Verfahrensrichters Wolfgang Pöschl fasst nüchtern zusammen, was die Abgeordneten den Auskunftspersonen in akribischer Recherche und peinlicher Befragung entlocken konnten. Heinz-Christian Strache versuchte an der Spitze der Freiheitlichen, sobald seine selbst ernannte „Partei des kleinen Mannes“ am Ruder war, zu den zweifelhaften Gepflogenheiten der langjährigen Großkoalitionäre Volkspartei (ÖVP) und Sozialdemokraten (SPÖ) aufzuschließen und sich über Absprachen sowie geschobene Posten Macht und Einfluss zu sichern. Der Koalitionspartner ÖVP, unter Sebastian Kurz türkis gefärbt und rhetorisch-marketingtauglich einem „neuen Stil“ verpflichtet, rückte im Verlauf der Untersuchungen immer stärker selbst in den Fokus. Etwa über *Chats*, die eine entsetzlich abfällige Haltung von Akteuren aus der Kurz-Entourage gegenüber den Wählern („Pöbel“) zeigen und ungeniertes Mäuscheln um Besetzungen zentraler staatlicher Institutionen und zumindest fehlende Distanz zu Einfluss beherrschenden Unternehmen oder Personen zutage förderten.

Der U-Ausschuss brachte die vielen Facetten der Parteienfinanzierung in einem undurchsichtigen, verzweigten System zutage, das sich in rechtlichen Grauzonen bewegt, von den Altparteien systematisch gepflegt und von zumindest der FPÖ akribisch nachgebildet wird und wurde. Der politische Wille, hier für Transparenz, Nachvollziehbarkeit und mehr Distanz zu sorgen, hält sich auch nach der Offenlegung im Ausschuss allseitig in Grenzen. In der Zusammenarbeit zwischen Justiz und Exekutive kam ein Geflecht aus Misstrauen und Hinterlist ans Licht. Der Konflikt dreht sich um drei Akteure: die Wirtschafts- und Korruptionsstaatsanwaltschaft (WKStA), die ihr übergeordnete Oberstaatsanwaltschaft (OStA) Wien und das Justizministerium, das an der Spitze der Weisungskette steht. Diese Hierarchie ist seit Jahren justizintern umkämpft, gegenseitige Vorwürfe und Behördenintrigen in einem der sensibelsten Bereiche der Republik lassen die Institutionen beschädigt zurück und stellen die aktuellen Akteure vor die Aufgabe, die Zusammenarbeit neu zu gestalten und verlorenes Vertrauen wiederherzustellen.

Ausgelöst wurden all diese Erkenntnisse von der „Ibiza-Affäre“, einer geheimen Videoaufnahme, die zeigte, wie der damalige Chef der Freiheitlichen Partei Österreichs, Heinz-Christian Strache, mit seinem Vertrauten Johann Gudenus in einer verwanzten Finca auf der Goldkettchen-Insel einer vermeintlichen Oligarchen-Nichte Staatsaufträge in Aussicht stellte, falls sie das einflussreiche Boulevardblatt *Kronenzeitung* kau-

Der U-Ausschuss brachte die vielen Facetten der Parteienfinanzierung in einem undurchsichtigen, verzweigten System zutage, das sich in rechtlichen Grauzonen bewegt

fen und der FPÖ damit zum Wahlsieg verhelfen würde; wie er darin von der Praxis sprach, über parteinahe Vereine Spenden am Rechnungshof vorbei in die Parteikassen zu schleusen; wie er den späteren Koalitionspartner, die damals noch schwarze Volkspartei diffamierte, freimütig über Postenschacher und Gesetzeskauf schwadronierte und tiefe Verachtung für (Qualitäts-)Journalismus offenbarte.

Die Folgen waren einzigartig wie weitreichend: Am Tag nach Erscheinen des Videos im Juni 2019 ließ der damalige Bundeskanzler Sebastian Kurz, der die Volkspartei zur türkisen Bewegung umgekrempelt hatte, die Koalition mit den Freiheitlichen platzen und Heinz-Christian Strache trat als Vizekanzler und von allen politischen Funktionen in der FPÖ zurück. Die Affäre bereitete damit den Weg zur ersten schwarz-grünen Koalition in Österreich, verfestigte die Macht der ÖVP unter Kurz und atomisierte die zur dritten großen Volkspartei aufgestiegenen Freiheitlichen auf Bundesebene. Der augenscheinliche Gewinner, die österreichischen Grünen, sind eineinhalb Jahre nach ihrem Einzug in die Regierung jedoch auf bestem Weg, sich in wesentlichen Anliegen selbst zu demontieren: Während die Opposition geschlossen für eine Weiterführung des Untersuchungsausschusses votierte, da längst nicht alle Stränge geklärt und vor allem die in die türkise Sphäre reichenden Konsequenzen aufgedeckt sind, stimmten die Grünen aus Koalitionsrason gegen eine Weiterführung.

Juristisch ist der fatale Trip nach Ibiza jedoch noch nicht zu Ende: Heinz-Christian Strache steht derzeit in einem Verfahren wegen verbotener Parteispenden vor Gericht. Und gegen Kanzler Kurz ermittelt die WKStA, die dem Regierungschef vorwirft, in einigen Punkten vor dem U-Ausschuss vorsätzlich nicht die Wahrheit gesagt zu haben. ●

ISRAEL

Auf niedriger Flamme

Marina Klimchuk, Tel Aviv

„Dies könnte dein neues Zuhause sein! Ortschaften in Benjamin sind heiß begehrt bei Neuankömmlingen in Israel!“ Mit Bildern von Weinverkostungen, archaischen Stätten und Naturwanderpfaden wirbt die israelische Match Benjamin-Regionalverwaltung im Internet um jüdische Neueinwanderer/innen. Die Werbung, die eher wie eine Broschüre für ein Luxusressort anmutet, verliert kein Wort über Platzmangel. Auch, dass es sich aus völkerrechtlicher Sicht um illegal erbaute Siedlungen im palästinensischen Westjordanland handelt, bleibt unerwähnt. Für jüdische Siedler/innen und Palästinenser/innen gelten hier auf demselben Territorium unterschiedliche Rechtsordnungen. Diese Gegend, in der beide Volksgruppen leben und zu der auch Match Benjamin gehört, nennt sich Zone C und macht rund 60 Prozent des Westjordanlands aus. Seit dem Sechs-Tage-Krieg 1967 steht sie unter israelischer Militärverwaltung.

Bennetts taktische Manier mag ihm bei Biden zwar Sympathiepunkte beschern. Solange keine Verhandlungen auf Augenhöhe stattfinden, ist der Status Quo aber zum Scheitern verurteilt

Mitte August genehmigte die israelische Regierung unter Premierminister Naftali Bennett den Bau von 2 200 Wohnungen für Siedler/innen in Zone C. Es ist die erste Genehmigung dieser Art seit knapp einem Jahr. Am gleichen Tag bewilligte Israel auch 860 Wohneinheiten für Palästinenser/innen. In der mühsam aus unterschiedlichen politischen Lagern geformten Regierungskoalition wurden beide Entscheidungen heftig kritisiert. Repräsentant/innen der Match Benjamin-Verwaltung protestierten in einem Zelt vor dem Regierungsbüro des Premiers. Diese Reaktion mag zunächst überraschen, ist aber aus Siedler/innenperspektive konsequent. Als Hardliner der nationalreligiösen Rechten war Bennett über ein Jahrzehnt lang die politische Stimme ihrer Bewegung gewesen. Nun berichteten israelische Medien, der Regierungschef habe die Genehmigung von über 1 000 zusätzlichen Einheiten blockiert, für die man bereits grünes Licht gegeben

hatte. Von einem Mann aus den eigenen Reihen hätte man so etwas nicht erwartet.

Dabei zeigt *Timing* für die Genehmigung taktisches Kalkül. US-Präsident Joe Biden empfängt den neuen israelischen Premier diese Woche erstmals im Weißen Haus. Nach über einem Jahrzehnt von Ex-Premier Netanyahus Eskapaden ist das Verhältnis zwischen Israel und der demokratischen Partei angeschlagen. Bennetts Aufgabe ist es, die Wogen zu glätten. Vor allem das erste Treffen soll möglichst reibungslos verlaufen: Wichtiger als außenpolitische Beschlüsse zu erzielen ist es, als Auftakt den richtigen Ton zu treffen. Auf der Agenda stehen der Atomstreit mit dem Iran, das Verhältnis zu China und natürlich das Verhältnis zu den Palästinenser/innen. Sich um eine Wiederaufnahme der Verhandlungen in Nahost zu bemühen, ist für Joe Biden keine Priorität. Dennoch weht in Washington heute ein anderer Wind als zu Trumps Zeiten.

Während Trumps Präsidentschaft ließ Israel im Jahresdurchschnitt ein Drittel mehr neue Einheiten im Westjordanland bauen als unter Obama. Das amerikanische Außenministerium reagierte auf die jüngsten Pläne zum Siedlungsbau verhalten und mahnte wie üblich vor „einseitigen Schritten, die zu Spannungen führen könnten“. Nach dem ersten Treffen in Washington wird Israel die USA zunächst nicht mit neuen Plänen zum Siedlungsbau verärgern können. Die fetten Jahre für Siedler/innen scheinen erst einmal vorbei. Im Gegensatz zu Bennett befürwortet Bidens Regierung offiziell zwei Staaten und lehnt Pläne zur Annexion ab. Auch das Konsulat für Palästinenser/innen in Jerusalem, das unter Trump geschlossen wurde, soll langfristig wiedereröffnet werden. Vorerst geht es in Washington aber darum, den Status Quo zu festigen. Dabei will man die fragile israelische Regierung nicht gefährden und die angeschlagene Palästinensische Autonomiebehörde stabilisieren, gegen die sich zuletzt in der eigenen Bevölkerung zunehmend Widerstand regte.

Der anstehende Besuch in den USA ist wichtig. Aber nicht weniger zentral ist für Bennett innenpolitisches Kalkül. In seiner neuen Rolle ist er vom Ideologen zum Pragmatiker geworden. 2013 nannte er in einer Ansprache das palästinensische Volk noch einen „Splitter im Arsch, mit dem man eben klarkommen müsse“. Heute geht der Premier strategisch beschwichtigend vor und will den Konflikt auf niedriger Flamme halten. Konkret gesprochen: ohne die israelische Kontrolle über das palästinensische Volk aufzugeben, will man dessen Lebensqualität und wirtschaftliche Lage verbessern. Die Entscheidung, parallel zum Siedlungsbau auch palästinensische Wohneinheiten in Zone C zu genehmigen, ist Teil dieses Plans. Jedes Jahr zerstört die israelische Armee hunderte palästinensischer Häuser, die ohne Genehmigung gebaut wurden. Gleichzeitig gibt es kaum eine Chance auf eine solche Genehmigung. Langfristiges Ziel dieser Politik ist es, der palästinensischen Bevölkerung durch ein Geflecht aus Militärverordnungen und verworrener Bürokratie ihr Land wegzunehmen und es dadurch schleichend zu annektieren.

Im Rahmen dieses Plans will Israel auch der Palästinensischen Autonomiebehörde unter Präsident Mahmoud Abbas mehr Unabhängigkeit zugestehen. Die Strapazen an Checkpoints und die Möglichkeit, eine Arbeitserlaubnis in Israel zu erhalten, sollen erleichtert werden. Wenn der Konflikt schon nicht gelöst werden kann, so das Rational, will man den Palästinenser/innen die israelische Besatzung so bequem wie möglich machen und damit die Wut auf Israel und die Autonomiebehörde beschwichtigen. Dies bedeutet aber gleichzeitig, ihn als Konflikt zwischen zwei gleichen Parteien zu betrachten und die Machtasymmetrie zu ignorieren. Während Israel einen Staat, eine Armee und Bürgerrechte hat, fehlt der anderen Seite all das. Bennetts taktische Manier mag ihm bei Biden zwar Sympathiepunkte beschern. Solange keine Verhandlungen auf Augenhöhe stattfinden, ist der Status Quo aber zum Scheitern verurteilt. ●



Plus
de hauteur

Découvrez le
Lëtzebuurger Land
en vous abonnant
gratuitement
durant un mois.

land@land.lu
www.land.lu
téléphone 485757-1

La Décision 26

Pierre Sorlut

L'amende record infligée par la CNPD à Amazon intervient à propos, en pleine discussion sur la réglementation des géants du web où le sacrosaint principe du pays d'origine est disputé

Tabou Contacté cette semaine, le Service des médias et communications applique un mutisme malaisé lorsqu'on l'interroge sur la poursuite des relations avec Amazon après la sanction prononcée par la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) à l'encontre du géant du e-commerce. L'autorité qui supervise le traitement des données personnelles a tapé fort le 15 juillet dernier en enjoignant sa filiale Amazon Europe Core de payer 746 millions d'euros d'amende pour avoir dérogé au règlement européen sur la protection des données (RGPD). Au pays des chemins courts, cette punition record place l'administration dans ses petits souliers. La proximité avec les entreprises étrangères, notamment américaines, est un argument de vente du *Standort*. Elle s'est matérialisée dans les années 1960 avec Dupont De Nemours. Puis les banques de l'Oncle Sam (J.P. Morgan, State Street, Citi ou BNY Mellon). Elle s'est poursuivie dans les années 2000 avec les entreprises américaines du web. L'ancien *chief tax officer* d'Amazon, Robert D. Comfort, a déjà détaillé (*d'Land*, 22.08.2014) la collaboration de son équipe avec l'ancien administrateur général du ministère des Finances Gaston Reinesch et l'ancien directeur du service médias, audiovisuel et société de l'information (ancêtre du SMC) Jean-Paul Zens. Amazon s'était installée au Luxembourg en 2003 parce que le groupe en voie d'internationalisation avait la garantie du soutien gouvernemental pour y développer sa base européenne. « Nous avons aussi rencontré le Premier ministre (Jean-Claude Juncker, ndlr) une ou deux fois. Son message était : Si vous rencontrez un problème que vous pensez ne pas pouvoir résoudre, revenez me voir. J'essayerai de vous aider », se remémore le fiscaliste. Une poignée d'Amazoniens avaient débarqué au tournant du millénaire. Ils sont presque 3 000 aujourd'hui.

C'est donc une entreprise systémique, l'un des plus gros employeurs nationaux et un symbole du Luxembourg siège des géants du web sur le Vieux Continent, que le régulateur a sanctionné. Même si son collège décisionnaire est proposé par le gouvernement (et donc le Premier ministre et ministre des Communications), la CNPD est formellement indépendante et apolitique. Aux États-Unis, les présidents des instances de régulation comme la Federal Communications Commission sautent à chaque alternance à la Maison Blanche. Les Américains soupçonnent ainsi facilement les régulateurs européens de faire de la politique quand ils sanctionnent leurs champions. Preuve en a été la campagne de dénigrement lancée contre Margrethe Vestager après que la commissaire à la Concurrence a condamné Google en 2017 à hauteur de 2,7 milliards de dollars. Dans une communication des plus opaques, la CNPD se réfugie promptement derrière le mécanisme européen de coopération et de cohérence pour souligner le caractère supranational de sa décision de juillet... une décision dont elle n'aurait d'ailleurs fait aucune publicité si Amazon n'y avait fait référence dans son rapport trimestriel. Le groupe basé à Seattle croit la décision « without merit ». « We intend to defend ourselves vigorously in this matter », poursuit la société de Jeff Bezos, laquelle emploie exactement les mêmes éléments de langage quand elle est prise la main dans le pot de miel. Amazon a trois mois pour contester devant le tribunal administratif. Dans un

Les ministres des Finances Luc Frieden et des Communications François Biltgen (CSV) à l'inauguration des locaux d'Amazon en 2012. Deux autres ministres et le maire assistaient aussi à l'événement

communiqué diffusé le 30 juillet, le groupe a manifesté le souhait de faire appel de celle-ci. « La décision, relative à la manière dont nous présentons aux clients des publicités pertinentes, repose sur des interprétations subjectives et non éprouvées », a partagé un porte-parole du groupe qui juge en outre l'amende « totalement disproportionnée ». Comme le souligne *Bloomberg*, le RGPD permet au régulateur de réclamer jusqu'à quatre pour cent des ventes globales de la société incriminée. Sur base de ses comptes 2020 publiés Amazon Europe Core a réalisé 10,3 milliards d'euros de chiffre d'affaires (sur cette base l'amende maximale se serait élevé à 412 millions d'euros).

Incroyable La CNPD se cache aussi derrière des lois nationales pour ne pas publier ladite sanction, même anonymisée. (Alors que d'autres amendes pour non-respect du RGPD figurent sur la page « décisions » : de 1 à 33 une seule manque, la 26, dont on conclut évidemment qu'elle vise Amazon.) Dans un courrier de la Cnil, le régulateur français informe qu'Amazon est notamment condamnée pour des ciblage publicitaires abusifs, un manque de transparence de ses traitements et trop peu d'accès accordé aux utilisateurs à leurs données stockées. L'injonction de mise en conformité est assortie d'une astreinte de 746 000 euros pour chaque jour de retard. La Quadrature du net, organisation à l'origine de la réclamation contre Amazon, se félicite de « la posture exemplaire de l'autorité luxembourgeoise ». Cette association de défense des libertés fondamentales dans l'environnement numérique parle de « sanction historique » intervenue au Luxembourg (« qui l'eut cru ! » (sic)) qui « frappe au cœur le système de prédation des Gafam » (Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft).

Cette amende de la CNPD constitue de loin le record européen en matière de protection des données. D'aucuns prétendent que le Luxembourg jouait ici sa crédibilité en matière de régulation. Un sacré retour de manivelle. À tous les niveaux durant les deux dernières décennies, des ministres (Communications, Finances, Économie, Justice) à leurs fonctionnaires, le gouvernement a choyé ces entreprises internationales du web implantées localement. Des arrangements fiscaux aux visites de courtoisie, la presse internationale s'est régulièrement étonnée d'une telle proximité. Dès 2012, l'agence *Reuters* détaillait un « Amazon's billion-dollar tax shield » et remarquait

Après avoir sillonné la côte ouest des États-Unis à la recherche de pépites, tels des pionniers en quête d'un eldorado, puis soigné leurs relations avec les multinationales en devenir installées au Grand-Duché, les émissaires gouvernementaux doivent aujourd'hui juguler l'omnipotence des géants du web

à cette occasion la présence de plusieurs ministres, dont celui des Finances, Luc Frieden, à l'inauguration du siège de Clausen alors qu'Amazon ne comptait alors que 300 employés ici. Idem pour la *Süddeutsche Zeitung* qui citait l'élus CSV : « Amazon ist ein guter Steuerzahler ». Le même Luc Frieden s'était rendu en mars 2013 à Seattle pour rapporter aux dirigeants d'Amazon les discussions menées à l'OCDE au sujet de la fiscalité des géants du numérique (*d'Land*, 24.11.2017). Dans l'administration gouvernementale, on défend la « cross-fertilization » permise au cours des deux dernières décennies par la présence de grands groupes internationaux de la tech, no-

tamment le développement d'une infrastructure de qualité et de compétences techniques à la page. Des réunions sont organisées selon les besoins : les aides à l'innovation auprès du ministère de l'Économie ou les préoccupations réglementaires auprès de ceux des Communications ou de la Justice. The Amazonians and Co font valoir leurs arguments auprès de fonctionnaires d'un État qui chérit l'accès à un marché européen intégré depuis le Luxembourg, en vertu du principe du pays d'origine. Celui-ci constitue la pierre angulaire de l'économie nationale puisqu'il assure aux sociétés opérant depuis le Grand-Duché d'exporter leurs services en Europe sur base du droit luxembourgeois (concept qui a par exemple scellé le succès de RTL). Le « PPO » s'oppose au principe du pays de destination qui tend à appliquer le droit du pays du consommateur... lequel plaît davantage aux grands États comme l'Allemagne ou la France où l'on voit d'un mauvais œil les petites juridictions qui piratent le marché européen.

Wild Wild Web Après avoir sillonné la côte ouest des États-Unis en mode *business development* à la recherche de pépites, tels des pionniers en quête d'un eldorado économique, puis soigné leurs relations avec les multinationales en devenir une fois qu'elles avaient posé le pied au Grand-Duché (Paypal, eBay ou Amazon), les émissaires gouvernementaux se retrouvent, aux côtés de leurs homologues européens, à définir un cadre réglementaire pour juguler l'expansion sauvage des Big Tech. Dans *Unlawful Content Online : Towards a New Regulatory Framework for Online Platforms*, Carsten Ullrich, 53 ans, pointe du doigt la toute-puissance des grandes plateformes numériques, en matière commerciale ou en termes de diffusion de contenu. Dans cet ouvrage tiré de sa thèse (reconnue meilleure thèse luxembourgeoise de 2020 avec la remise en juillet du prix Rolf Tarrach) et paru ce mois-ci, cet ancien responsable conformité chez Amazon à Luxembourg, souligne aussi la sous-régulation de cette « nouvelle sphère publique » encadrée par des textes votés en 2000. Cette année-là, « internet n'était pas très développé et nous voulions soutenir le développement de ces sociétés. Nous leur avons octroyé de nombreuses exemptions en matière de régulation. C'était la bonne manière de faire car elles ne pouvaient alors pas se consacrer à la surveillance outre mesure », détaille l'universitaire reparti dans le privé le mois dernier (il travaille main-

tenant pour la plateforme de vêtements d'occasion Vinted, à un poste conformité).

Le RGPD, voté en 2016 et d'application depuis 2018 (sous forme de règlement et exécutoire dans tous les pays de l'UE sans nécessité de légiférer) couvre la gestion des données personnelles et s'étend de facto aux Gafam (depuis 2018). Les règlements Digital Services Act (DSA) et Digital Markets Act (DMA), présentés par la Commission en décembre dernier et discutés en ce moment au Parlement et au Conseil européens, visent plus précisément les dites plateformes et compléteront la directive e-commerce de 2000. Rencontré lundi dans les locaux de l'université où il a travaillé sur son PhD cinq ans durant, Carsten Ullrich explique qu'il s'intéresse lui particulièrement aux contenus illicites comme les discours de haine ou la marchandise contrefaite et non-conforme aux normes de sécurité, des problématiques rencontrées au cours de son expérience professionnelle et couvertes par le *digital package*. L'expert, consulté dans le cadre des discussions techniques au niveau européen, prône un cadre normatif développé par l'industrie (« process-orientated » avec un *risk assessment* pour responsabiliser la plateforme) dont la bonne application est surveillée par une instance. Au cours de ses recherches, il a constaté la pertinence du principe du pays d'origine, notamment pour assurer une sécurité juridique aux entreprises quand elles vendent leurs services à l'étranger. « Mais on a vu que dans le secteur des plateformes digitales, leur concentration dans un même pays peut générer des problèmes par manque de capacités pour bien faire exécuter les règles, notamment dans les petits pays. » Il cite principalement l'Irlande, mais reconnaît aussi que l'Illnas (l'institut qui contrôle les normes qualité des produits et services) « has a lot on its plate ». Mais depuis fin juillet, la pression est sur le pays du shamrock. La Quadrature du net juge ainsi que la sanction luxembourgeoise rend « encore plus flagrante la démission généralisée de l'autorité irlandaise de protection des données qui, en trois ans, n'a été capable de clore aucune des quatre autres plaintes que nous avons engagées contre Facebook, Apple, Microsoft et Google ». Elle renforce en outre la position du Luxembourg à Bruxelles qui défend l'inscription du principe du pays d'origine dans le dossier DSA face aux grands États qui l'érudent à coups d'exemptions, fragmentant de fait le marché intérieur. ●

Carsten Ullrich, auteur d'une thèse remarquée sur la régulation numérique, repasse dans le privé



Patrick Gellens



Ceci n'est pas un serveurur

DES VIGNES EN VERRE (6)

Le blues du sommelier

Erwan Nonet

Il existe beaucoup de bons restaurants au Luxembourg, mais la carte des vins est-elle toujours à la hauteur ? La question se pose parfois (souvent ?) et les sommeliers ne sont pas forcément les premiers coupables

Les grands vins se dégustent à table, c'est pour cela qu'ils sont faits. La carte des vins est indissociable du menu des meilleures cantines. Avec le chef, le sommelier est donc celui qui donne le « la » à l'expérience gastronomique d'un établissement. Théoriquement, leurs tâches sont donc complémentaires car les mets et les vins s'enrichissent de cette expérience mutuelle. Mais si cette association fonctionne harmonieusement dans certaines maisons, c'est loin d'être le cas partout.

Autour des meilleures tables du pays, du moins celles qui sont à la hauteur de leur statut, on ressent ce grand respect entre la cuisine et la cave. Cyril Mollard et Anthony Masson à Ma Langue Sourit (Moutfort), Fabrice Salvador et Olivier Schanne à La Cristallerie (Luxembourg) ou Louis Linster et Shahzad Talukder chez Lea Linster (Frisange), pour ne citer que trois exemples, font partie de ceux-là. Ici, les hommes communiquent, s'écoutent et fatalement, travaillent en équipe avec l'idée toute simple de satisfaire le client en lui proposant des associations intelligentes, qu'elles soient de facture classique ou audacieuse.

Parfois, l'ambiance est bien différente.

Mais précisons d'abord ce qu'est l'essence du métier de sommelier. Son rôle est essentiel au bon fonctionnement d'un restaurant : il est celui qui détient les clés de la cave, celui qui est donc aux commandes du poste qui dégage le plus de marge. Rien de moins. Avant tout, le sommelier doit être passionné par le vin et posséder une connaissance quasiment encyclopédique de ce qu'il inscrit sur sa carte. Au contact des vignerons, il sera capable de dénicher de beaux vins en négociant des prix en adéquation avec le budget qu'on lui aura alloué. Chaque journée, il devra actualiser le livre de cave pour connaître à la bouteille près le stock disponible et les bénéfices engendrés pour chaque service. Un boulot de chef d'entreprise, en somme, pas

Le poste boisson est celui où la marge est la plus élevée, donc il faut peut-être y mettre de vrais spécialistes

vraiment celui d'un serveur. Ce n'est pas pour rien que dans sa définition du métier de sommelier, l'Organisation internationale de la Vigne et du Vin (OIV) insiste sur le fait que « le sommelier a suivi une formation diplômante ou certifiante qui est en adéquation avec la définition, le rôle et les compétences dans cette résolution. »

Pourtant, il arrive que même dans le secteur de la gastronomie, le poste de sommelier ne soit pas justement considéré. Le Français Thierry Corona, chef-sommelier des Roses

(au Casino 2000, à Mondorf) et président de l'Association européenne des Sommeliers, le regrette amèrement : « je m'aperçois qu'un peu partout en Europe, y compris au Luxembourg, on confond le métier de sommelier avec celui de serveur. On ne les responsabilise plus alors qu'ils devraient travailler de manière complètement indépendante. »

Comment en est-on arrivé là ? Il y a plusieurs cas de figure. Parfois, c'est le patron du restaurant qui se charge de remplir la cave. Il ne laisse alors au sommelier que le conseil et le service des quilles. Excès d'hubris, recherche aveuglée des plus belles marges à tout prix ? Il faut laisser aux psychiatres le soin de définir l'origine de leur motivation mais, non content de frustrer le sommelier, la méthode n'est pas nécessairement profitable économiquement.

Le sommelier belge Aristide Spies, troisième au concours de meilleur sommelier du monde à Tokyo en 2013, dirige l'antenne de la Cave des Sommeliers nouvellement ouverte à Merl, le Wine Not. Il constate lui aussi que quelque chose ne va pas dans le monde des belles tables luxembourgeoises : « j'ai l'impression que l'on pense que l'achat d'une bouteille au restaurant est tellement acquis qu'on ne cherche pas plus loin. Les patrons n'ont peut-être pas pris conscience de l'intérêt de s'offrir un sommelier. Il est payé plus cher qu'un maître d'hôtel – pas forcément le double non plus ! – mais s'il est bon, cela peut se retrouver dans le chiffre d'affaires. Il aidera à vendre plus de vins parce qu'il fidélisera les clients grâce à ses bons conseils. Ses marges seront supérieures parce qu'il achètera à meilleur prix qu'un maître d'hôtel qui passera commande sur un catalogue. Il dénichera de bonnes affaires, négociera de belles offres... Il y a plein de petits trucs pour dynamiser les ventes et rentabiliser une cave, tout en répondant aux attentes des clients. Le poste boisson est celui où la marge est la plus élevée, donc il faut peut-être y mettre de vrais spécialistes ! Il est dommage

d'avoir un très bon chef sans avoir un très bon sommelier qui saura magnifier ses plats. On parle bien d'accord mets et vin, non ? Ici, on a les moyens de bien faire : profitons-en ! »

Plusieurs sommeliers qui n'ont souhaité s'afficher ici expliquent qu'au contraire, leurs responsables passent des consignes à visée purement comptables, restreignant grandement leur champ d'action. Certains se sont vu vertement reprocher le fait de recommander une bouteille trop bon marché en considération du prix du menu choisi, bien que le vin en question eut été idéal pour accompagner le repas. « On m'a imposé de vendre des vins de gammes de prix différentes en fonction du menu choisi par la table : plus le menu est cher, plus le vin doit l'être », a-t-on entendu à plusieurs reprises. Préférer la recette immédiate à la satisfaction du client, et donc potentiellement à sa fidélisation, c'est faire bien peu de cas de ses hôtes.

Cette défiance envers les sommeliers amène une autre conséquence : l'uniformisation des cartes des vins. Car pour remplir la liste, les patrons font souvent appel à des distributeurs qui ont fait le métier en amont, à l'image des caves Wengler ou de Munhowen, par exemple. Ceux-là font très bien le travail, à n'en pas douter, mais en allant jusqu'à livrer clés en main (impression des cartes comprises) des caves complètes, ils lissent l'éventail des crus proposés et limitent la possibilité de belles découvertes.

Et c'est un peu le serpent qui se mord la queue parce que, justement, l'inflation du prix des bouteilles des crus les plus réputés (notamment français, mais pas seulement) amènent les consommateurs à s'orienter vers des vins qui sortent des sentiers battus. « L'époque des très grands vins au restaurant est pratiquement finie, annonce Thierry Corona. Je ne vends plus de Petrus, par exemple. Ils sont trop chers et les clients préfèrent de meilleurs rapport prix/plaisir. Or qui peut le proposer, hormis le som-

melier qui est allé déguster lui-même chez les vignerons ces crus peut-être moins prestigieux mais finalement tout aussi bons et qui sauront parfaitement accompagner les plats cuisinés par le chef ? Personne. Or aujourd'hui, ce sont justement ces vins sans grandes étiquettes qui plaisent à la clientèle et lui donnent envie de revenir. Dans mon restaurant, les clients que je connais bien n'ouvrent presque jamais la carte des vins. Ils me font confiance, me laissent choisir et, finalement, si je les revois aussi souvent, c'est qu'ils sont satisfaits, non ? »

Le chef-sommelier, qui reconnaît être « en fin de carrière », s'inquiète de constater que les collègues expérimentés soient de plus en plus rares. « Les salaires ne sont vraiment pas énormes au vu des recettes qu'ils engendrent et, en plus, les horaires ne sont pas faciles... ». C'est ainsi que, mécaniquement, on voit de plus en plus de jeunes sommeliers prometteurs préférer des emplois aux rythmes plus normaux (chez des cavistes, des grossistes ou même des producteurs, par exemple) et privilégier ainsi leur vie de famille. Comme tous les métiers de la gastronomie, la sommellerie est un art passionnant mais qui peut être aussi très ingrat. Au Luxembourg, un pays de fins palais où la clientèle qui a les moyens de se faire plaisir en dépensant des sommes rondelles au restaurant est nombreuse, ce poste mériterait sans doute d'être mieux valorisé.

Un ancien meilleur sommelier du Luxembourg, Niels Toase (également président de l'Association luxembourgeoise des Sommeliers), a d'ailleurs repris le flambeau que tenait le vigneron Aby Duhr (Château Pauqué, à Grevenmacher) au sein de l'École d'Hôtellerie et de Tourisme du Luxembourg (l'ancien lycée Alexis Heck, à Diekirch) pour dispenser son savoir sur les boissons à ceux qui se destinent au métier. Son enthousiasme ne sera pas de trop pour motiver la relève et convaincre les décideurs de l'importance du poste de sommelier.

Il lui incombe aussi une autre tâche, aussi importante. Lui qui, auparavant, était sommelier chez Bernard-Massard, devra participer à la reconquête des vins luxembourgeois sur les cartes des restaurants du pays. Dans toutes les régions productrices du monde, les vins locaux représentent au moins les deux-tiers de la proposition. Au Luxembourg, on leur réserve la portion congrue, quand ils ne sont pas purement et simplement absents. Cela arrive. Comment donner du crédit à un établissement qui ne s'intéresse pas (ou très peu) à la production locale ? Les vins luxembourgeois ne sont peut-être pas aussi snobs que certains autres produits à l'étranger, mais un bon pinot noir mosellan vaudra toujours mieux qu'un mauvais bourgogne, pourtant pas moins cher. Provoquer les découvertes, quitte à remuer les certitudes de ses clients, c'est aussi cela, le rôle d'un restaurant et de son sommelier. Chiche ? ●

La City perd des plumes

Georges Canto

Une étude digne de confiance tord le cou à l’idée selon laquelle Londres n’aurait pas souffert du Brexit. Celui-ci a redessiné la carte des activités financières en Europe de manière durable

La sortie du Royaume-Uni de l’Union Européenne a coïncidé¹ avec la pandémie de Covid-19. Par son ampleur et sa durée, la crise sanitaire a mobilisé l’attention et rendu difficile la mesure de l’impact du Brexit sur l’économie britannique, en particulier dans le domaine des services financiers. Mais plusieurs études récentes sont venues éclairer le débat, avec toutes la même conclusion : la City a perdu des plumes et ce n’est pas terminé. La plus intéressante de ces études est sans doute le rapport du *think tank* britannique New Financial publié en avril 2021^{**}. Dans « Brexit & The City : The Impact So Far », publié en avril, Eivind Friis Hamre et William Wright dessinent l’image la plus complète de l’impact du Brexit sur le secteur bancaire et financier au Royaume-Uni, mais aussi du paysage post-Brexit des centres financiers à travers l’UE.

Plus de 440 entreprises du secteur financier au Royaume-Uni ont délocalisé une partie de leurs activités, déplacé du personnel ou créé de nouvelles entités dans l’UE, ce qui a représenté près de 550 déménagements distincts en direction des autres pays européens. En termes de montants, les banques ont déplacé de 900 à mille milliards de livres soit dix pour cent du total des actifs, tandis que les compagnies d’assurance et les gestionnaires d’actifs ont transféré plus de cent milliards.

Cette estimation est très supérieure à celle réalisée en mars 2019 par le même organisme, qui avait alors calculé que « 269 entreprises du secteur bancaire et financier avaient délocalisé quelque chose » en lien direct avec le Brexit. Pourtant les auteurs pensent qu’elle est très inférieure à la réalité et que par ailleurs le processus n’en est qu’à ses débuts. Dublin est la grande gagnante en termes d’attraction d’entreprises venues du Royaume-Uni. 135 entreprises ont choisi la capitale irlandaise comme emplacement post-Brexit. Cela représente un quart de tous les mouvements identifiés, devant Paris avec 102 entreprises, Luxembourg avec 95, Francfort avec 63 et Amsterdam avec 48, les autres villes n’apparaissant que marginalement. En valeur Francfort est la principale bénéficiaire en termes d’actifs et Paris en termes d’emplois, une tendance appelée à se confirmer.

Le choix du point de chute est en rapport avec le segment de l’activité financière exercée par les partants : un tiers des sociétés de gestion d’actifs qui ont changé quelque chose à la suite du Brexit ont préféré Dublin ; soixante pour cent des sociétés qui ont choisi Francfort comme principale base européenne sont des

Dix pour cent des actifs des banques du Royaume-Uni ont été délocalisés à la suite du Brexit

banques ; et près des deux tiers de celles qui se sont installées à Amsterdam sont des plateformes de négociation, des entreprises de marché ou des sociétés de courtage. Luxembourg présente un « flux entrant » très diversifié entre banques, gérants d’actifs et compagnies d’assurance.

Au début de l’année 2021, il a été fait grand cas du constat que sur la Bourse d’Amsterdam la moyenne quotidienne des actions échangées en janvier s’est établie à 9,2 milliards d’euros (quatre fois plus qu’en décembre 2020) alors qu’elle tombait à 8,6 milliards par jour à Londres. Les Britanniques ont fait valoir que ce changement brutal était lié à un simple effet réglementaire – la Commission n’ayant pas accordé « d’équivalence » à leurs plateformes de négociation - et que Londres a retrouvé sa prééminence depuis. Mais d’autres chiffres attestent bien d’un recul de la City : entre juillet 2020 et janvier 2021 la « part de marché » britannique sur les swaps de taux d’intérêt en euros a chuté de quarante pour cent à dix pour cent, en partie au profit de centres financiers de l’UE (dont la part est passée de dix à 25 pour cent) mais aussi de New-York.

La perte de substance de Londres ne serait pas compensée par un mouvement en sens inverse. Dans les prochaines années, de nombreux acteurs financiers de l’UE pourraient être intéressés par ouvrir un nouveau bureau au Royaume-Uni pour des raisons réglementaires, mais le résultat probable est que seulement 300 à 500 entreprises, principalement de petite taille, s’y implantent,

Goldman Sachs a déplacé son siège de banque privée à Francfort et des activités à Luxembourg, logées dans un business centre du Boulevard Grande-Duchesse Charlotte

un chiffre bien inférieur aux prévisions d’environ mille. En effet le régime actuel d’autorisations temporaires pour accéder au marché britannique montre que plus de la moitié des demandeurs sont déjà présents au Royaume-Uni. Cela dit aucune place financière n’a dominé les délocalisations, et l’évolution toujours en cours laisse apparaître un monde financier européen multipolaire. De nombreux acteurs ont délibérément divisé leurs activités : près de 70 entreprises se sont implantées dans d’autres villes de l’UE en plus du centre financier choisi comme hub principal post-Brexit. Le rapport estime que cette redistribution de l’activité à travers l’UE reconstitue la situation de la fin du XX^e siècle.

Mais à cette époque, la City de Londres était déjà le centre financier dominant en Europe et en dépit du Brexit elle le restera dans les années à venir. Ainsi au premier trimestre 2021, 8,3 milliards d’euros y ont été levés dans le cadre d’introductions en bourse, contre 5,6 milliards à Amsterdam, 5,4 milliards à Francfort et moins d’un milliard à Paris. Londres résiste aussi en termes d’emploi. Peu après le vote favorable au Brexit en juin 2016, les prévisions les plus pessimistes avaient été émises. Le cabinet Oliver Wyman estimait alors que 75 000 emplois seraient rapidement délocalisés vers d’autres centres financiers de l’U.E.

Or, selon l’étude de New Financial, il n’y aurait eu que 7 400 postes de travail déplacés, soit moins de dix pour cent des pronostics d’il y a cinq ans. Deux raisons sont habituellement avancées. Les professionnels de la finance souhaitant conserver autant que possible leur activité dans la City ont trouvé des moyens pour contourner

les obstacles réglementaires. Et le déplacement du personnel s’est avéré coûteux et difficile. Londres conserve de nombreux attraits : écoles, vie culturelle, nombreux réseaux d’expatriés établis de longue date. Ses rivaux potentiels dans l’UE ont du mal à présenter une offre correspondante, sauf peut-être Paris, mais les prix de l’immobilier y ont crû de vingt pour cent en deux ans alors que, heureuse surprise, ils plafonnent à Londres (augmentation de six pour cent sur la même période). Par ailleurs les hauts salaires de la finance restent à Londres. Selon un document de l’Autorité bancaire européenne (ABE), le nombre de banquiers gagnant plus d’un million d’euros a augmenté en Allemagne (de 450 à 492), en France (de 234 à 270) et en Italie (de 206 à 241, la plus forte hausse en proportion). Ce flux s’explique en partie par le départ avant le Brexit de 95 banquiers britanniques : une goutte d’eau pour le Royaume-Uni qui abrite toujours 70 pour cent des 5 000 plus hauts salaires bancaires de l’UE en 2019, soit 3 500 personnes ! ●

¹ La date du Brexit, initialement prévue le 29 mars 2019 a été repoussée trois fois (jusqu’au 12 avril, puis au 31 octobre 2019 enfin au 31 janvier 2020). Le nouveau traité a fini par être ratifié le 9 janvier 2020 par la Chambre des communes et le 29 janvier par le Parlement européen. Après une période de transition, le Brexit est entré concrètement en application le 1^{er} janvier 2021.

Déménagements

Villes européennes bénéficiaires de déplacements d’activités en provenance de la City (totalisant 480 mouvements sur un total de 546)

	Nombre d’implantations nouvelles	dont en tant que nouveau hub européen
Dublin	135	115
Paris	102	75
Luxembourg	95	86
Francfort	63	47
Amsterdam	48	41
Madrid	18	4
Bruxelles	15	11
Stockholm	4	nc

Source : New Financial, avril 2021

Votre publicité ici

Contactez Zoubida Belgacem qui est en charge de la régie publicitaire au sein du Lëtzebuurger Land

+352 48 57 57 32
zbelgacem@land.lu

Échanges de services

Le rapport de New Financial évoque l’impact du Brexit sur le solde des échanges de services financiers entre le Royaume-Uni et l’UE : dans la mesure où des prestations qui étaient auparavant exportées par les Britanniques seront désormais réalisées localement, leur très gros excédent de 26 milliards de livres s’en trouvera fortement réduit. Confirmation en a été donnée par l’Office for National Statistics, selon lequel les exportations et les importations des services en général (banque-assurance, transport, conseil, maintenance, etc.) ont chuté respectivement de douze pour cent et 24 pour cent au premier trimestre 2021 par rapport à la même période en 2019. Le document indique que « dans une certaine mesure, la tendance reste imputable à la pandémie ». Mais en constatant que vis-à-vis des pays de l’UE la baisse est plus sévère (-15 pour cent pour les exportations et -39 pour cent pour les importations), il estime que « le Brexit ne demeure pas sans effet ».

« It’s evidence that Brexit has weakened the UK as the European centre for services. Yes, business shifted to Ireland and Luxembourg to some extent », peut-on lire dans le rapport, qui précise cependant que dans les années à venir la plus forte croissance des exportations de services, y compris financiers, viendra d’Asie avec Singapour et l’Inde sur le podium. gc

ZU GAST

Warum eine Corona-Steuer verteufelt wird

Unabhängig von ihrer politischen Zusammensetzung und Ausrichtung haben alle Regierungen der vergangenen Jahrzehnte eine Steuerpolitik im Sinne der Reichen und Besserverdienenden sowie der Konzerne und Banken praktiziert, und das nicht nur in Luxemburg. Hierzulande wurde auf der einen Seite der Höchststeuersatz für Personen und auf der anderen Seite der Kapitalsteuersatz drastisch gesenkt. Das hatte zur Folge, dass der Staat weniger Steuern eingenommen hat, und auch, dass der Anteil der Reichen und des Kapitals am Gesamtsteueraufkommen stark zurückging.

Ali Ruckert ist Präsident der KPL

Besonders krass ist, dass von Seiten der Regierung mit mehr als 300 Konzernen Abmachungen ausgekugelt wurden, mit denen den Unternehmen die Möglichkeit der „Steuervermeidungen“ geboten wurde. Das führte dazu, dass das Großkapital Milliardensummen an Steuern einsparen konnte. Viele der sogenannten Investitionsfonds, die hier in Luxemburg zusammengefasst mehr als 4 000 Milliarden Euro verwalten, zahlen bis heute nur einen Satz von 0,01 Prozent Steuern an den Staat!

Diese unselige Entwicklung ist politisch ebenso gewollt wie die Entscheidung der aufeinander folgenden Regierungen, die Lohnstabellen nicht an die Inflation anzupassen, so dass die Schaffenden von Jahr zu Jahr mehr Steuern bezahlen. Immer dann, wenn auch nur andeutungsweise von einer höheren Besteuerung der Kapitaleinkünfte die Rede geht, werden alle möglichen Scheinargumente angeführt, um eine Diskussion über höhere Steuern für Konzerne und Finanzgesellschaften im Keim zu ersticken. Dazu passt, dass der

Mann des Kapitals in der gegenwärtigen Regierung, Finanzminister Pierre Gramegna, für einen Status quo im Steuerbereich eintritt. Die Diskussion um eine Corona-Steuer, die erstmals von der KPL gefordert und Monate später von Arbeitsminister Kersch (LSAP) aufgegriffen wurde, ist ein typisches Beispiel dafür, wie versucht wird, höhere Kapitalsteuern zu verteufeln. Erst wird Verwirrung in den Reihen der Schaffenden und ihrer Gewerkschaften geschaffen, dann werden „technische Probleme“ vorgeschoben und schließlich wird unterstellt, eine Corona-Steuer könnte möglicherweise die Falschen treffen.

Das ist völlig aus der Luft gegriffen, denn eine Corona-Steuer ist – so sehen es zumindest die Kommunisten – nicht gedacht, um den Bäcker, den Metzger oder andere Kleinunternehmen, die während der Corona-Krise höhere Umsätze machten, zusätzlich zu besteuern. Es geht bei dieser Forderung darum, die Hunderte von Konzernen, Großunternehmen und Finanzgesellschaften, die zu den Krisengewinnlern gehören, einen höheren Anteil für die Lasten der Krise bezahlen zu lassen. Denn das sind die breiten Schultern, die dazu beitragen müssen, die finanziellen Folgen der Krise zu tragen und für ein oder zwei Jahre auf vielleicht 20, 30 oder 50 Prozent ihrer Extra-Profiten zu verzichten.

Die Kommunisten sind zudem der Ansicht, dass es nicht bei einer Corona-Steuer bleiben darf, sondern dass höhere Kapitalsteuern für die Konzerne und die Finanzgesellschaften sich grundsätzlich aufdrängen, um endlich den Beginn einer Umverteilung von Oben nach Unten möglich zu machen, und um die notwendigen Investitionen in das Sozialwesen, den Wohnungsbau und den Klimaschutz zu gewährleisten.

Das ist keine ideologische Frage, denn eine Corona-Steuer für die Super-Reichen würde verhindern, dass die Folgen der Krise – wie das bei allen vorangegangenen Krisen der Fall war – wieder einmal auf die Schaffenden abgewälzt werden. ● Ali Ruckert

D'GEDICHT VUN DER WOCH



Op wort.lu

Jacques Drescher

„Millennials erobern das EU-Parlament Maria Walsh: Konservativ, aber zukunfts-fähig Sie möchten weiterlesen? 5 Euro/Woche“ Nee merci!

„In der Margarethenkapelle in Colbette Abgesagter Gottesdienst erhitzt die Gemüter Sie möchten weiterlesen? 5 Euro/Woche“ Muss net sinn!

„Die großherzogliche Ahnentafel Tauchen Sie ein in die Geschichte der Familie Nassau Sie möchten weiterlesen? 5 Euro/Woche“ Geet et nach mam Geeschit?

„Willkommen an Bord der A400M Atlas Das Transportflugzeug der luxemburgischen Armee Sie möchten weiterlesen? 5 Euro / Woche“ Léiwer schäindout an engem Massegraf!

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

Sie sind wieder da

Michèle Thoma

Biblisches anmutende Bilder werden der staunenden „Welt“ präsentiert. Männer mit üppigen Bärten, die im Präsidentenpalast Afghanistans posieren, wie kommen die da hinein?, reibt sich Welt die Augen. Passt da denn niemand auf? Hat da jemand was verpasst?

Ganz so biblisch ist es dann doch nicht, dafür wirken die Jünger doch zu dummdreist triumphierend. Schlau primitiv, oder tölpelhaft. Bedrohlich und un-gelenk zugleich mit der Waffe herumstehend. Die Anführer zu schleimig verschlagen. Dann wiederum wie benommen, selber überrumpelt davon, dass sie jetzt auf Chefesseln im Bauch der Macht lungern.

Fürchtet euch nicht! lautet die Botschaft, allein es fehlt der Glaube. Der Glaube, dass das jetzt neue Taliban sind. So weichgespülte, wie ihre ersten, mit ordentlich Kreide-Dressing versetzten Botschaften verheißten ließen. Taliban-Softies. Dem Zeitgeist angepasste. Allah light. Henker light. Von Allah ist sowieso weniger die Rede, zumindest vor unseren Bildschirmen, sie können jetzt PR, murmelt Westwelt beeindruckt. Sind das jetzt wirklich nicht mehr die Taliban aus den Neunzigern? Diese knochigen, düsteren Männer aus dem erdfarbenen Talibanbilderbuch, manche von einer finsternen Würde. Aus jener Steinzeit, in der eine erleuchtet umnachtete Erscheinung aus einer Höhle auftauchte und wirre Verwünschungen ausstieß? Optisch zumindest sind sie es nicht mehr, viele Neue sind fülliger geworden, vielleicht gibt es ja einen Taliban-Mäcki, ihr Look könnte aus einem Taliban-H&M zu stammen. Viele sind fantasievoll gekleidet, divers, fröhlich bunt, in Kleinfrauenrosa gar, andere erdfarben ernst, sie tragen abwechslungsreiche Kopfbedeckungen, Piraten-Stirnbänder mit coolen Schriftzeichen, Sonnenbrillen. Selfies werden geteilt, auf denen ausgelassene Jungmänner im Fitness-Center des gerade mit einem Haufen Kohle getürmten Präsidenten herumtollen. Sie mussten es nicht stürmen, sie mussten nichts stürmen. Sie waren schon da.

Hallo! scheinen uns die schwächlichen Jungs zuzuzwinkern, die schwer bewaffnet lässig auf Motorrädern herumkurven. Cooles Motorrad. Coole Sonnenbrille. Cooler Job. Die Kinder des ewigen Krieges, jetzt werden sie geführt. Das Comeback ist ein weltbühnenreifes. An einem unspektakulären Wochenende im August, die Fluten und Brände sind kurz von den Bildschirmen verschwunden, Europa atmet ein bisschen auf, zwischen Hitze- und Coronawellen. Hat gerade wieder angefangen, Viren zu zäh-



Aus einem Völkerkunde-buch von 1851

Dort wo alles zäh und langsam fortschritt, bestenfalls

len. Die Pantoffel des geflohenen Präsidenten werden sich einprägen ins kollektive Gedächtnis.

Und dann sind Sie plötzlich da, mitten in der Hauptstadt, die große Verblüffung auch, ha, Bluff! Wie immer schon oder immer noch. Dringen ins Licht der Welt, der vor einiger Zeit zugezogene Nachbar, der Gemüsehändler, der Kollege. Zeigen Flagge. An allen Diagnosegeräten und unter Drohnen vorbei und an der Besatzungsmacht vorbei, die die Besatzung absaß.

CHRONIQUES DE L'URGENCE

Demain j'arrête

Jean Lasar

Lorsque les pouvoirs publics annoncent vouloir intensifier leurs politiques de décarbonation, que font les propriétaires de gisements et d'infrastructures d'énergies fossiles ? L'économiste allemand Hans-Werner Sinn a prédit en 2008 qu'ils s'efforceraient de mettre les bouchées doubles pour extraire le plus possible de pétrole, de gaz et de charbon tant qu'ils en auraient la possibilité. À moins de viser l'offre en même temps que la demande, et ce à l'échelle globale, les actions gouvernementales d'action

climatique risquent donc d'avoir l'effet inverse de celui recherché, en causant à court terme une accélération des opérations d'extraction et un accroissement des émissions. Ce principe, dit du « paradoxe vert » est controversé, ne serait-ce que parce qu'il place la barre si haut qu'il peut être invoqué de manière hypocrite par les défenseurs du statu quo, les « inactivistes ».

L'actualité nous en apporte en tout cas un exemple parlant. À l'approche de la COP26 à Glasgow, le gouvernement britannique fait la roue : le Royaume-Uni a été le premier des pays industrialisés à adopter un objectif zéro-net, et il entend interdire la vente de voitures équipées d'un moteur à explosion non-hybrides dès 2030. Or, en même temps, au nom de la relance économique post-pandémie, il promeut l'exploitation des gisements de pétrole de la mer du Nord, posant les jalons pour en extraire, littéralement, « jusqu'à la dernière goutte ». Selon les médias britanniques, le gouvernement de Boris Johnson s'apprête à approuver un champ pétrolier, Cambo, situé au large des îles Shetland. Si la première ministre d'Écosse, Nicola Sturgeon, a demandé à Johnson que ce projet soit réexaminé à la lumière de « la sévérité de l'urgence climatique », elle s'est gardée de s'y opposer frontalement. Cambo contient au total 800

millions de barils et devrait en produire 170 millions par an. La résistance contre ce projet délinquant s'organise, notamment en Écosse mais elle n'a donné lieu pour l'instant qu'à quelques manifestations sporadiques.

Quelle meilleure illustration imaginer pour « demain j'arrête », la maxime des junkies et alcooliques ? Inconscience, négligence, hypocrisie, schizophrénie, tout y est. Comme le relève dans le *Guardian* Greg Muttitt, de l'Institut international de développement durable, Cambo est loin d'être une exception. Grâce à des réductions de l'impôt sur la production de pétrole incluses dans les budgets de 2015 et 2016, celui-ci a renoué avec la croissance au Royaume-Uni, n'étant interrompue que par la pandémie. Mais, rassurons-nous, elle est censée augmenter à nouveau dès l'an prochain. Le gouvernement y met du sien : il a autorisé 113 nouveaux forages d'exploration pétrolière l'an dernier.

Muttitt veut néanmoins y croire : « En tant que pionnier de la révolution industrielle, le Royaume-Uni a contribué à mener le monde vers la consommation massive de combustibles fossiles il y a plus de 200 ans. Aujourd'hui, cette ère doit se terminer, et il doit mener la charge », exhorte-t-il ses compatriotes. ●

FRAUEN IM WIDERSTAND

Mit Mut, Herz und Verstand

Anina Valle Thiele

Frauenwiderstand war lange kein Thema in Luxemburg. Von der Forschung weitgehend ausgeblendet, hieß es über Frauen „zu helfen war selbstverständlich“. Die Beiträge anlässlich einer Konferenz im Escher Resistenzmuseum im Mai beleuchten das Wirken von Resistenzlerinnen und machen klar, wie facettenreich der Frauenwiderstand in Luxemburg und Frankreich war ...

In der Geschichtsschreibung wurden sie landläufig als fürsorgliche oder sich aufopfernde Mütter dargestellt. „Gekocht haben die Frauen und Wäsche gewaschen“, derart die feixenden Kommentare männlicher Zeitzeugen über den Widerstand von Frauen gegen den Faschismus, so Kathrin Mess, die vor allem den Widerstand von Luxemburgerinnen während der deutschen Besatzung erforscht hat.

Eine Zoom-Konferenz („Mit Mut und List: Frauen im luxemburgischen und französischen Widerstand gegen das NS-Regime“) im Mai 2021 rückte den Widerstand von Frauen in Luxemburg und Frankreich ins Licht... Mess beschrieb das Engagement luxemburgischer Widerstandskämpferinnen wie Marie Brix, Marie Demuth-Kieffer oder Lily Uden; Nicole Jemming gab einen Überblick über die vielfältigen Widerstandsaktivitäten und Florence Hervé skizzierte exemplarisch die Schicksale der in Frankreich wirkenden Lucie Aubrac und Adélaïde Hautval – zwei mutige Frauen, die ihr Leben ganz dem Kampf gegen den Faschismus verschrieben hatten.

In der vom Resistenzmuseum in Esch/Alzette organisierten Konferenz wurde konstatiert, dass es über die Meriten von Männern akribisch archivierte Aktenberge gebe – in der männlichen Memoirenliteratur sorgfältig dokumentiert. In der damaligen luxemburgischen Widerstandsforschung war hingegen der Bereich des Frauenwiderstands kein zentrales Thema. Die Forscherinnen Germaine Goetzinger, Antoinette Lorange, Renée Wagener, Kathrin Mess und Elisabeth Hoffmann leisteten in diesem Bereich für Luxemburg Pionierarbeit. Ihre Veröffentlichungen brachten ans Licht, dass Frauen genau wie Männer in allen Bereichen des Widerstandes aktiv waren. Doch der transnationale Widerstand ist bis heute weitgehend unerforscht. Kaum eine der Frauen, die im Widerstand gegen die NS-Besatzer aktiv waren, sollte zudem später einen Antrag auf Ehrung oder Würdigung stellen.

„Lange Zeit wurde das, was die Frauen geleistet haben, gesetzlich nicht als Widerstand anerkannt, sondern als Hilfe: weil eine Frau keine Waffe trug, weil sie ‚nur‘ einen Widerstandskämpfer oder einen Juden versteckt oder ‚nur‘ Maschine geschrieben hatte. Wir haben schließlich erreicht, dass dies anerkannt wurde“, so Lucie Aubrac (zitiert nach Florence Hervé).

Auch in Luxemburg waren weibliche Widerstandsaktionen vielfältig, wie Kathrin Mess plastisch an einem Zitat von Marie Brix illustriert, die ihre Erinnerungen kurz nach ihrer Befreiung aus dem Frauen-Konzentrationslager Ravensbrück mit den Worten beginnt: „Ich ließ mir schnell mein ganzes Sündenregister durch den Kopf gehen. Aber von dem vielen, was kann es sein? Wissen die von den [...] Deserteuren, wo wir zu essen und Geld gaben, [...] von den Umgesiedelten, die ich mit Mme Scheitler 10-mal besucht u. ihnen von ihren Angehörigen Briefe u. Pakete unserer Organisation [...] mitgebracht habe [...]? Wissen sie von den falschen Pässen, die immer aus unserem Haus gingen? [...] von den Fahrten ins Ösling, wo wir für die Jungen und Umgesiedelten Weizen, Kartoffeln u. sonstiges mitgebracht [...]], dass ich Waffen u. falsche Pässe den Jungen u. Politischen, die versteckt waren, mit ins Ösling genommen habe?“ Marie Brix wurde am 28. Juni 1944 wegen „Beihilfe zur Besch. falscher Papiere“ in „Schutzhäft“ genommen und über Luxemburg-Grund, Flußbach, Wittlich und Ziegenhain in das Frauen-KZ Ravensbrück deportiert. Nach ihrer Befreiung im April 1945 kehrte sie Ende Juni über Schweden in ihre Heimat zurück und engagierte sich u.a. für den Aufbau des Resistenz-Museums in Esch.

Mess zufolge bedurfte es eines überregionalen Netzwerkes, um diese strafbaren Widerstandsaktionen zu realisieren. So sei das Beschaffen von gefälschten Pässen sehr kleinteilig organisiert gewesen: „Man brauchte Geld, eine Fotografin, jemand der in der entsprechenden Pass-Behörde arbeitete und noch bereit war zur Zusammenarbeit. Und dann musste der Pass auch noch zu der entsprechenden Person gelangen... Diese Person war in der Regel zu diesem Zeitpunkt noch bei jemand versteckt und musste dort versorgt werden.“

Es gab aber auch Frauen, die Einzelaktivitäten geplant und durchgeführt haben, wie etwa Catherine-Jacqueline Becker. Sie entfernte Plakate des Gauleiters Gustav Simon, die anlässlich einer großen Versammlung in Esch aufgehängt wurden. Auch Lily Uden drückte ihren Protest gegen die Besetzung Luxemburgs bisweilen in Einzelaktionen aus, indem sie eigenen Angaben zufolge am 23. Januar 1941, anlässlich des Geburtstages der Großherzogin Charlotte, den Schriftzug „Vive Charlotte“ mit großen weißen Buchstaben auf die Straße geschrieben hatte oder im Rahmen der Personenstandsauf-

Gefälschter Pass von Marie Brix-Kopp

„Der Instinkt, die Vernunft und das Herz haben aus mir eine Widerstandskämpferin gemacht“ (Lucie Aubrac)

nahme vom 10. Oktober 1941 Hunderte kleine Zettel mit der Aufschrift „Bleibt Lëtzebuurger“ in Luxemburg-Stadt verteilte. Besonders in den Anfangsmonaten der Besatzung habe es diese nicht organisierten Widerstandshandlungen gegeben – im Laufe der Zeit veränderten sich jedoch die Anforderungen, und die Aufgaben wurden komplexer, betont Mess. In Bezug auf die Formen des Widerstandes haben Nicole Jemming zufolge rund 30 Prozent der im luxemburgischen Widerstand tätigen Frauen angegeben, Hilfe für Deportierte besorgt zu haben wie Nahrungsmittel, Kleider oder Pakete; 28 Prozent hätten Lebensmittel für Wehrdienstverweigerer und politische Flüchtlinge zur Verfügung gestellt, 14 Prozent Geld beschafft.

Dass der weibliche Widerstand in ganz Europa viele Gesichter hat, betont auch die Frauenrechtlerin Florence Hervé in ihrem



Buch über Europäische Frauen im Widerstand gegen Faschismus und Krieg (PapyRossa Verlag Köln 2020): „Frauen waren in allen Bewegungen beteiligt: in der gaullistischen Alliance, bei den kommunistischen Freischärlern und Partisanen FTP, bei ‚Combat‘ und ‚Libération‘, im Jüdischen Kinderhilfswerk oder im bewaffneten Widerstand.“ Die Aktionsformen in der Résistance waren dabei ganz unterschiedlich, von Frauenstreiks und Demonstrationen für eine bessere Versorgung, Verhinderung der Zugabfahrt von Arbeitsdeportierten, Volksfrauenkomitees, die Hilfe für die Kriegs- und politische Gefangenen organisierten, aber z.B. auch der Korps der freiwilligen Französinen sowie die Frauensektion der Armee (ab 1944). Es waren Frauen aus Spanien, Dänemark, Italien, Österreich oder Rumänien, die in der Résistance zeitweilig aktiv waren.

Mess warf in ihrem Vortrag die Frage auf, ob sich die Frauen bewusst für ein Engagement im Widerstand entschieden hätten und welche gesellschaftlichen Voraussetzungen mitbedacht werden müssen. Die beiden von Hervé im Rahmen der Konferenz nachgezeichneten Biografien von Lucie Aubrac (1912-2007) und Adélaïde Hautval (1906-1988) geben eine deutliche Antwort. Beide haben sich aus freien Stücken und einer antifaschistischen, respektive humanistischen Überzeugung heraus zum aktiven Widerstand entschieden.

„Eine freie Französin, die gegen den rassistischen Faschismus gekämpft hat. So möchte Lucie Aubrac in Erinnerung bleiben, nicht als übermenschliche Heldin. Als eine Frau, die sich auch bei Pilzen gut auskannte, die Berge liebte, eine anständige Weinkennerin war und ein leckeres Hähnchen à la crème kochen konnte ...“ so beginnt der Beitrag von Florence Hervé über Lucie Aubrac („Die Gestapo reingelegt“) im Sammelband über Europäische Frauen im Widerstand.

Sie stammte aus einer Winzerfamilie und schaffte es dennoch, an der Sorbonne zu studieren. Sie engagiert sich politisch, verliert sich in einen Ingenieur jüdischer Herkunft. Dann bricht

der Krieg aus. Das Paar bleibt in Frankreich. Sie ist Mitarbeiterin der Zeitung der Widerstandsgruppe Libération-Sud. Dann kam der schwarze Donnerstag von Juli 1942: die Razzia in der Radrennbahn Vél d'Hiv, die Massenverhaftung von Juden. „Sie ließ uns begreifen, dass es sich hier um einen Völkermord handelte.“ Lucie führt fortan ein Doppelleben. Für die Öffentlichkeit lebt sie den Alltag einer jungen Mutter und Gymnasiumlehrerin in Lyon, als Lucie Aubrac. Für ihre Kameraden ist sie die Verbindungsagentin Catherine. Lucies Mann Raymond ist verantwortlich für die Geheim-Armee von Libération. Im Juli 1944 beteiligt sich Lucie Aubrac an der Aufstellung von Befreiungskomitees. Über ihre Beweggründe, ihr Leben für die Résistance zu riskieren, sagt sie: „Es gab zunächst eine instinktive Verweigerung. (...) Der zweite Grund war eigentlich mehr eine Frage des Verstands. Der Marschall Pétain hatte die Demokratie abgeschafft, wurde französischer Staatschef, und ergriff nacheinander alle Maßnahmen, die dem Nazi-Ideal konform waren. Ich habe schließlich nicht akzeptiert, dass Menschen aufgrund einer rassistischen Doktrin einfach verschwinden sollen, weil sie unterschiedlich geboren wurden. Also, der Instinkt, die Vernunft und das Herz haben aus mir eine Widerstandskämpferin gemacht.“ (Hervé, Mit Mut und List)

Das Beispiel Adélaïde Hautval (1906-1988) zeigt, dass es im Widerstand nicht zwingend eines Netzwerkes bedurfte, um als Widerstandskämpferin zu wirken, betont Hervé. Die elsässische Ärztin protestierte gegen die Diskriminierung von jüdischen BürgerInnen, zeigte Zivilcourage und widersetzte sich den Befehlen der SS im KZ, wie es Hervé in dem Kapitel „Die Menschenwürde bewahren“ in ihrem Sammelband über die Ärztin deutlich macht.

Nach dem Einmarsch der Nazis in Frankreich ist Hautval in einer psychiatrischen Klinik im noch unbesetzten Teil Südfrankreichs tätig. Als sie im April 1942 die Demarkationslinie überquert

(Fortsetzung auf S.14)



Yvonne Useldinger, nach ihrer Befreiung aus Ravensbrück wenige Wochen



Paris, August 1944: Widerstandskämpfer der Forces françaises de l'intérieur

(Fortsetzung von S.13)

will, wird sie Zeugin der Misshandlung einer jüdischen Familie durch Faschisten. Als sie sich einmischt, wird ihr geantwortet: „Sehen Sie denn nicht, dass sie nur Juden sind?“ Haïdi Hautval antwortet auf Deutsch: „Sie sind doch Menschen wie die anderen. Lassen Sie sie zufrieden.“ Sie wird verhaftet, trägt aus Protest und Solidarität mit ihren jüdischen Mithäftlingen einen selbsthergestellten „Judenstern“. Während eines Verhörs wird ihr die Freiheit versprochen, wenn sie ihre Aussage über die Juden widerruft, was sie ablehnt. „Dann werden Sie auch ihr Schicksal teilen!“

Ihre nächsten Stationen sind die Internierungslager für jüdische Familien in Pithiviers und Beaune-la-Rolande, und die berühmte Festung von Romainville. Als eine von 230 Französinen gehört sie zum Transport am 24. Januar 43, Richtung Auschwitz. Im Frühsommer 1943 wird Hautval als Ärztin in den Block 10 für medizinische Experimente verpflichtet. Dort pflegt sie die Opfer von Menschenversuchen. Als ihr die SS-Ärzte befehlen, bei den Versuchen mitzuhelfen, weigert sie sich. In Israel wird sie 1965 mit der „Medaille der Gerechten“ geehrt, wozu sie erklärt: „Was ich in den Lagern getan habe, war nur natürlich, logisch und ging aus einer moralischen Verpflichtung hervor“, zitiert Hervé die Motivation zum Widerstand der Ärztin.

Auch in Luxemburg organisierten sich Frauen parteipolitisch aus Überzeugung im Widerstand, so etwa Yvonne Useldinger oder Marie Demuth, wie Kathrin Mess betont und in ihrem im Herbst 2021 erscheinenden Band *Hier kommst Du nie mehr*

Yvonne Useldinger hat davon berichtet, wie ihr Vater ihr schon früh die konspirative Widerstandsarbeit beibrachte

raus, *Luxemburger Frauen im Zweiten Weltkrieg zwischen Widerstand, Inhaftierung und Verfolgung* erforscht hat. Als Kommunistinnen machten sie sich keine Illusionen darüber, was mit ihnen geschehen würde, wenn sie sich gegen das NS-Regime engagieren würden. Demuth organisierte in Esch/Alzette die Rote Hilfe, eine Hilfsorganisation der KP, und sie sah die Verfolgung von politischen Gegnerinnen mit eigenen Augen.

Zahlreiche politische Flüchtlinge kamen 1933 aus Deutschland nach Luxemburg. „Für Lily Unden, die eine christlich humanistische Einstellung hatte, kann man auch sagen, dass sie sich bewusst entschieden hatte“, so Mess. Sie habe bereits früh Kontakt zu jüdischen Familien gehabt und diese auf vielfältige Weise unterstützt.

Nicole Jemming präzisierte in ihrem Vortrag, dass Lily Unden als Mitglied verschiedener Widerstandsbewegungen ihre Wohnung für geheime Treffen der Organisationen LPL, LRL und LVL zur Verfügung stellte; französischen Kriegsgefangenen und jüdischen Familien Essen, Kleider und Geld beschaffte und eine Zeit lang von der Gestapo gesuchten Resistenzlern Unterschlupf gewährte. Neben der prominenten Unden verwies Jemming aber auch auf die Aktivitäten weniger bekannter Luxemburgerinnen, wie die von Marie Mainz-Reitz und Ernestine Pizzala-Reitz, die während neun Monaten 30 Fahnenflüchtlinge in verlassene Bunker mit Lebensmitteln brachten, französischen Kriegsgefangenen über die Grenze nach Villerupt halfen oder Pakete in Deportationslager brachten.

„Ein großer Teil der Luxemburger Frauen ist so nach und nach hineingewachsen und wurde zunehmend politisiert“, drückt es Kathrin Mess aus. Dabei müsse man bedenken, dass die meisten Frauen vorher nicht politisch engagiert waren. Als Bäuerinnen oder Arbeiterinnen waren sie ausreichend mit der Versorgung ihrer Familie beschäftigt. Viele Frauen stammten aus armen Familien von Schmelzarbeitern oder Tagelöhnern. In der Regel waren sie Mitglieder der katholischen Kirche, und diese hatte ursprünglich den Nationalsozialismus als Bollwerk gegen den Kommunismus begrüßt. „Viele Frauen litten auch unter einem Alltag, der zunehmend schwieriger zu organisieren war. Dies trug sicherlich zu einer zunehmenden Politisierung bei“, meint Mess.

Mit der jeweiligen Situation, wie der Einführung der Wehrpflicht im September 1942, hätten sich jeweils andere Aufgaben gestellt. Dies zeige die Aussage von Marie Closter. Für sie war die Einführung der Wehrpflicht eine „Grenzüberschreitung“, die sie zum Handeln veranlasste: „Wir hatten uns mehr oder weniger mit der Besetzung unseres schönen Landes abgefunden, bis dann das verhängnisvolle Jahr 1942 kam und die ‚Jongern‘ zur Wehrmacht eingezogen wurden.“ (Mess, *Hier kommst Du nie mehr raus*)

Die Entscheidung, sich gegen die nationalsozialistische Besatzungsmacht zu engagieren, war in vielen Fällen nicht leicht, wie Henriette Lutgen in ihrem Zeitzeugenbericht beschreibt. Es war kaum möglich, eine „richtige Entscheidung“ zwischen den verschiedenen Zwangslagen zu treffen. Eine Flucht konnte die Zwangsumsiedlung der Angehörigen zur Folge haben, die dann den „üblen Praktiken der Nazis ausgeliefert waren“; auf der anderen Seite drohte die Möglichkeit der eigenen Verhaftung, wenn man nicht floh.

Yvonne Useldinger hat davon berichtet, wie ihr Vater ihr schon früh die konspirative Widerstandsarbeit beibrachte. Er machte ihr vor, wie man einen Packen Flugblätter und Zeitungen

unter eine Bank in der Bahn verschob und gleichzeitig dafür sorgte, dass man bei Kontrollen nicht damit in Verbindung gebracht werden konnte. Gerade die Kommunistinnen gingen mit ihren politischen Agitationsformen wie der Herstellung und Verbreitung von Flugblättern hohe Risiken ein. Die Verteilung der Zeitschriften wurde auch von Frauen wie Yvonne Useldinger, Marie Demuth und Julie Biermann übernommen. Gesteckt wurde nachts in Briefkästen oder zum Teil vor den Toren der Arbed.

Die zahlreichen Beispiele zeigen: Frauen leisteten Widerstand aus moralischen, religiösen oder politischen Gründen. Sie kamen aus allen sozialen Schichten: der ArbeiterInnenbewegung, aber auch aus den Mittelschichten und dem Großbürgertum. Eine politisch in die Wiege gelegte Erziehung zum Widerstand wie Yvonne Useldinger erfuhren nur Wenige. Viele ermutigten die unhaltbaren Zustände, der Alltag von Unterdrückung und die Erfahrung von Ungerechtigkeit dazu, politisch im Widerstand aktiv zu werden. Sie wirkten selbstständig und aus eigener Überzeugung. Ihr Beitrag am Widerstand jenseits des Kochtopfs wird nun sukzessive von Frauen ins „rechte Licht“ gerückt. ●

Der Artikel stützt sich in weiten Teilen auf die Beiträge von Nicole Jemming, Kathrin Mess und Florence Hervé im Rahmen des Themenabends „Mit Mut und List: Frauen im luxemburgischen und französischen Widerstand gegen das NS-Regime“ am 26. Mai 2021, der als Zoom-Konferenz vom Escher Resistenzmuseum organisiert wurde.

Quellen/Zum Weiterlesen:

Adélaïde Hautval: *Medizin und Verbrechen gegen die Menschlichkeit: Die Weigerung einer nach Auschwitz deportierten Ärztin, an medizinischen Experimenten teilzunehmen*. Hrsg. von Florence Hervé und Hermann Unterhinninghofen. Einführung und Nachwort von Anise Postel-Vinay, Übersetzung: Hermann Unterhinninghofen. Karl Dietz Verlag Berlin 2008.

Florence Hervé (Hg.): *Mit Mut und List, Europäische Frauen im Widerstand gegen Faschismus und Krieg*; PapyRossa Verlag Köln 2020.

Mess, Kathrin: „Dann habe ich keinen Hunger mehr gespürt“, *Kunst zwischen Widerstand, Zeugnis und Überlebensstrategie im Frauen-Konzentrationslager Ravensbrück am Beispiel der Luxemburgerin Yvonne Useldinger*, Institut für Geschichte und Soziales Luxemburg, 2019.

Mess, Kathrin: „Hier kommst Du nie mehr raus“, *Luxemburger Frauen im Zweiten Weltkrieg zwischen Widerstand, Inhaftierung und Verfolgung*, Institut für Geschichte und Soziales Luxemburg, erscheint im September 2021.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Téléologie de la survie

Jean Lasar

Science-fiction rime souvent avec aventure post-apocalyptique ou dystopie, quand ce n'est pas, à l'inverse, avec utopie naïve et techno-béate. Lorsque le genre essaie de dépeindre les impacts de la crise climatique, il choisit généralement la première option, suivant le destin d'humains luttant pour leur survie sur une planète dévastée, à moins qu'ils ne tentent leur chance dans l'espace. Dans *The Ministry for the Future*, l'Américain Stanley Kim Robinson choisit délibérément une autre voie, peu explorée : son propos, éminemment téléologique, est de concevoir une trajectoire plausible permettant à l'humanité de s'extraire du piège dans lequel elle s'est enfoncée. L'entreprise est ambitieuse, et le récit, enlevé, fait appel aux éclairages apportés par des dizaines de témoins aux quatre coins du globe, alternant avec adresse le glaçant et l'enthousiasmant, le machiavélique et le sincère, l'individuel et le planétaire.

Le titre du livre est le nom d'une administration mise en place en désespoir de cause par les nations après que les mécanismes de l'accord de Paris ont échoué à mettre l'humanité sur les rails de son propre sauvetage. Chargé de cette tâche désespérée, le ministère pour l'Avenir est installé à Zurich et rassemble, sous la direction d'une Irlandaise déterminée et habile, les meilleurs experts de la science climatique, de l'économie, de l'ingénierie, de l'intelligence artificielle, de la biodiversité... La toile de fond est constituée d'extrêmes climatiques, de migrations de masse et de surenchères nationalistes, mais aussi de sursauts de solidarité.

Le premier chapitre du livre, qui va marquer durablement le récit, décrit une vague de chaleur extrême

qui s'abat sur une région de l'Inde et cause la mort de dizaines de millions d'habitants. Un événement qui change durablement la perception des choses et permet au ministère zurichois de passer le braquet supérieur. Pour autant, Kim Stanley Robinson ne suggère à aucun moment qu'une catastrophe ponctuelle serait de nature à lever d'un coup les obstacles qui ont jusque-là empêché l'humanité d'agir efficacement pour sa survie. Reflétant la complexité de la tâche herculéenne qui lui est confiée et la diversité des difficultés qu'il doit surmonter, les démarches que lance ou accompagne le Ministère touchent pratiquement tous les domaines. A force d'opiniâtreté, et contre toute attente, l'institution zurichoise réussit à se tailler dans le monde la place dont il a besoin pour infléchir le cours des choses. Loin de s'abandonner à la facilité à laquelle l'autoriserait le genre, Robinson étaye de références scientifiques ou d'avis d'experts chacune des pistes qu'il suggère pour les différentes thématiques.

Après la canicule génocidaire qui la profondément ébranlée, l'Inde choisit unilatéralement de se livrer à un exercice de géo-ingénierie pour limiter la hausse des températures, mobilisant tous les avions à sa disposition pour diffuser des aérosols à la limite supérieure de la troposphère. L'initiative divise la communauté internationale mais porte au moins partiellement ses fruits. S'inspirant de l'expérience accumulée dans le Kerala en matière d'agroforesterie, l'Inde devient aussi en quelques années le champion d'une agriculture vertueuse, ouvrant à l'humanité la perspective de se nourrir sans détruire la planète : elle sera bientôt imitée un peu partout sur le globe.

Pour freiner la fonte des glaciers et la montée des océans, un glaciologue conçoit l'idée folle d'extraire, à l'aide de forages pratiqués jusqu'au lit rocheux sur lesquels ils reposent, l'eau qui s'accumule sous les glaciers du fait du réchauffement et qui, agissant comme lubrifiant, accélère leur glissement vers les littoraux et leur fonte. L'opération de pompage de longue haleine, tentée en Antarctique et faisant paradoxalement appel aux ressources et au savoir-faire des compagnies pétrolières, est couronnée de succès et généralisée. L'opération Slowdown, de prime abord une gageure au coût prohibitif, devient une évidence somme toute bon marché au regard des habitats en bordure de mer que l'on peut ainsi espérer préserver.

La canicule extrême en Inde a fait naître un groupe clandestin d'activistes impatients face aux demi-mesures de la communauté internationale et prêts à passer à l'action directe. C'est de ces « Enfants de Kali » qu'émane sans doute une des actions avancées par Robinson les plus susceptibles de susciter la controverse : celle d'une forme d'éco-terrorisme qui parvient à mettre à genou les transports aérien et maritime polluants. Se servant d'essaims d'armes indétectables de dernière génération, des militants détruisent en vol, en l'espace de quelques semaines, plusieurs dizaines d'avions. Le bilan de leur campagne fait clairement apparaître qu'ils ont visé en priorité les avions propulsés au kérosène et l'aviation privée, mais évité ceux propulsés à l'électricité. L'aviation civile classique en prend un coup dont elle ne se relèvera pas : elle renaîtra progressivement, mais en s'appuyant sur des aéronefs électriques et des dirigeables mus à l'énergie solaire, les transports transocéaniques privilégiant désormais des voiliers ultra-rapides.

The Ministry of the Future imagine une politique climatique radicale et dégage des perspectives de courage

Entre-temps, il faut croire que le ministère pour l'Avenir s'est avéré suffisamment efficace pour susciter l'hostilité des forces occultes opposées à la décarbonation à marches forcées qu'il promeut. Ses locaux zurichois sont détruits par un attentat à la bombe. Et voilà sa directrice quinquagénaire mise à l'abri un temps par ses hôtes suisses dans un silo alpin situé au-dessus de Kandersteg, qu'elle va atteindre en chaussant des crampons pour pouvoir franchir des crêtes de glacier...

Lorsque les marchés de capitaux sont désarmés par les perspectives d'effondrement et désespérément à la recherche de placements sûrs, le ministère de l'Avenir comprend qu'il faudra aussi réinventer les circuits monétaires. À force de persuasion, les gouverneurs de banques centrales renoncent à leur sacro-saint mandat de stabilité monétaire et

deviennent ses alliés improbables, profitant d'une autonomie que n'ont plus depuis longtemps les gouvernements. Les instituts monétaires officiels commencent à émettre des « carbon coins », ou « carboni », à raison d'un par tonne de CO₂ non émis, et leur attribuent leur garantie de bonité maximale. Faute de mieux, prenant en compte le prestige dont bénéficient toujours les gouverneurs, les investisseurs du monde entier finissent par adopter ces coins et à en faire l'ultime refuge de fonds en mal de sécurité : ainsi naît le « carbon quantitative easing ».

Simultanément, vertueux en diable, le monde indexe l'intégralité de l'argent conventionnel sur une blockchain, ce qui le rend universellement traçable et empêche les milliardaires francs-tireurs de contrecarrer ses efforts de survie à l'aide de énormes montants d'argent conventionnel noir ou gris dont ils disposent.

Pour reconstituer la vie sauvage sur le globe, Robinson imagine Half Earth, une initiative de réensauvagement conçue pour couvrir à terme la moitié des surfaces du globe d'écosystèmes complets non impactés par l'homme. Ses initiateurs commencent par créer des corridors de vie sauvage entre les parcs et réserves encore existants, puis financent à grande échelle la création de nouvelles et vastes zones en dédommageant généreusement les habitants de ces zones en échange de leur réinstallation ailleurs.

Ainsi émerge au fil des pages un monde qui prend son destin en mains, mobilise les bonnes volontés sur tous les continents et coupe court aux efforts de sabotage. Une voie est tracée qui enjambe le chaos et dégage une perspective de courage. ●

Justice partout

Dans une réponse à une question parlementaire, Sam Tanson et François Bausch confirment ce que le *Land* écrivait il y a une année déjà : L'ancienne Bibliothèque nationale (BnL) sera à l'avenir occupée par les trois chambres commerciales du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg (qui se sentent à l'étroit dans leurs vétustes locaux de la résidence Saint-Esprit, dont l'entrée se trouve juste à côté de celle du parking). Quant au rez-de-chaussée de l'ancienne BnL, il devrait rester accessible au grand public, avec des « surfaces dédiées à la gastronomie et à la culture ». Le ministère de l'Éducation nationale aurait demandé qu'y soit aménagée une « exposition permanente sur la langue luxembourgeoise ». Que ce magnifique bâtiment au cœur de la Ville va finir par être en grande partie avalé par le complexe judiciaire a un côté déprimant, puisque se renforcera ainsi encore plus le côté pesamment administratif du centre-ville. (C'est aussi un rappel de l'ineptie fonctionnelle de la lubie « baroque mosellane » dessinée par les architectes Rob et Léon Krier et inaugurée en 2008 : une cité judiciaire trop petite pour accueillir les services judiciaires.) Le ministère de la Culture aurait pu faire preuve de plus d'imagination : Pourquoi

ne pas avoir songé à une bibliothèque pour enfants ? Ou une « bédéthèque », bourrée de bandes-dessinées, de comics, de *graphic novels* et autres mangas ? Ou un nouveau siège pour la photothèque de la Ville de Luxembourg qui permettrait enfin de valoriser sa collection et de remplir sa fonction de service public ? Quant à l'exposition « permanente » sur le luxembourgeois, elle risquera de sentir la naphthaline et apparaît comme une nouvelle concession au nationalistes linguistiques. Les touristes pourront la parcourir avant d'être renseignés, dans l'entrée latérale de la cathédrale, sur le traumatisme des « trois démembrements ». Une bonne nouvelle pourtant : les deux magnifiques cours inférieures seront enfin rendues accessibles. Celle du côté rue Notre Dame avait jusqu'ici été privatisée comme parking pour fonctionnaires. L'autre, plus intime, située entre les murs de la cathédrale et l'ancien Kolléisch, avait déjà été aménagée en lieu de retraite du temps de la BnL. À noter que la ministre de la Culture, Sam Tanson, ne fait plus aucune référence aux projets de son prédécesseur, Xavier Bettel, qui avait rêvé d'une Galerie nationale dans l'ancien Stater Kolléisch. bt



Land

27.08.2021

SOCIOLOGIE



Ha-ha-habitus

Il y a cinquante ans, les études de Pierre Bourdieu commençaient à démanteler l'illusion de la culture comme quelque chose d'inné. Dès 1966, le sociologue notait que « les musées trahissent, dans les moindres détails de leur morphologie et de leur organisation, leur fonction véritable, qui est de renforcer chez les uns le sentiment d'appartenance et chez les autres le sentiment de l'exclusion. » Bref, les musées permettraient à ceux qui y vont de se distinguer de ceux qui n'y vont pas. Sur commande du ministère de la Culture, le Liser réalise actuellement un sondage sur les pratiques culturelles des Luxembourgeois. Il s'agit d'affiner les résultats des études de 1999 et de 2009 pour mieux cerner les publics, et surtout les non-publics. La pandémie a forcé les sociologues à rétrécir leur sujet de recherche sur les seules pratiques muséales. Car, pour connaître les pratiques culturelles des habitants, il aurait fallu faire du porte-à-porte (donc potentiellement du *superspreading*), seule manière de pousser les sondés à répondre aux volumineux questionnaire. En juin, le Liser a donc fini par envoyer un courrier à un

« échantillon représentatif » de 20 000 résidents les priant de répondre à un court questionnaire en ligne (présenté en cinq langues). Pour que ce sondage soit significatif, les chercheurs visent un taux de réponse d'au moins dix pour cent. On n'en serait « pas loin », dit la chargée de l'étude Monique Borsenberger. Ce qui semble une autre manière de dire que le compte n'y est pas : « Il manque encore des réponses pour toutes les régions, à l'exception du Gutland. Par ordre de priorité, ce sont le Müllertal, la Moselle et l'Eisleck ; et dans une moindre mesure Luxembourg-Ville et le Minett. » Ce qui est embêtant, puisque l'étude voulait pour la première fois procéder à une « analyse régionale fine ». Les chercheurs ont donc décidé de prolonger la durée de l'enquête « de quelques mois ». La dernière enquête de 2009 (publiée en 2014) avait mis en évidence un timide phénomène de « rattrapage social », tout en notant que la visite des musées resterait « le mode de participation culturelle le plus clivant » : « La question de la familiarisation à la culture occupe toujours la première place, validant, si besoin était, la thèse de Bourdieu ». bt

DANSE

Bientôt, la rentrée au Neimënster.

Touché par les flots du 14 juillet, l'abbaye de Neimënster rouvrira – enfin – ce mardi, 31 août, avec de la danse. Quatre soirées durant, le public pourra découvrir l'édition luxembourgeoise du festival Aerowaves. La programmation, concoctée avec le Trois C-L, promet « le fleuron de l'avant-

garde européenne ». Les créations ont tous été présélectionnées par le réseau européen Aerowaves, une sorte de label de qualité décerné aux danseurs et chorégraphes jugés prometteurs et émergents. On y retrouve deux Luxembourgeoises, Anne-Mareike Hesse et Léa Tirabasso. La première présente *Warrior*, dont le résumé laisse quelque peu songeur : « Séduite par la croyance qu'une personnalité forte et féroce est tout ce dont l'on a besoin pour faire avancer les choses et sauver le monde, Anne-Mareike Hess s'embarque en solo dans un voyage pour devenir une guerrière. » (On a cru comprendre qu'il s'agit d'une critique du masculinisme et du chauvinisme.) La seconde présente *The Ephemeral life of an Octopus*, une pièce qui s'inspirerait de « l'évolution des cellules cancéreuses » et de l'expérience vécue de la maladie. bt



THEATER

Euro Hamlet

ist der Titel des neuen Theaterstücks, das der luxemburgische Künstlers Filip Markiewicz dieses Wochenende auf dem Lausitz Festival 2021 vorführen wird. Dem klassischen Stoff Shakespeares haucht Markiewicz neues Leben ein durch Video-Installation, Performanz, Tanz und Musik. In Zusammenarbeit mit der deutschen Dramaturgin Katrin Michaels bringt Markiewicz ab Freitagabend

ein „mutierendes Hybridwerk“ auf die Bühne, das unsere heutige, europäische Kultur durchleuchtet und die Grenzziehungen zwischen Politik und Spektakel kritisch hinterfragt (Webseite des Festivals). So bleibt Markiewicz seiner eigenen Linie treu: 2020 hatte er anlässlich des Lausitz Festival mit Antigone Neuropa den antiken Stoff Sophokles' neu interpretiert. Damals in Kollaboration mit dem Staatstheater Cottbus. Euro Hamlet feiert am Freitagabend um 19.30 Uhr Premiere. Zwei weitere Aufführungen werden an den beiden Wochentagen um dieselbe Uhrzeit folgen.js

KUNST

Marco Godinho

ist einer der Künstler/innen und Schriftsteller/innen, die von Mécènes du Sud in Zusammenarbeit mit der französischen Kunst- und Ästhetikzeitschrift Tête-à-tête eingeladen wurden, um beim Ausstellungsprojekt Méditerraner (Foto: Marco Godinho)mitzuwirken. Ziel des Projektes ist, den zeitgenössischen Mittelmeerraum neu zu denken und kunstvoll darzustellen, das heißt zu „mediterranieren“. Gemeint ist mit der neuen Wortschöpfung einen gemeinsamen, politischen Erfahrungshorizont zu öffnen, der Raum lässt für Nähe und Andersein, für das Komplex und Fragmenthafte. Dabei soll es auch darum gehen, die Stimmungen und Atmosphären – kurz: das Unsichtbare – der verschiedenen Städte entlang der Mittelmeerküste einzufangen und wiederzugeben. Auf der Webseite von Mécènes du Sud ist eines der Exponate

Godinhos zu sehen mit dem Titel *Going south is not the same as going north / Going north is not the same as going south* (2016-2017). Zudem wird der portugiesisch-luxemburgische Künstler eine Neufassung seiner Ausstellung *Written by water* (2013-2019) offerieren. Godinho, der in Paris und Luxemburg zu Hause ist, interessiert sich für kulturell-geographische Grenzen und ihre Verschiebungen.js



CINÉMASTEAK

Z.E.N. attitude

On ne manque pas de films sur la guerre du Vietnam (1955-1975). Et malgré la retentissante défaite de l'armée US, les plus grands cinéastes américains n'ont pas hésité à peindre ce conflit – *Voyage au bout de l'enfer* (1978) de Cimino, *Apocalypse Now* (1979) de Coppola, *Full Metal Jacket* (1987) de Kubrick. On ne peut en dire autant des Français, la guerre d'Indochine (1946-1954) aussi bien que celle d'Algérie (1954-1962) ayant fait l'objet d'un véritable tabou cinématographique. Il est pourtant des liens étroits entre l'Indochine française, cette colonie initiée par Napoléon III qui réunira le Laos, le Cambodge puis l'actuel Vietnam, et l'engagement militaire des Yankees au mitan des années 1950. Francis Ford Coppola le rappelait subtilement en intégrant à la version « final cut » d'*Apocalypse Now* (2019) une séquence faisant place à cette ancienne présence française. La guerre du Vietnam serait ainsi une conséquence de la débâcle à Dien Bien Phu.

Ann Hui permet de comprendre les raisons ayant conduit à la constitution des *boat people*, où des familles entières embarquent dans des bateaux de fortune pour fuir la brutalité du régime

Qu'en est-il cependant de « l'après Vietnam », une fois délivré du contingent militaire américain ? Et qu'en est-il de la production cinématographique asiatique à ce sujet ? Au-delà du fait que ce soit une femme qui ait réalisé *Boat People* (1982), il s'agit de l'un des rares long-métrages à traiter de ce pays en temps de paix. Même si pour apprécier pleinement ce film, il aurait fallu lui accoler ses deux autres volets (*The Boy*

from Vietnam, 1978 ; *The Story of Woo Viet*, 1983) – puisque c'est une trilogie qu'a réalisée la cinéaste Ann Hui. Presque une inconnue en Occident, l'artiste hongkongaise née en 1947 est une célébrité en Asie, où quasiment chacune de ses réalisations a obtenu une prestigieuse distinction. Formée à la London International School, Ann Hui a entamé sa carrière à la télévision avant de poursuivre au cinéma avec un thriller en guise de premier opus (*The Secret*, 1979). Dans *Boat People*, qui est programmé cette semaine à la Cinémathèque de Luxembourg, le spectateur a pour guide un photographe japonais, Shiomi Akutagawa, qui a marqué l'opinion publique avec ses clichés pris lors de la guerre du Vietnam. Trois années après la fin des hostilités, celui-ci est de retour au pays, bénéficiant d'un visa exceptionnel en tant que partisan de la révolution. Comme cela était alors de coutume, les autorités organisent pour lui un séjour officiel et parfaitement encadré. Mais en se rapprochant de la population, Akutagawa prend conscience de la carte postale que lui tendait la propagande socialiste. Et découvre la part cachée du régime de Hô Chi Minh, entre les bidonvilles où des familles entières crèvent de faim et les Zones économiques nouvelles (ZEN) où de la main-d'œuvre gratuite est envoyée de force. Sous cet acronyme se cachent, à l'instar du Goulag en Russie, de véritables camps de travail : les plus « chanceux » vaquent à des activités agricoles, quand les autres ont la tâche délicate de déminer à mains nues des champs remplis de mines antipersonnel. Les civils sont par ailleurs constamment surveillés par la police, et des exécutions sommaires viennent ponctuer leur quotidien. Des hommes sont enlevés dans la rue ; la corruption sévit à chaque échelon du pouvoir politique. À voir la façon dont le communisme fut appliqué au Vietnam, on en vient (presque) à regretter que les USA n'aient pas gagné la guerre...

Outre ces aspects politiques, le long-métrage de Ann Hui permet de comprendre les raisons ayant conduit à la constitution des *boat people*, lorsque des familles entières embarquent dans des bateaux de fortune pour fuir la brutalité du régime. Et l'on songe à celles et ceux qui fuyaient hier le régime syrien, comme à ceux qui fuiront Kaboul ces prochaines semaines. Les lendemains déchantent. ● Loïc Millot

Boat People (Hong-Kong, 1982), vostf, 103', est présenté mardi 31 août à 19h à la Cinémathèque de Luxembourg



Boat People (1982)

EXPOSITION

L'immersion à l'honneur du Festival « Constellations »

Florence Lhote

Le Festival « Constellations » de Metz présente jusqu'au 4 septembre un ensemble d'œuvres urbaines : parcours « Art et Jardins » et *street art*. Elles complètent les propositions numériques visibles à la tombée de la nuit. Revue de détail des œuvres les plus marquantes



La sculpture *Cloud* de Caitlind r.c. Brown et Wayne Garrett

Arcades-Georges

Elles se voient d'emblée, elles ne passent pas inaperçues sur le Pont Saint-Georges. Construction fantasmée à l'image des Fabriques de jardin du XVIII^e siècle et qui ne donne pas à voir un bâtiment précis ou ayant existé, les *Arcades*, au travers desquelles on peut déambuler, construisent l'image de la ruine romantique tout en utilisant une mise en scène contemporaine. Longtemps l'un des axes principaux de la ville, habité pendant plus de cinq cent ans et ce jusqu'au XVIII^e siècle, ce Pont, qui a accueilli de nombreux commerces et prenait place comme un lieu de vie et de rencontres, se trouve ici revisité par « Les Nouveaux Voisins », Nicolas Grun et Pierre Laurent, auteurs de l'installation *Les Arcades*. Diplômés de l'École Supérieure d'Architecture de Strasbourg, ils réalisent des installations architecturales à travers la France. L'œuvre est loin d'être la seule dans ce parcours à nous faire réfléchir à notre place dans l'espace.

Verdis-toi !

Une autre installation, fresque végétale typographique, joue sur les mots : « Metz toi au vert ! » sise rue des Roches. En lettres majuscules et en vert, difficile de passer à côté de cette œuvre au croisement des parcours *street art* et « Art et Jardins » proposés par le Festival. La technique utilisée pour l'inscription est le graff végétal mais l'installation utilise aussi la nature comme œuvre d'art. Passionné du monde végétal, semeur de rêves, Christophe Guinet est « Monsieur Plant », auteur de cette installation. Il choisit d'user du végétal pour dénoncer les dérives du consumérisme. Ses matériaux sont collectés dans la nature : fleurs, écorces,

mousse, graine. Projet ludique et poétique, l'apparente simplicité de l'injonction immerge son spectateur : contemplateur ébahi comme simple badaud qui passerait devant l'œuvre.

Des créatures éphémères

L'œuvre restera-t-elle ou non ? Le fruit du temps, l'érosion, l'éludera-t-elle bientôt ou à l'inverse la renversera-t-elle d'une autre manière ? Tel est bien aussi l'intérêt de ces sculptures à même la nature qui

entrent en résonance historique avec les artistes du *Land Art*, reconfigurant par traces et témoignages notre rapport à la nature. Sentier des Remparts, allée de la Tour des Esprits, *Les Créatures* de Philippe Bercet propose aussi cette matière à penser. Agrémentant des lieux, des paysages et des environnements avec des dispositifs proches de formes contemporaines faisant irruption dans un cadre où elles ne sont pas attendues, ces silhouettes végétales nommées *Créatures* prennent place le long des anciens remparts de la ville. Philippe Bercet, formé comme paysagiste, est artiste plasticien et crée des dispositifs pour des scénographies paysagères.

Le retour de Saint-Vincent

Ce parcours ne serait complet sans évoquer les trouées poétiques visibles en journée et même dans certains lieux désanctuarisés. La magnifique bâtisse de la basilique de Saint-Vincent accueille ainsi *Paysage immatériel* de Valentina Canseco. Composé de plaques de plexiglas noir, jaune et vert découpées en de curieuses formes organiques, cette installation monumentale est suspendue au cœur de la nef de la basilique. Canseco, dont la pratique s'étend du dessin à l'installation, fascinée par l'architecture auto-construite et le paysage informel, livre sa propre interprétation de la lumière divine qui frappe la terre, en un clair-obscur vibrant. Retour à la nature, immensité de l'environnement et de ses atours : le parcours de l'édition 2021 du Festival « Constellations », ludique, se laisse parcourir joyeusement. En ces temps covidiques il invite (aussi) à nous interroger sur notre place. ●

Le parcours de l'édition 2021 du Festival « Constellations » se laisse parcourir joyeusement. En ces temps covidiques il invite (aussi) à nous interroger sur notre place

Festival « Constellations » à Metz jusqu'au 4 septembre.

L’humanité des Talibans

Laurent Mignon

La lecture de *Légendes et coutumes afghanes* de l’archéologue d’origine luxembourgeoise Ria Hackin nous rappelle notre humanité commune

Ces jours-ci, tous les regards sont tournés vers l’Afghanistan. Enfin, vers Kaboul, car Kaboul n’est pas l’Afghanistan. Peut-être bien qu’est donc venu le moment de partir à la redécouverte de l’œuvre de l’archéologue d’origine luxembourgeoise, Ria Hackin. Son époux, Joseph, archéologue tout comme elle, est sans doute un peu mieux connu, puisqu’il eut une remarquable carrière partagée entre la France, l’Afghanistan et le Japon. Lors de leurs missions en Afghanistan durant les années 1930, Ria, née Marie Parmentier, ne s’intéressa pas seulement au riche passé de ce pays fascinant, mais elle alla également à la rencontre de la population locale. Non seulement filma-t-elle les sites archéologiques et les paysages afghans, mais, en collaboration avec l’historien afghan Ahmad Ali Kohzad, en fine ethnologue, elle prépara un ouvrage intitulé *Légendes et coutumes afghanes*, qui ne fut publié qu’en 1953, documentant la littérature populaire ainsi que les coutumes des régions où ils travaillaient.

Il s’agit là d’une toute autre introduction à l’Afghanistan et ses peuples que les lamentations très auto-centrées des personnalités politiques et commentateurs occidentaux. En effet, leurs discours se concentrent avant tout sur ce qu’ils considèrent être « la trahison et la honte de l’Occident » suite au retrait des forces d’occupation américaines et à la prise de Kaboul par les Talibans.

Non pas qu’il n’y ait pas de raisons d’avoir honte. En fait, elles sont nombreuses. Mais elles ne sont peut-être pas celles qui ont été mises en avant. Faut-il mentionner ici ce président de la République, qui fut jadis disciple du philosophe Paul Ricœur, mais qui aujourd’hui semble incapable de faire la distinction entre le droit à l’asile et l’immigration irrégulière et qui, face au drame de la population de Kaboul, évoque la nécessité de protéger la France « contre les flux migratoires irréguliers importants » ? Ou bien cet autre président, qui gouverne d’une main de fer un

Que les Talibans aient leur chant étonnera sans doute. On les veut barbares, iconoclastes et musicophobes. Un comble au pays qui vit naître Mevlana Djalaladdin Roumi

pays clé de l’Otan, la Turquie, et fait construire un mur en béton de 64 kilomètres sur la frontière iranienne pour empêcher un afflux de réfugiés fuyant les Talibans. Il y a donc bien de quoi avoir honte à l’écoute de ses dirigeants élus qui ne semblent guère s’inspirer des enseignements du christianisme et de l’islam sur la main tendue aux réfugiés. Emmanuel Macron et Recep Tayyip Erdoğan sont deux hommes qui ne s’apprécient guère, mais qui semblent tout de même avoir beaucoup en commun et auront dans les jours à venir bien des choses à se raconter. Mais l’on se doute que ce n’est pas des idées de Ricœur au sujet de « l’étranger » qu’ils converseront. D’autant plus qu’une des traductrices turques de Ricœur, Necmiye Alpay, avait été arrêtée par la police d’Erdoğan et s’était retrouvée derrière le barreaux en 2016.

L’approche à la question des réfugiés n’est guère plus encourageante dans les autres grandes puissances européennes de l’Otan. Au Royaume-Uni, par exemple, où le Premier-ministre est parti en vacances alors que Kaboul était sur le point de tomber aux mains des Talibans avant de revenir en catastrophe, c’est la ministre de l’Intérieur, Priti Patel, grande admiratrice de la Dame de fer et de Ronald Reagan, qui rappelait aux journalistes qu’aucune exception ne serait faite pour les personnes fuyant les nouveaux maîtres de l’Afghanistan, qui auraient utilisé des voies « irrégulières » pour venir en Grande-Bretagne. Elle précisait par ailleurs que seules les personnes étant passées par un programme d’aide officiel auraient le droit de se réinstaller sur l’île. De toute évidence, les Afghans ne sont pas les bienvenus en Europe et c’est en premier lieu ce manque d’humanité qui devrait nous faire honte.

Ce manque d’humanité qui caractérise la realpolitik des grands pays de l’Otan est avant tout le produit de la déshumanisation des Afghans dans les discours officiels émanant des capitales occidentales. Ces déclarations semblent réduire les Afghans à deux catégories, celle de bourreau

et celle de victime. Un peu comme s’ils étaient un peuple en besoin perpétuel d’une présence occidentale, d’une mission civilisatrice occidentale, pour les guider.

Or le livre de Hackin et Kohzad est un rappel de la créativité, symbole de notre humanité commune, qui a toujours existé au cœur des cultures de l’Afghanistan. De nos jours, cette créativité a des formes multiples, que ce soit dans le domaine du cinéma, de la mode ou bien entendu de la littérature. La littérature contemporaine dans les deux langues principales de l’Afghanistan, le pachtoune et le dari, repose sur un riche patrimoine de traditions orales et écrites qui mériteraient d’être mieux connu au-delà du monde de leurs locuteurs. N’oublions pas non plus la scène artistique contemporaine très vivante, entre autres, les fameux Art Lords, ces artistes indépendants qui décorent les rues de Kaboul tout en défiant les seigneurs de la guerre. Avec raison, certains lecteurs affirmeront que c’est justement ce monde qui est aujourd’hui menacé par le retour des Talibans. Mais il serait erroné de croire qu’une si riche créativité ne pouvait qu’éclorre qu’à l’ombre des baionnettes des soldats de l’Otan.

Certes l’idéologie des Talibans est délétère. Inspirée à l’origine par le déobandisme, qui est une interprétation traditionaliste de l’islam hanéfite qui se développa dans un contexte de résistance à la colonisation britannique de la péninsule indienne au XIX^e siècle, l’idéologie des Talibans, comme tous les conservatismes extrêmes, a la nostalgie d’un monde qui n’a jamais existé. Pour les islamophobes d’ici et d’ailleurs, ils sont un rêve devenu réalité, mais il y aurait grand danger à les définir comme le mal absolu et les déshumaniser. En effet, il ne faut pas se voiler la face. La gynécophobie et xénophobie des Talibans ne sont pas sans leur pendant en Occident, que l’on retrouve souvent sur les ailes les plus à droite de nos hémicycles parlementaires. Pour faire face au danger de la démonisation des Talibans, il est bon de se tourner à nouveau vers les arts.

Cela peut étonner, mais depuis l’avènement du mouvement taliban, s’est développé en Afghanistan dans le cadre de la poésie populaire pachtoune, une forme de *tarana*, de poésie chantée, propre aux Talibans. La poésie a toujours joué un grand rôle dans le contexte de la culture pachtoune qui a profondément marqué ce mouvement fondamentaliste. Que les Talibans aient leur chant étonnera sans doute. On les veut barbares, iconoclastes et musicophobes. Après la prise de Kaboul en 1996, le leader taliban de l’époque, Mollah Omar, n’avait-il pas publié un édit qui considérait l’écoute de la musique comme une activité criminelle pouvant provoquer le délabrement des mœurs et le détournement de la religion ? Un comble au pays qui vit naître Mevlana Djalaladdin Roumi dont les derviches tourneurs cherchent à communier avec Dieu grâce à la musique et la danse ! Mais Mollah Omar n’était guère féroce d’histoire ancienne, et la répression dans les milieux artistiques fut sans pitié.

Cependant la théologie des Talibans fait une distinction entre la musique produite par un instrument et le chant, masculin, non-accompagné. Cela a permis l’émergence de ce genre de *tarana* depuis la fin des années 1990, qui est bien plus qu’un instrument de propagande. Ce genre est bien ancré dans la tradition de la poésie populaire pashto. De part sa créativité, cette forme de poésie est, elle aussi, un rappel de notre humanité commune.

Mais bien entendu notre humanité a de nombreuses faces. Entre la main du Taliban qui manipule le AK-47, ou ces-jours-ci le M16, et celle du garde-frontière qui repousse le réfugié, il y a une indéniable ressemblance, elle aussi un rappel de notre humanité commune, capable du meilleur, comme du pire. Le meilleur, c’est peut-être aussi du côté de Ria Hackin que nous pouvons le rencontrer. C’est d’Afghanistan qu’elle et son époux rejoignirent le général de Gaulle pour combattre à ses côtés la bête brune, cette bête aux multiples avatars. ●

Graffiti des Art Lords sur un mur afghan





On Playwriting (mostly)

Claire Schmartz

Ein Papierstapel aus der Schublade in Buchform

Der vierte Band der Reihe Theatrical Talks des CNL stammt aus der Feder der Theatermacherin, Schauspielerin und Drehbuchautorin Larisa Faber. Geboren in Rumänien, aufgewachsen in Luxemburg, wurde sie am Drama Centre London ausgebildet. Sie hat unter anderem in der sehr erfolgreichen Serie *Capitani* (2021) oder in *Bad Banks* (2017) mitgespielt, und schreibt seit 2013 Stücke auf Englisch, die in Luxemburg inszeniert werden. In ihrer diesjährigen Residenz am Mierscher Kulturhaus arbeitet sie an ihrem Stück *Papercut*, das die Schlüsselfiguren der sogenannten *School-Leaks*-Affäre von 2015 in Szene setzt. Damals ging es unter anderem um die unerlaubte Weitergabe von Textbögen durch Lehrpersonal (Genaueres wieder in der Inszenierung!) – und von den Erfahrungen dieses Schreibprozesses geht *On Playwriting (mostly)* aus.

In dem 70-seitigen Band hinterfragt Larisa Faber ihre Rolle als Schreibende, überblickt ihre Arbeitsweise und Inspirationen im eigenen Schaffensprozess. Sie stellt sich der Frage nach der Sprache, in der sie schreibt, im Vergleich zu den Sprachen im Alltag in Luxemburg, der Sprache der Kindheit oder der Lektüren usw. Eine schöne und immer wieder spannende Betrachtung in der vielsprachigen Kunstwelt Luxemburgs: Wie viele verschiedene Motivationen, Gründe oder Bauchgefühle die Sprachen unserer Autor/innen unterscheiden, könnte Seiten füllen und bietet sehr persönliche Einblicke in das Werk, den Werdegang und die Motivation der Schreibenden.

Vor allem aber, eher als dass sich eine Theatertheorie oder ein Überblick über die eigene Praxis entspinnt, behandelt Larisa Fabers Text die Schreibblockaden und Hürden im kreativen Schaffensprozess und stellt das Nicht-Vorankommen in ihrem Text geradezu performativ dar. „Dear Agony Aunt, I am in agony. I was supposed to write a play, but find myself stuck in a straightjacket of my own making.“

Das Stück ist eine Auftragsarbeit, die im Voraus bezahlt wurde, doch die Schreibende sitzt vor einem leeren Blatt Papier. Die Inspiration fehlt, die Sätze scheinen alle gleich zu beginnen, etwas klemmt. Ihre Gedanken fliegen zu Virginia Woolf und ihrem Grundstein legenden *A Room of One's own*, zu den sich überschneidenden oder in Konflikt geratenden Rollen der Künstlerin und Mutter, zum Zeitmanagement. Sprunghaft und getrieben ist der Text, wie niedergeschrieben in den Pausen zwischen den alltäglichen Aufga-

In Larisa Fabers diesjährigen Residenz am Mierscher Kulturhaus arbeitet sie an ihrem Stück *Papercut*, das die Schlüsselfiguren der sogenannten *School-Leaks*-Affäre von 2015 in Szene setzt

ben, und tritt doch auf der Stelle. Er wirkt, als wäre er bei allen erdenklichen Gelegenheiten zwischendurch verfasst worden, wie die immer wieder zwischeneingeführten Uhrzeiten belegen – und das will er auch ausdrücken. Man merkt, wie der Stift und die Gedanken immer wieder neu ansetzen, und doch Blockaden besprechen. Denn inhaltlich hat er keinen Rahmen als die Hürden bei diesem Auftragswerk, und so wird er zur Collage (multimedial im Sinne von eingefügten Schwarz-Weiß-Fotos und einem QR-Code), zum freien Gedankenfluss, der Lektüren auf der Suche nach der Struktur für den Theatertext überblickt. Und bindet auch Texte von anderen englischschreibenden Theaterschaffenden in Luxemburg ein, Tara Jaffar, Catherine Kontz, Simone Mousset und Xavier de Sousa, die sich ähnlichen (und anderen) Herausforderungen widmen.

Also? Vielmehr Gedankenfluss oder Momentaufnahme, ist es keine Methodik, keine Theatertheorie, es ist ein Logbuch an Schreibansätzen und Schreib-Absetzen, zwischen Inspiration und persönlichem Werk; es ist ein Papierstapel aus der Schublade in Buchform, das Zwischendurch als Text. Es bleibt die Spannung auf das Stück, das in den Auslassungen dieses *Theatrical Talks* steckt. ●

Larisa Faber: *On Playwriting (mostly)*. Theatrical Talks n°4. CNL 2021, Englisch, 71 Seiten, 5 Euro

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 23.09.2021
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux de rénovation de l'éclairage de secours à exécuter dans l'intérêt de la Philharmonie de Luxembourg.

Description succincte du marché :

- Modernisation du système d'éclairage de sécurité ;
- Remplacement des luminaires d'éclairage d'évacuation (environ 622 pièces) ;
- Ajout de nouveaux luminaires (environ 52 pièces) ;
- Remplacement du système de

batterie centrale (1 station et 3 sous-stations).
La durée des travaux est de 130 jours ouvrables, à débiter au 2^e semestre 2022.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
23.08.2021

La version intégrale de l'avis n° 2101684 peut être consultée sur www.marches-publics.lu



Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Services

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 29.09.2021
Heure : 10.00 heures

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Soumission relative aux services de maintenance des équipements de sécurité de l'ensemble des bâtiments de la Cité des sciences à Esch-Belval.

Description succincte du marché :

- Maintenance préventive et corrective.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Dossier de soumission à télécharger gratuitement sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Les conditions de participation sont précisées au cahier des charges.

Réception des offres :
La remise électronique des offres sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu) est obligatoire pour cette soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
23.08.2021

La version intégrale de l'avis n° 2101430 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 08.10.2021

Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux d'installations techniques à exécuter dans l'intérêt du bâtiment « Tour A » à Luxembourg-Kirchberg.

Description succincte du marché :

- Installations de chauffage : 3 000 ml ;
- Plafond froid : 2 500 pcs ;
- Distribution eau froide / chaude : 6 000 ml ;
- Appareillages sanitaires : 100 pcs ;
- Câblages électriques : 50 000 ml ;
- Câblages data : 100 000 ml ;
- Tableaux électriques et distribution : 50 pcs ;
- Luminaires : 1 200 pcs.

La durée des travaux est de 250 jours ouvrables, à débiter pour le 4^e trimestre 2021.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés

publics (www.pmp.lu).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
26.08.2021

La version intégrale de l'avis n° 2101699 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

FESTIVAL DE SALZBOURG (1)

Le vieil homme et la montagne

Lucien Kayser

On ne peut faire mieux pour revitaliser *Das Bergwerk zu Falun* que Jossi Wieler et son équipe dont André Jung

Il faut y voir en premier un acte de pitié, en un centième anniversaire du festival prolongé par la pandémie, envers l'un de ses fondateurs, présent quand même année après année avec son *Jedermann*. Pour Jossi Wieler, le metteur en scène, un véritable défi que ce *Bergwerk zu Falun*, et l'apparition de la Bergkönigin, être mythique surgissant des fonds d'une mine, y est peut-être encore la moindre des choses. Le texte, il est indispensable de l'élaguer, pour rester dans l'image minière, à grands coups de pioche, et voici la représentation réduite à une heure et demie. Hofmannsthal lui-même en avait eu le plus grand mal, le reprenant sans cesse, de sorte que la pièce ne fut même pas publiée de son vivant ; elle sortit en 1933 seulement, sa création eut lieu en 1949 à Constance, et après ce fut le purgatoire sinon l'enfer.

Hofmannsthal a quelque vingt-cinq ans, lorsqu'il écrit ce parcours d'initiation à la limite des deux

Hofmannsthal revu par Jossi Wieler

mondes, réel et surnaturel (ou intérieur et souvent inconscient). Un jeune marin tourne le dos à la mer, guidé par le vieux Torbern, le mot allemand « Untoter » dit mieux son état que toute traduction mauvaise, il a accès au monde de la mine, abandonnera la situation qu'il s'est faite dans la famille Dahlsjö, jusqu'à la fille qu'il devait épouser, pour prendre la place de Torbern (enfin délivré, prêt donc à mourir) auprès de la Bergkönigin.

On ne m'en voudra pas d'y voir tant de thème, de situations des opéras de Wagner. Un séjour auprès d'une femme exigeante, de caractère sans doute totalitaire, mais Torbern est plus hésitant que Tannhäuser ; et André Jung joue avec beaucoup de finesse de cette indécision, de son autre côté, Gurnemanz intéressé, et le voyage à Falun fait bien se joindre l'espace et le temps. Irai-je jusqu'à établir un parallèle entre Falun et la famille Dahlsjö et la cité nordique du *Vaisseau*. On pourrait continuer, et c'est beaucoup, c'est trop, malgré tout ce que Jossi Wieler et la dramaturgie assurée par Marion Tiedtke ont entrepris dans un bon sens réducteur.

Et cela commence fort, et de façon intelligente. Une première catastrophe minière, un premier éboulement, et la scène du Landestheater se retrouve parsemée de gravats, un bel amas de tuiles creuses, dans un nuage de poussière. On n'aura jamais vu un aussi large emploi de tuiles, des plus divers, jusqu'à y fourrer une

robe de mariée, je passe sur d'autres gestes. Torbern, alias André Jung, s'en extirpe, parcourt l'espace en titubant, en même temps que les autres protagonistes s'arrachent de même des décombres. L'explosion aura son répondant à la fin, où Elis le marin succédera à Torbern dans le royaume souterrain, répétition ou même conception d'un temps circulaire ; cette réflexion-là, présent, passé, sur le temps en général, n'est jamais absente chez Hofmannsthal, quoi de plus profond que ce que nous en dit la Maréchale.

« ... So stehe ich wieder auf unsicheren Gerüsten zwischen Schutt, Balken und unfertigen Ziegelmauern... », écrit Hofmannsthal lors de l'élaboration difficile de la pièce. Voilà le décor de Muriel Gerstner en plus l'image même de toute existence. Ainsi que ce soir-là la situation des acteurs qui s'en tirent le mieux possible. On l'a déjà vu avec André Jung, son ambivalence et les pas qu'il fait des deux côtés de Falun, ses paroles qui sonnent un peu à la façon d'échos. Il y a la famille : Hildegard Schmahl, grand-mère aveugle mais très au fait du monde, dans un résumé de son histoire ajouté au texte, et jeune femme amie d'Elis aussi, dans un dernier élan de séduction ; Edmund Telgenkämper, l'industriel qui s'en veut de sa faiblesse, face à ses ancêtres ; Lea Ruckpaul, la jeune femme, d'une grande conviction dans son innocente liberté, impuissante contre l'appel qui lui ravit Elis. Lui, c'est Marcel Kohler, qu'on sent tiraillé, il est impressionnant, par sa taille déjà, par sa

Sous l'emprise de la Bergkönigin



présence, malgré sa jeunesse dépassé par ce qui lui arrive ; le souvenir d'une part de la mort d'une jeune matelot, un amour qui lui a été enlevé, la tentation d'autre part de la Bergkönigin, et c'est en partie Sylvana Krappatsch qui interprète les deux. Les personnages ont été de la sorte répartis entre les comédiens.

« Ich mein, ob du begreifst, wie ich herkam./ Was mich herführte, hier zu euch, zu dir? », demande Elmis à Anna. L'année prochaine, à Pâques, Jossi Wieler assurera la mise en scène de *Lohengrin*, nouvelle occasion de se coller avec le surnaturel. ●

KINO

Erlösung

Marc Trappendreher

Nachdem sich die zahlreichen Vorwürfe des sexuellen Missbrauchs gegen den 85-jährigen Woody Allen während seines letzten Films *A Rainy Day in New York* (2019) häuften, wurde sein öffentliches Ansehen über die vergangenen Jahre hinweg stark beschädigt. Die Anschuldigungen liegen da wie eine außerfil-

mische Last über seinen Bildern, kaum eine Besprechung seines neuen Films *Rifkin's Festival* lässt diese diffamierenden Umstände unausgesprochen. *Rifkin's Festival* ist Woody Allens 50. Film und das mutmaßliche Ende einer Regie-Karriere, die seit Ende der 1960er Jahre, über einige Pausen hinweg, eine konstante Häu-

figkeit von einem Film pro Jahr beibehalten hat und eine Werkkohärenz ausprägt, die auch *Rifkin's Festival* einhält: Mort Rifkin (Wallace Shawn), ein in die Jahre gekommener Filmkritiker, erzählt seinem Therapeuten von seinen jüngsten Lebenserfahrungen: Er besucht zusammen mit seiner Frau Sue (Gina Gershon) das Filmfestival von San Sebastián aber – wir sind bei Woody Allen – sie haben Eheprobleme. Der aufstrebende Filmemacher Philippe (Louis Garrel) ruft bei Mort nur Empörung hervor, sein Erfolg ist ihm unerklärlich. Zudem scheint seine Frau ein Verhältnis mit ihm zu haben. Sein Leid ruft ein Stechen in der Brust hervor, das er auf Empfehlung eines Freundes von der Ärztin Jo Roja (Elena Anaya) untersuchen lassen will. Er fühlt sich von Jo angezogen, sie teilt seine Vorliebe für das einstige europäische Kunst kino, das Mort in seinem Filmunterricht stets verteidigte. Mort erfährt, dass Jo ihrerseits Eheprobleme hat. Er wird zusehends zum eingebildeten Kranken und sucht sie aufgrund angeblicher Beschwerden immer wieder in der Praxis auf.

Damit sind die Grundrisse gezeichnet, von denen der vermutlich letzte Film von einem von Amerikas produktivsten Filmemachern ihren Ausgang nimmt. Und da plötzlich sind wir mittendrin in der Welt von Woody Allen, wo unattraktive Neurotiker durch fortwährende Aphorismen Frauen verführen können, jeden dummen Macho mit allerlei originellen Witzen überlisten und offen ihre große Liebe erklären können. Hier aber findet auch Woody Allens Liebeserklärung an das Kino seinen deutlichsten Ausdruck: Seinen besonderen Reiz bezieht *Rifkin's Festival* mithin über die intertextuellen Bezüge, die zu so etwas wie einer nostalgischen Rückbesinnung auf die Filmgeschichte, die europäisch-modernistische im Besonderen, führen. In Schwarz-Weiß-Aufnahmen wird vor allem

dem schwedischen Großmeister Ingmar Bergman Tribut gezollt, aber auch den beiden berühmtesten Bilderstürmern der Nouvelle Vague François Truffaut und Jean-Luc Godard, sowie dem italienischen Einzelgänger Federico Fellini, dessen eigener Film *Otto e mezzo*, 8 ½ (1963) seinerseits eine tief sinnige Reflexion über das Schicksal des Filmemachens darstellte. Natürlich geht es bei Woody Allen immer auch um die großen Sinnfragen des Lebens. Dieser Mort Rifkin – allein sein Vorname stellt seine Sterblichkeit in den Mittelpunkt – ist ein alternder, zweifelnder Mann, ein Griesgram, der eher in seiner eigenen Vergangenheit als Filmlehrer und in der Vergangenheit des Filmes lebt – gerade da sind die Filme Bergmans ihm ein Anker: *Wilde Erdbeeren* (1957), *Das 7. Siegel* (1957), *Persona* (1966), alles Filme, die um den Zweifel, den Glauben, den Tod kreisen. Diese innerfilmischen Verweise schaffen ein Bezugsgeflecht, das nicht nur das Innenleben Rifkins über diverse Traumszenen herausstellt, sondern gleichsam auch Woody Allens selbstkritischer Rückblick auf das eigene Schaffen darlegt. Er übernimmt nicht mehr eigens eine Haupt- oder Nebenrolle, eine Tradition die er bis *To Rome with Love* (2012) pflegte. Nein, er will vielmehr über diesen Mort Rifkin in absentia spürbar werden, das Publikum über das eigene Werk urteilen lassen – ohne aber sichtbar zu sein. Und so kann auch ein Augenblick der Gnade, wenn man so will, nicht in der filmischen Erzählung stattfinden, nicht zwischen Mort und seinem Therapeuten, sondern vielmehr und unbedingt, in- und außerhalb der Leinwand, zwischen unseren Blicken und denen der Figuren. Es scheint so als wolle Allen, der das eigene Image des ständigen Neurotikers über die Jahre hinweg durch seine Filmauftritte selbst nährte, mit *Rifkin's Festival* den Zuschauer selbst zum Erlöser machen. ●



Rifkin's Festival, der vermutlich letzte Film von Woody Allen, ist eine Liebeserklärung ans Kino



Le Grand-Duché de Luxembourg n'a jamais été une puissance coloniale, mais il fut largement associé à la politique coloniale de la Belgique. De nombreux Luxembourgeois partirent s'installer au Congo belge entre 1880 et 1960. Missionnaires, ingénieurs, commerçants, artisans et même fonctionnaires coloniaux, ils participèrent en grand nombre à la colonisation en Afrique centrale.

Dans la première monographie consacrée à l'aventure coloniale luxembourgeoise au Congo, l'historien Régis Moes retrace l'histoire des colons luxembourgeois et analyse leur statut légal au Congo belge, la composition socioprofessionnelle de leur groupe, mais aussi la propagande coloniale faite au Grand-Duché.

Cette colonie qui nous appartient un peu

La communauté luxembourgeoise au Congo belge 1883-1960

Ce travail de recherche de 438 pages illustrées, primé meilleur mémoire de Master 2 par la Fondation Robert Krieps en 2010, vient d'être réédité et est à nouveau disponible en librairie au prix de 35 euros ou sur land.lu

„All Foto (...) eng Geschicht“

Jeff Simon

Selten wird Yvon Lambert vor der Kamera erwischt. Meistens steht der „aristocrate des photographes luxembourgeois“ (*d’Land*, 29.07.2005) hinter seiner Kamera, mit dem Finger auf dem Auslöser, bereit für das nächste Bild. In schwarzen Chucks, blauen Jeans und weißem Hemd öffnet der gebürtige *Péitenger* uns in Esch die Tür. Er will über sein neues Buchprojekt *Oostende* erzählen und seine Leidenschaft Fotografie.

Seit 1987 ist Lambert als Berufsfotograf tätig. Von Tokio, über Havana bis nach New York hat Lambert einige Metropolen abgelichtet. Warum also nun Ostende?, möchte man fragen. Ostende sei für die meisten Luxemburger „déi nooste Plaz fir d’Mier kucken ze goen.“ Auch Lambert schnuppert seine erste Meeresluft dort. An der Seite seiner Eltern fährt er als kleiner Junge mit dem Zug nach Ostende, sein Fenster zum Meer und nach London. Denn damals habe man gleich vom Bahnhof an Bord der großen, weißen Schiffen (den *Mallen*) gehen und nach England schippern können. Später wird aus der Kindheitserinnerung ein Kurort. Immer wieder zieht es den Luxemburger nach Ostende zurück. Besonders dann, wenn er das Bedürfnis verspürt, „zwee, dräi Deeg Loft ze wiesselen an bei d’Mier ze goen.“

Bei diesen Reisen an den Sandstrand Belgiens entsteht auch das Buchprojekt *Oostende*. Ausgerüstet mit Film und Fotoapparat, sei Lambert nach einem halben Dutzend Aufnahmen die Idee gekommen, die belgische Küstenstadt fotografisch darzustellen. Bei seinen Stippvisiten sammelt er jedes Mal neues Material. „Ee Pleséier“, meint Lambert, denn allein in Ostende gebe es noch „Plazen, wou een nach eppes vun der Vergaangenheet erauspiert“. Die Archi-

tektur Ostendes und die Tradition an Schriftsteller/innen und Maler/innen (etwa Léon Spilliaert), die hier logierten, sind Quelle der Inspiration für den Fotografen.

Das Buch *Oostende. Conversations du bord de mer* ist daher ein Dialog zwischen Literatur und Fotografie, zwischen Text und Bild und – in Form von Postkarten – zwischen dem Fotografen Yvon und seinem Bruder Romain Lambert.

Demonstrativ schiebt Lambert den Bücherstapel seiner zwölf Publikationen auf einen der beiden Schreibtische seines Arbeitszimmers. Drei davon vereinen Fotografie und Literatur. Eines der Leit-motive Lamberts. Bereits 2005 arbeitet er für *Lézar-des* mit Karla Suárez aus Kuba zusammen, zwei Jahre später für *Brennweiten der Begegnung* mit Nico Helminger. 2021 folgt auch das neue Werk *Oostende* diesem Muster. Für Lambert selbst gibt es in seiner Fotografie, „een evidente Lien zur Literatur (...), zu de Wierder.“ Doch er selbst könne sich nur schlecht mit Worten ausdrücken. Das sei „eng vun den Ursachen, firwat ech Fotografie (maachen)“. Das spürt man, denn er lässt seine Fotos sprechen. Sie sind das Ausdrucksmittel seiner Wahl. Fast programmatisch stellt Lambert fest, dass seiner Ansicht nach „all Foto plus au moins eng Geschicht erzielen“ soll.

Im Zeitalter des Digitalen ist Lambert ein Verfechter des Analogen. In einer Glasvitrine zeigt uns der Fotograf seine Ausrüstung. Fotoapparate von Leica, Hasselblad und Mamiya. Lambert lässt keinen Zweifel offen: „bei mir ass alles Film, Film, Film.“ Wie ein Handwerker geht er seiner Bilderkunst nach. Denn

die digitale Fotografie sei ihm „vill ze vill gelect“. Das Authentische entstehe vielmehr in der Anfälligkeit des Materials. Lambert vergleicht daher die analoge Fotografie mit Schallplatten und offenbart damit die Vulnerabilität des Fotografen: „e Feeler an enger Plack oder an engem Negativ, dat schwätzt jo awer och vun der Onsécherheet vum Fotograf.“ Sonst drohe es „artifiziel“ zu werden.

Die Verletzbarkeit des Fotografen spiegelt sich heute auch in der Lage der Berufsfotografie. Lambert

stellt fest, dass die Quantität an Bildern „jo enorm zougeho“ habe, die Qualität hingegen „enorm ofgeho“. Diese habe auch mit der prekären Lage des Fotojournalismus zu tun. Oft würde auf Archive zurückgegriffen. Nur wenige Zeitungen können noch Fotografen rausschicken, geschweige denn fest einstellen. Vierzig Jahr treibt die Fotografie nunmehr Lambert an. Der Direktor für Fotografie der französischen Zeitung *Libération*, Christian Caujolle, wird auf das Luxemburger Nachwuchstalent aufmerksam noch während dessen erstem Studienjahr am „Le 75“ in Brüssel. Der Kontakt bleibt. Lambert fängt hie und da an für *Libération* zu arbeiten, bis Caujolle dort aufhört und 1986 in Paris die renommierte Agence Vu’ mitgründet. Lamberts Weg in die Agence Vu’ ist damit geebnet. Jedoch räumt er einen Fehler ein: Er habe nach Paris ziehen müssen. Die Möglichkeit in Paris und in unmittelbarer Nähe der Agentur tätig zu sein, muss Lambert aus finanziellen Gründen aufgeben. Falls der Antrieb, Fotograf/in zu werden, sich rein aus Geldgründen speist, rät Lambert „fir d’Patten do-vun ze loossen“. Es sei denn, man sehe einem gesicherten Monatsgehalt entgegen oder einem „gudde Kontrakt bei enger Zeitung“. „Wann ech net

scho véierzeg Joer passionéiert wier vu Fotografie, dann hätt ech scho laang opgehalen“, folgert er.

Am 29. September dieses Jahres findet mit *Derniers Feux* die Vernissage einer neuen Ausstellung in den Luxemburger Nationalarchiven statt. Abgerundet wird die Ausstellung mit einem dazugehörigen Buch, das am 10. September erscheinen soll. Schließlich verrät uns der Fotograf, dass ein weiteres Großprojekt anstehe. Eine Arbeit über „fofzèng Grenzgeschichten an Europa“, die an Schriftersteller/innen und Philosoph/innen wie Franz Kafka und Walter Benjamin anknüpfen und sich von Berlin bis Kaliningrad erstrecken. Spricht man mit Lambert, wird eines schnell klar: Er brennt immer noch für Fotografie. ●

Yvon Lambert: *Oostende. Conversations du bord de mer*. ARP2 Éditions (Juni 2021). 400 Exemplare, 96 Seiten, 37 Euro

Yvon Lambert vor den Bildern Ostendes



Stil

L ’ O B J E T



Just Home

Qui se rappelle de l'ancienne Chiserie de la rue Aldringen, y repensera avec nostalgie. Ce magasin était à l'époque le seul au centre-ville où l'on trouvait toujours un objet-cadeau original pour faire plaisir à l'occasion d'un simple dîner ou d'un anniversaire. Il y a eu un peu de relève au centre-ville avec l'arrivée d'autres boutiques du genre, mais dans le quartier gare, ce style de commerce restait rare.

Mais aujourd'hui l'avenue de la Liberté se réjouit de l'existence de Just Home, un fourre-tout assez génial qui ne désemplit pas, ne serait-ce que parce que le matériel part vite et les marques se renouvellent constamment (photo : GD). Si on y trouve aussi bien des coussins que des tapis ou autre petit mobilier d'intérieur à des prix hyper intéressants comme des tables bases ou des tabourets, le lieu se démarque d'abord par ses bougies et parfums d'ambiance. Certaines marques sont à des prix très avantageux pour la qualité de leurs fragrances. On trouve aussi d'autres objets intéressants et au design épuré : tout ce qui est destiné à la cuisine, tels les torchons, les sous-bocks, mugs, couteaux ou verres à cocktail. Comme l'endroit est assez exigu, des séries entières sont régulièrement mises en prix liquidation pour faire place à du neuf. Et ces prix peuvent chuter,

selon les articles, de 70 à 80 pour cent. Sur la page facebook justhomeluxembourg, vous découvrirez même une bougie de la semaine au prix spécial, voire d'autres objets pour lesquels cela vaut la peine de jeter un oeil régulièrement sur le site. GD

L ’ E N D R O I T

La Manufacture

L'ancien Windsor, dans la rue des Mérovingiens, en pleine zone industrielle de Bertrange, n'a



pas tellement changé de concept (photo : GD). Mais pendant la pandémie les proprios ont décidé de changer le nom de l'endroit et par la même occasion le look. Ceci sans doute pour bien souligner que ce lieu-phare quitté par Jan Schneidewind avait bien un nouvel avenir sans lui. On a épuré l'intérieur, peint les murs en blanc et installé un mobilier plus léger et décontracté, sans toutefois toucher à l'espace de la cuisine dans le bel aquarium de verre. Lorsqu'on regarde la carte de La Manufacture, on voit que l'influence de Jan demeure. Car malgré l'absence de sa signature, il semble que la cuisine et certains plats gardent sa patte. Les prix aussi d'ailleurs, le Windsor n'ayant jamais été un endroit pour la bourse de tout le monde, la qualité d'un ex étoilé réclamant les prix forts de certains produits haut de gamme. Il est vrai que l'os à moelle avec tartare a un assaisonnement

particulier et que le waterzooi au coucou de Malines n'y ressemble pas tout à fait au plat traditionnel belge. Ceux qui trouveront ces plats entre 24 et 36 euros (prix de viandes maturées facturées au grammage) trop élevés pour leur budget peuvent tester à midi le speed lunch à 20 euros (18,50 à emporter) qui comporte un plat et un assortiment de mini desserts. Ne pas omettre de passer par le coin épicerie qui propose des flacons dont le look est au moins aussi tentant que le contenu. GD

L ’ E N D R O I T

Op der Gare

Pour ce resto-brasserie atypique de Clémency, nous ne nous adresserons pas en premier lieu aux fins gourmets. Car si

on trouve au Op der Gare de la langue de bœuf (ce qui est devenu rare) et qu'on peut choisir son accompagnement, il faut avouer que la sauce mère est excellente mais que les légumes qui l'accompagnent sortent tout droit du congélateur, ce qui plaira moins aux fins palais. Ceci dit, il ya sur la carte des propositions sympatoches à des prix très raisonnables, surtout dans la série de galettes de pommes de terre, servies avec compote de pommes, voire du saumon ou gratinées au fromage à raclette et jambon. Les Kniddelen sont, elles aussi proposées à toutes les sauces, même avec scampis. Diverses salades complètent la carte, ainsi que des burgers, du tartare, de la bouchée et tout ce qui fait le succès de la brasserie classique. Rien de bien particulier, me direz vous, et les vins listés sont à peine une dizaine, ce qui ne sauvera pas la mise. Le vrai attrait de



cette ancienne gare ferroviaire est d'un côté la déco rétro avec porte-bagages au-dessus des sièges (photo : GD), lesquels sont munis de vieilles valises, sacs, fourrures et tout ce qu'on pouvait jadis retrouver dans l'intérieur d'un train. Autre atout, le grand coin de verdure qui abrite la jolie terrasse et l'aménagement de son aire de jeux pour des petits qui pourront s'en donner à cœur joie. Dernier point non négligeable : le service, presque exclusivement féminin, y est très souriant et avenant. GD



Afghanische Hochzeit bombardiert. Ein Sprecher des Gouverneurs von Urusgan sprach gestern von 40 Toten, darunter Frauen und Kinder, sowie 70 Verletzten. (faz, 3.7.2002).



Afghanen werfen Nato Angriff auf Hochzeit vor. Ein Fotograf der Nachrichtenagentur AP sah die Leichen von fünf Frauen, sieben Kindern und sechs Männern. (Der Spiegel, 6.6.2012).



Mindestens 20 Zivilisten in Kundus bei Nato-Luftangriff getötet. Zahlreiche Angehörige brachten die Leichen ihrer getöteten Kinder zum Gouverneurssitz in der Provinzhauptstadt Kundus, um ihren Protest gegen den Angriff auszudrücken. (SZ, 3.11.2016).



Lëtzebuurger Militärflieger A400M ass zu Islamabad gelant (RTL, 19.08.2021).